Nations Unies

# Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

2020

Nations Unies

# Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

2020

**COPYRIGHT :**

**Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/75/1, 75e session)**
Publié par l'Organisation des Nations Unies
New York, New York 10017, États-Unis d'Amérique

Copyright © 2020 Nations Unies
Tous droits réservés

Le présent document dans son intégralité ne peut être reproduit ni transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données connu ou encore à inventer, sans la permission écrite de l'éditeur.

**Toute demande de renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, doit être envoyée à l'adresse suivante :**
United Nations Publications
405 East 42nd Street, S-09FW001
New York, NY 10017
United States of America

**Courriel :** permissions@un.org; site Web : http://shop.un.org

**Les demandes de reproduction de courts extraits et les demandes de photocopie** doivent être envoyées au Copyright Clearance Center (copyright.com).

eISBN : 978-92-1-005330-3
ISSN : 0082-8173
eISSN : 2518-6469

**Conception et réalisation :**
Division de la gestion des conférences, Office des Nations Unies à Genève
Département de la communication globale, Organisation des Nations Unies, New York
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences,
Organisation des Nations Unies, New York

**Crédits :**
Toutes les photographies utilisées dans la présente publication proviennent du Secrétariat de l'ONU et d'autres entités des Nations Unies. Sauf indication contraire, toutes les données utilisées dans le présent rapport émanent de l'Organisation des Nations Unies.

**Couverture :**
Une écolière tient sa pancarte en faveur de l'action climatique à Albert Park, à Suva, pendant le passage aux Fidji du Secrétaire général António Guterres. Ce dernier venait appeler l'attention sur les changements climatiques avant le Sommet sur l'action pour le climat et rencontrer des chefs de gouvernement, des représentants de la société civile et des groupes de jeunes de la région, afin d'écouter ce qu'avaient à dire ces acteurs qui, face aux changements climatiques qui les touchaient déjà, parvenaient à prendre des mesures utiles. (16 mai 2019)

# Table des matières

**INTRODUCTION** ..... 4

**L'ACTION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES FACE À LA COVID-19** ..... 26

**ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE** ..... 32

**MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES** ..... 52

**DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE** ..... 70

**PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS** ..... 80

**EFFICACITÉ DE LA COORDINATION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE** ..... 94

**PROMOTION DE LA JUSTICE INTERNATIONALE ET DU DROIT INTERNATIONAL** ..... 108

**DÉSARMEMENT** ..... 114

**LUTTE ANTIDROGUE, PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME** ..... 122

**BON FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION** ..... 132

Les coulisses de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale. (New York, 22 septembre 2019)

# Introduction

## LES GRANDES PRIORITÉS

- Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable
- Maintien de la paix et de la sécurité internationales
- Développement de l'Afrique
- Promotion et protection des droits humains
- Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire
- Promotion de la justice internationale et du droit international
- Désarmement
- Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

Salle de l'Assemblée générale : le Secrétaire général, António Guterres, s'exprime devant les Nations Unies à l'occasion de la cérémonie commémorative de l'Holocauste, qui avait pour thème l'éducation et la commémoration de l'Holocauste au service de la justice mondiale 75 ans après Auschwitz. (New York, 27 janvier 2020)

En 1945, les dirigeants mondiaux se sont réunis à San Francisco pour y signer la Charte des Nations Unies, donnant naissance à une organisation qui incarnait un nouvel espoir pour un monde tout juste sorti des horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Nos fondateurs n'avaient aucun doute quant au monde qu'ils souhaitaient exorciser à jamais.

En 2020, alors que l'Organisation des Nations Unies célèbre le soixante-quinzième anniversaire de la signature de la Charte, l'occasion nous est donnée de réfléchir à nos progrès communs et à notre avenir partagé. Fondés sur l'égalité, le respect mutuel et la coopération internationale, nos idéaux et nos valeurs nous ont permis d'éviter une Troisième Guerre mondiale, qui aurait eu des conséquences catastrophiques pour la vie sur la planète. Depuis 75 ans, nous forgeons des relations de coopération fructueuses qui nous aident à régler des problèmes de portée mondiale et à agir pour le bien commun. Nous avons mis en place des normes et des accords essentiels qui codifient et protègent les droits humains, fixé des objectifs ambitieux pour le développement durable et tracé la voie vers une relation plus harmonieuse avec le climat et la nature. Des milliards de personnes se sont affranchies du joug du colonialisme. Des millions sont sorties de la pauvreté.

Jour après jour, année après année, partout dans le monde, l'Organisation des Nations Unies aide à sauver des millions de vies. Le personnel des Nations Unies vient en aide à 80 millions de réfugiés et de déplacés et permet à plus de 2 millions de femmes et de filles de surmonter les complications liées à la grossesse et à l'accouchement. Plus de 40 missions politiques et opérations de maintien de la paix, fortes de 95 000 militaires, policiers et civils, s'emploient à instaurer et à maintenir la paix et à protéger les civils. Les activités d'assistance électorale de l'ONU bénéficient à 60 pays chaque année, tandis que l'aide apportée aux victimes de la torture touche 40 000 personnes. Chaque année, avec quelque 7 500 missions de surveillance, l'Organisation cherche à protéger les droits humains, à appeler l'attention sur les violations de ces droits et à faire en sorte que les personnes incriminées répondent de leurs actes.

**« Nous devons nous engager à bâtir un monde plus inclusif et plus durable. »**

*António Guterres, Secrétaire général*

Et pourtant, ces efforts n'ont pas suffi à endiguer la peur, la haine, l'inégalité, la pauvreté, l'injustice qui nous assaillent aujourd'hui. Au début de 2020, un organisme microscopique nous a porté un coup terrible : le virus responsable de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a fait des ravages, frappant chacun et chacune mais aussi les communautés et les sociétés tout entières, et touchant les plus vulnérables de manière disproportionnée.

La pandémie a mis en évidence la fragilité de notre monde. Elle a mis à nu les risques dont on n'a fait aucun cas pendant des décennies : systèmes de santé inadaptés, protection sociale insuffisante, inégalités structurelles, dégradation de l'environnement, crise climatique.

Très rapidement, le système des Nations Unies s'est mobilisé à fond, prenant la tête de la riposte sanitaire mondiale, élargissant son aide humanitaire et concourant ainsi à sauver des vies, mettant en place des instruments permettant de réagir sans tarder face aux conséquences socioéconomiques de la pandémie et définissant un vaste programme d'action qui s'adresse aux populations et aux régions les plus vulnérables[1]. Mais les objectifs fondamentaux de la Charte — paix, justice, respect des droits humains et développement — ont subi un terrible revers dont les effets mettront du temps à s'estomper.

[1] En juin 2020, le Secrétaire général a lancé un plan d'action intitulé « Riposte globale du système des Nations Unies face à la COVID-19 : sauver des vies, protéger les sociétés, reconstruire en mieux ».

## CONSTRUIRE UN AVENIR PLUS VIABLE

Même avant la pandémie de COVID-19, il était peu probable que les objectifs de développement durable soient atteints en 2030, date qui avait été fixée pour cible. Nous sommes face à la plus grave récession mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale et à la chute des revenus la plus vertigineuse depuis 1870. Elles pourraient plonger une centaine de millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Lancé il y a déjà cinq ans, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 demeure la voie à suivre pour donner à l'humanité un avenir meilleur. En janvier 2020, l'ONU a proclamé une Décennie d'action pour en accélérer la mise en œuvre. La pandémie de COVID-19 a rendu l'action à mener dans le cadre de la Décennie à la fois plus difficile et plus pressante.

Depuis le début de la pandémie, l'ONU plaide en faveur d'une mobilisation mondiale massive en faveur des personnes et des pays les plus vulnérables, qui prendrait la forme d'un plan de sauvetage représentant au moins 10 % de l'économie mondiale. Les pays développés ont renforcé l'aide qu'ils apportent à leurs propres populations, mais nous pensons qu'il faut des mécanismes de solidarité bénéficiant aussi aux pays en développement : moratoire sur la dette, restructuration de la dette, intensification de l'aide apportée par l'intermédiaire des institutions financières internationales. Ce plan de sauvetage ne s'est pas encore complètement concrétisé.

Cet échec de la solidarité vient s'ajouter au combat mené de longue date pour obtenir le financement nécessaire à la réussite du Programme 2030, qui est compliqué par une croissance poussive et un endettement élevé. Nous devons agir dès maintenant pour préserver les progrès qui ont été faits en matière de développement durable. Nous partageons un destin commun et ce n'est qu'avec une solidarité et une unité véritables que nous pourrons atteindre nos objectifs à tous et être fidèles à nos valeurs.

La COVID-19 a également montré à quel point il fallait rééquilibrer la relation entre l'être humain et la nature. Les dérèglements climatiques sont tels que nous approchons déjà du point de non-retour. Les mesures de relèvement que nous prendrons pour faire face aux conséquences de la pandémie doivent aller de pair avec l'action climatique. En 2019, l'ONU a accueilli le Sommet sur l'action pour le climat et le Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat, sur fond d'émissions mondiales record. Au total, 70 pays se sont engagés à adopter des plans nationaux plus ambitieux pour ramener leurs émissions nettes à zéro d'ici à 2050. Au-delà des changements climatiques, et après plus de 15 ans d'efforts intenses, la conférence intergouvernementale de 2020 sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale doit marquer le point de départ d'une plus grande harmonie avec la nature dans son ensemble.

Série de blocs illustrant les objectifs de développement durable, installée sur la pelouse Nord du Siège de l'Organisation pendant la session de l'Assemblée générale. (New York, 23 septembre 2019)

Le Secrétaire général, António Guterres, s'exprime devant des étudiants de la faculté des sciences de la gestion de l'Université de Lahore sur le rôle des jeunes dans l'ONU du XXIe siècle. (Lahore, Pakistan, 18 février 2020)

« La pandémie de COVID-19 rend les promesses faites dans le Programme 2030 encore plus pertinentes et encore plus cruciales. Pour reconstruire en mieux, nous devons nous relever tous ensemble : il n'y a pas d'autre voie. »

*Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale*

« En cette période particulièrement difficile, nous ne devons pas perdre de vue nos objectifs communs et l'engagement collectif que nous avons pris en faveur d'une paix durable. »

*Maria Luiza Ribeiro Viotti, Directrice de Cabinet*

Plus de
**36000**
fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et quelque 95 000 membres du personnel en tenue œuvrant ...

... en faveur de
**8 priorités**
réparties entre
plus de 35 programmes ...

... dans plus de
**140**
**pays**...

... bénéficiant
pour cela de
**14,2** milliards de dollars,
dont 3 milliards au titre du budget ordinaire, 7,2 milliards au titre des opérations de maintien de la paix et 4 milliards au titre des contributions volontaires ...

## ... pour atteindre les résultats suivants en 2019 :

### Développement durable

Par l'intermédiaire du système des Nations Unies pour le développement, action menée par les coordonnateurs résidents en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030, avec les gouvernements et les partenaires dans **162 pays** et territoires

### Paix et sécurité

Déploiement de **plus de 40** missions de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux visant à prévenir les conflits et à soutenir les efforts de consolidation de la paix

### Aide humanitaire

Appui à la mobilisation et à la coordination d'une aide internationale chiffrée à **18 milliards de dollars,** destinée à **117 millions** de personnes dans le besoin

### Droits humains

**Appel à l'action en faveur des droits humains** lancé par le Secrétaire général afin de faire progresser l'exercice effectif de ces droits par chacun et chacune

### Désarmement

Mise en œuvre du **Programme de désarmement,** qui met l'accent sur les armes de destruction massive, les armes classiques et les nouvelles technologies utilisées sur le champ de bataille

### Développement de l'Afrique

Appui à la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, l'un des marchés communs parmi les plus importants avec environ **1,2 milliard** de personnes et un PIB dépassant les **2 500 milliards de dollars**

### Drogue, crime, terrorisme

Action menée auprès de plus de **170 États Membres,** sous forme d'activités d'information et de renforcement des capacités, afin de les aider à prévenir et combattre l'extrémisme violent

### Justice internationale et droit international

Appui à la Convention de Singapour sur la médiation : **46 États,** un record, **ont signé** la Convention à la cérémonie de signature de ce traité des Nations Unies relatif aux échanges commerciaux

Prestation de services aux États Membres à l'occasion de plus de
**36 900** réunions et conférences intergouvernementales visant à **parvenir à un consensus mondial** sur les problèmes que connaît notre monde

# LES GRANDES PRIORITÉS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR 2019–2020

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 ET DÉCENNIE D'ACTION

Il faut aider les gouvernements et les principales parties prenantes à tous les niveaux pour qu'ils donnent une impulsion à une décennie d'action visant à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030

## ACTION POUR LE CLIMAT

Il est crucial de mener une action ambitieuse pour lutter contre les changements climatiques et leurs effets, notamment dans le cadre des initiatives lancées dans le prolongement du Sommet Action Climat 2019, si l'on veut mener à bien l'action prévue dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris et, collectivement, reconstruire en mieux à l'issue de la pandémie de COVID-19

## ÉGALITÉ DES GENRES

L'accent est mis, dans l'action que l'ONU mène pour faire face aux problèmes mondiaux, sur la lutte contre les inégalités de genre et sur l'égale participation des femmes à la prise de décisions

# UNIS POUR LA RÉFORME

Les réformes engagées par le Secrétaire général dans les domaines du développement, de la gestion, et de la paix et de la sécurité aident l'ONU à s'acquitter de ses mandats de manière efficace et responsable.

On trouvera ci-après les principales réalisations obtenues à ce jour et les principaux changements en cours dans le cadre du programme « Unis pour la réforme ».

## SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT

Repositionnement du système de développement visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030

- Mise en place d'équipes de pays des Nations Unies nouvelle génération pour que l'appui fourni aux pays soit mieux ciblé
- Un nouveau système des coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s pour un leadership renforcé
- Un pacte de financement avec les États Membres assorti d'un cadre de responsabilité mutuelle
- Des plans-cadres de coopération des Nations Unies révisés pour que les réponses qui sont mises au point tiennent compte des priorités nationales de façon plus complète
- Lancement d'un effort sans précédent visant à renforcer l'impact des ressources régionales et des bureaux multipays des Nations Unies
- Plus de transparence, renforcement de l'application du principe de responsabilité et renforcement du contrôle : une importance accrue donnée aux résultats
- Mesures ambitieuses visant à accroître l'efficacité des activités des équipes de pays des Nations Unies
- Des équipes de pays des Nations Unies mieux à même d'aider les pays à accroître le financement et les partenariats aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable

## ARCHITECTURE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Une approche globale visant à faire face aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales

- Une architecture de paix et de sécurité restructurée au Siège, avec des équipes régionales communes
- Fourniture d'un appui prioritaire aux activités de prévention et de pérennisation de la paix
- Renforcement de l'importance accordée aux approches et aux stratégies régionales
- Adoption d'une approche intégrée aux fins de la transition des missions des Nations Unies et meilleur alignement avec les équipes de pays des Nations Unies

## RÉFORME DE LA GESTION

Un nouveau modèle de gestion pour des opérations souples, efficaces et efficientes

- Décentralisation des opérations rendue possible par le renforcement des pouvoirs délégués au personnel de direction, qui bénéficie aussi d'une formation approfondie
- Entrée en vigueur d'un nouveau dispositif d'application du principe de responsabilité qui encadre l'exercice du pouvoir de décision
- Renforcement de l'analytique des données et des capacités d'évaluation
- Mise en place de deux nouveaux départements chargés de la gestion au Siège avec des attributions et des responsabilités bien circonscrites
- Passage à un budget-programme annuel caractérisé par de meilleurs indicateurs de résultat, une meilleure planification et des informations plus précises sur les ressources
- Poursuite de la simplification des politiques et procédures, soutenue par un mécanisme permettant aux clients, représentés à un niveau élevé, de faire part de leurs observations

## LE SOMMET ACTION CLIMAT EN 12 POINTS

Le Secrétaire général António Guterres ouvre le Sommet Action Climat 2019, organisé par l'ONU pour rehausser les ambitions et intensifier l'action concernant les changements climatiques et les objectifs de l'Accord de Paris. (New York, 23 septembre 2019)

D'ambitieux plans d'action pour le climat doivent être adoptés au niveau national si l'on veut que les émissions nettes soient égales à zéro d'ici à 2050

Les fonds publics et privés et l'accès au financement sont des éléments sans lesquels on ne peut ramener les émissions nettes à zéro et bâtir des économies résilientes face au climat

Il faut réfléchir à la voie à suivre pour qu'il n'y ait pas de nouvelles centrales au charbon après 2020

Des solutions fondées sur la nature sont des options économiquement viables pour l'action climatique

Les risques climatiques doivent être intégrés aux systèmes de décision

Il est acquis que les petits États insulaires en développement auront accès à des ressources pour mener une action climatique

Les villes ont un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre des plans climatiques nationaux

Il faut prendre des mesures pour augmenter l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Des solutions ont été proposées pour venir en aide aux membres les plus vulnérables de la société

Les pays les moins avancés sont les plus touchés par les changements climatiques et les plus déterminés à agir

Les initiatives pluripartenaires axées sur l'action climatique ne doivent pas faire de laissés-pour-compte

De nouveaux partenariats aideront à parvenir à des émissions nettes égales à zéro d'ici à 2050



## STRATÉGIE DES NATIONS UNIES POUR L'INCLUSION DU HANDICAP : UN DOCUMENT PORTEUR DE TRANSFORMATION

De portée très vaste, la Stratégie couvre les trois piliers de l'action de l'ONU — droits humains, paix et sécurité et développement — de même que les programmes et les opérations

La Stratégie comprend des indicateurs qui aideront à accélérer et à mesurer les progrès de l'inclusion du handicap

58 entités des Nations Unies ont fait rapport sur la suite donnée à la Stratégie alors qu'elle en était à sa première année d'application, aidant ainsi à établir des données de référence sur l'inclusion du handicap

Montserrat Vilarrasa, secrétaire de l'Assemblée des droits humains Montserrat Trueta et représentante des personnes présentant un handicap intellectuel au conseil municipal de Barcelone, à l'occasion de la réunion de haut niveau des femmes handicapées exerçant des fonctions politiques et publiques. (New York, juin 2019)

## UN APPEL À L'ACTION EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS

La pandémie de COVID-19 a frappé à un moment où le mépris pour les droits humains était très largement répandu. En février, nous avons lancé un appel à l'action en faveur des droits humains dans lequel nous nous sommes engagés à placer la dignité humaine au centre de l'action de l'Organisation et à mettre l'accent sur les domaines suivants : les droits au cœur du développement durable, les droits en période de crise, l'égalité des genres et l'égalité des droits pour les femmes, la participation citoyenne et l'espace civique, les droits des générations futures, en particulier la justice climatique, les droits au cœur de l'action collective et de nouveaux possibles pour les droits humains. La pandémie a immédiatement mis ces engagements à l'épreuve, mais le système des Nations Unies a fait des droits humains la pierre angulaire de sa réponse.

« L'action que nous menons pour prévenir les crises et y faire face ou pour reconstruire après une crise doit toujours être guidée par les principes de l'égalité et de l'inclusion. Nous devons nous attacher en particulier à parvenir à l'égalité des genres et mettre l'accent sur l'inclusion du handicap. »

*Ana Maria Menéndez, Conseillère principale pour les politiques*

## PARLER AU NOM DE LA PAIX

La pandémie a de profondes conséquences sociales, économiques et politiques et nous ne devons épargner aucun effort pour que règnent la paix et l'unité dont le monde a besoin. Il ne peut y avoir qu'un seul combat aujourd'hui : notre combat commun contre la COVID-19. C'est pourquoi, le 23 mars 2020, j'ai lancé un appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial, qui a été largement approuvé par le Conseil de sécurité, près de 180 pays, plus de 20 groupes armés et 800 groupes de la société civile. Mes envoyés spéciaux et moi-même travaillons à l'établissement de cessez-le-feu bien réels et tentons de dissiper les répercussions des conflits de longue durée.

La violence ne se cantonne pas aux champs de bataille; elle touche de nombreuses femmes, chez elles, là où certaines sont confinées ou en quarantaine avec leur agresseur. En avril, j'ai lancé un appel pour qu'il soit mis fin à la violence contre les femmes partout dans le monde. Au total, 146 États Membres se sont engagés à faire figurer des mesures de prévention et de lutte contre la violence dans leurs plans d'action contre la COVID-19.

« Pour qui, quand, comment : voilà les trois aspects qui détermineront l'empreinte que laissera l'action mondiale que nous contribuons à mobiliser. »

*Volker Türk, Sous-Secrétaire général à la coordination stratégique*



## RÉINVENTER LE MULTILATÉRALISME

À la fin de la pandémie, nous ne pourrons pas renouer avec un monde axé sur les intérêts d'une minorité. Nous avons besoin d'un nouveau contrat social dans les pays et d'un nouveau pacte mondial entre les pays. Nous avons besoin de nouveaux mécanismes de gouvernance mondiale, d'un rééquilibrage des systèmes financiers et commerciaux, d'un approvisionnement véritablement efficace en biens publics mondiaux essentiels et de mécanismes de décision guidés par les impératifs de durabilité. Le relèvement post-COVID-19 et la refonte du multilatéralisme doivent reposer sur une mondialisation équitable, sur le respect des droits et de la dignité de chaque être humain, sur l'harmonie avec la nature, sur la prise en compte des droits des générations futures et sur l'idée que le succès se mesure en termes humains plutôt qu'économiques.

Ces enseignements ne sont pas seulement tirés de la pandémie. C'est également le vœu qui s'est clairement dégagé à l'occasion des consultations mondiales menées autour du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Les peuples veulent un nouveau modèle de gouvernance mondiale qui réponde à leurs aspirations et qui soit fondé sur la participation pleine et inclusive, sur un pied d'égalité, aux institutions internationales. Je compte travailler avec les États Membres et la société civile pour tracer une voie qui nous permette de ne pas les décevoir.

Pour construire des approches multilatérales, nous avons également besoin de coopérer davantage sur le plan du numérique. La technologie peut accélérer le relèvement et la réalisation des objectifs de développement durable. Mon plan d'action pour la coopération numérique s'articule autour d'un avenir numérique durable et ouvert à toutes et à tous.

Une participante à une réunion-débat salue une fonctionnaire de l'ONU. La réunion-débat était organisée dans le cadre de la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme. (New York, 12 mars 2019)

# QUELQUES GRANDS PROGRAMMES PORTEURS DE TRANSFORMATION*

Les objectifs à long terme de l'ONU s'articulent autour des programmes de transformation approuvés par les États Membres ou auxquels ceux-ci ont souscrit.

**1995** — **DÉCLARATION DE BEIJING**
Quatrième Conférence mondiale sur les femmes et Programme d'action

**2000** — **LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**
Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité

**2000** — **DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE**
Sommet et objectifs du Millénaire pour le développement

**2001** — **DÉCLARATION DE DURBAN SUR LE RACISME**
Déclaration et Programme d'action de Durban, document final de la Conférence d'examen de Durban de 2009

**2002** — **CONSENSUS DE MONTERREY**
Conférence internationale sur le financement du développement

**2005** — **DÉCLARATION DE MAURICE**
Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

**2005** — **DÉCLARATION DU SOMMET MONDIAL**
Développement, paix et sécurité collective, droits humains et état de droit, et renforcement de l'Organisation des Nations Unies

**2008** — **DÉCLARATION DE DOHA**
Conférence de suivi sur le financement du développement

**2011** — **DÉCLARATION D'ISTANBUL**
Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020

**2012** — **CONFÉRENCE RIO+20**
Conférence des Nations Unies sur le développement durable

**2014** — **ORIENTATIONS DE SAMOA**
Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement

**2015** — **DÉCLARATION DE DOHA**
Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

**2015** — **PROGRAMME D'ACTION D'ADDIS-ABEBA**
Troisième Conférence internationale sur le financement du développement

**2015** — **DÉCLARATION DE VIENNE**
Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024

**2015** — **CADRE DE SENDAI**
Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)

**2015** — **ACCORD DE PARIS**
Accord des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

**2015** — **PROGRAMME 2030**
Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un plan d'action commun pour la paix et la prospérité des peuples et de la planète, aujourd'hui et pour l'avenir, s'articulant autour de 17 objectifs de développement durable.

**2016** — **NOUVEAU PROGRAMME POUR LES VILLES**
Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)

**2016** — **LUTTE CONTRE LES DROGUES**
Engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue (résolution S-30/1 de l'Assemblée générale)

**2016** — **PÉRENNISATION DE LA PAIX**
Adoption d'un nouveau cadre de pérennisation de la paix dans des résolutions jumelles : la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité

**2017** — **PROGRAMME 2030 ET AGENDA 2063**
Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027, à l'appui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons

**2017** — **DÉCLARATION SUR LES OCÉANS**
L'océan, notre avenir : appel à l'action

**2018** — **LES JEUNES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**
Résolution 2419 (2018) du Conseil de sécurité, faisant fond sur la résolution 2250 (2015)

**2018** — **ACTION EN FAVEUR DU MAINTIEN DE LA PAIX**
Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

**2018** — **MIGRATIONS**
Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

**2019** — **RÉFUGIÉS**
Pacte mondial sur les réfugiés

**2019** — **UNIS POUR LA RÉFORME**
Mise en œuvre du programme de réformes du Secrétaire général dans les domaines du développement, de la gestion et de la paix et de la sécurité

**2020** — **DROITS HUMAINS**
Appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains

**2020** — **SOLIDARITÉ MONDIALE DANS LA LUTTE CONTRE LA COVID-19**
Résolution 74/270 de l'Assemblée générale et résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité sur un cessez-le-feu mondial

** Le diagramme montre certains programmes porteurs de transformation adoptés depuis 1995 et n'est pas exhaustif. Le programme de travail de l'ONU est guidé par plusieurs autres mandats arrêtés par les organes délibérants.*

## RENFORCER L'ORGANISATION

Dans le cadre de l'action que nous menons pour revitaliser le multilatéralisme, nous avons poursuivi l'exécution d'un ambitieux programme de réforme visant à donner à l'ONU les moyens d'être plus efficace et de mieux appliquer le principe de responsabilité. En 2019, nous avons établi de nouvelles structures pour chacun des piliers — développement, paix et sécurité, et gestion — afin que l'Organisation puisse répondre plus souplement aux nouveaux besoins et instituer une meilleure coopération entre les piliers de son activité. Soumises à un véritable baptême du feu, les nouvelles méthodes issues de ces réformes ont permis à l'ONU de poursuivre son travail essentiel sans interruption pendant la pandémie de COVID-19.

L'Organisation ne gardera sa pertinence que si elle est inclusive et équitable. Nous avons maintenu la parité femmes-hommes parmi les membres de l'équipe dirigeante et le nombre de femmes parmi les chefs de mission et les chefs adjoints est le plus élevé de notre histoire. Nous nous attachons également à diversifier l'origine géographique des membres du personnel. En mars 2020, j'ai lancé la Stratégie en faveur de la diversité géographique pour que des nationaux des États Membres non représentés ou sous-représentés fassent leur entrée au Secrétariat. En 2019, j'ai lancé la toute première Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap afin d'améliorer les normes et le fonctionnement de l'Organisation et de renforcer les mesures qui sont prises de façon coordonnée pour intégrer les personnes handicapées dans l'ensemble du système des Nations Unies.

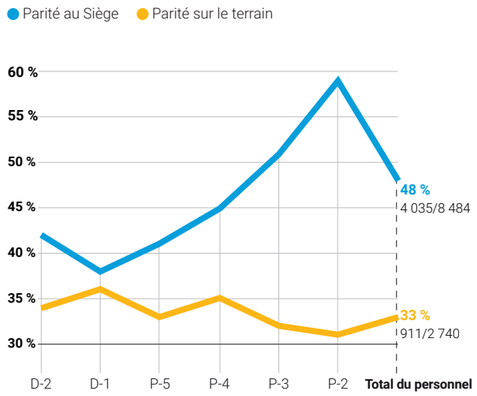
Réunion-débat tenue à l'intention de la société civile avec le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et des membres de l'équipe de direction. L'égalité femmes-hommes et l'action de l'ONU ont figuré parmi les sujets abordés. (New York, 12 mars 2019)



Afin de mieux nous préparer aux problèmes et aux crises du XXIe siècle, 50 entités des Nations Unies ont conçu une stratégie d'exploitation des données, qui offre un ensemble de méthodes mettant les données au service du changement. Les données touchent tous les aspects de notre travail. Elles recèlent un potentiel qui, exploité à bon escient, est crucial pour les programmes mondiaux que nous appuyons.

Le travail et les réformes de l'Organisation restent tributaires des perturbations financières. En 2019, l'ONU a fait face au pire déficit de trésorerie depuis 10 ans pour ce qui est du budget ordinaire et la situation pourrait encore s'aggraver en 2020. Faute de liquidités, nous sommes contraints de hiérarchiser nos travaux en fonction de la disponibilité des fonds, au lieu de le faire en fonction des priorités retenues dans les programmes de travail.

### PARVENIR À LA PARITÉ DES SEXES À L'ONU




La mise en œuvre de la stratégie sur la parité des sexes a bien progressé au Siège de l'ONU et la plupart des entités sont en passe de parvenir à la parité, à tous les niveaux

Le Secrétaire général est parvenu à la parité au plus haut niveau de l'Administration, parmi les Secrétaires généraux et générales adjoint(e)s et les Sous-Secrétaires généraux et générales permanent(e)s en janvier 2020, presque deux ans plus tôt que prévu

La situation est plus contrastée sur le terrain, en particulier dans les opérations de paix, et la haute direction continuera d'accorder toute l'attention voulue à la question de façon à parvenir à la parité à tous les niveaux de l'Organisation d'ici à 2028

Le Secrétaire général, António Guterres, et les membres du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS). (New York, novembre 2019)

## STRATÉGIE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR L'EXPLOITATION DES DONNÉES PAR TOUT LE MONDE, PARTOUT

Pour mieux nous préparer aux enjeux du XXIe siècle, la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, a été lancée. Il s'agit d'un guide complet fondé sur les meilleures pratiques et visant à mettre les données au service du changement.

Les données touchent tous les aspects de notre travail. Si leur potentiel est exploité à bon escient, elles ont un rôle crucial à jouer dans l'action menée pour répondre aux grandes priorités mondiales. Le champ d'action, le savoir-faire et le degré d'interaction des entités composant le système des Nations Unies offrent à celui-ci des occasions à nulle autre pareille de mettre les données au service de son action, avec discernement et efficacité et dans le respect de l'intégrité.

Cette stratégie nous aidera à mener une transformation de longue haleine pour que chacun et chacune voie dans les données un atout stratégique, qui permette d'avoir une plus grande profondeur de vue, d'être plus efficace et de veiller à l'intégrité, aidant ainsi le système des Nations Unies à mieux exécuter ses mandats au bénéfice des peuples et de la planète.

## PERSPECTIVES

La pandémie de COVID-19 et ses conséquences nous donnent l'occasion de construire un monde plus égalitaire. Cela passe par un nouveau contrat social conjuguant éducation, emploi, développement durable et protection sociale, sur la base de l'égalité des droits et des chances pour toutes et pour tous. Les nouveaux systèmes de protection sociale doivent offrir une couverture médicale universelle et promouvoir l'emploi des femmes et l'égalité des genres, l'investissement dans les services publics et une économie qui réponde aux besoins de l'humanité et à ceux de la planète.

Nous avons également besoin d'un nouveau pacte mondial, dans lequel les mécanismes de gouvernance mondiale et les systèmes financiers et commerciaux sont rééquilibrés et les décisions guidées par des impératifs de durabilité, ce qui faciliterait la concrétisation des aspirations énoncées dans le Programme 2030. La COVID-19 est une tragédie pour l'humanité, mais elle a également ouvert des perspectives pour nos générations. Prenons l'engagement de reconstruire en mieux, en restant fidèles aux ambitions et à la volonté consacrées il y a 75 ans par la Charte, document fondateur qui continue de guider notre cheminement commun.

Un jeune visiteur arborant le slogan « Our Generation Will Change the World » écoute un guide expliquer le fonctionnement du Conseil de sécurité. (New York, 15 novembre 2019)

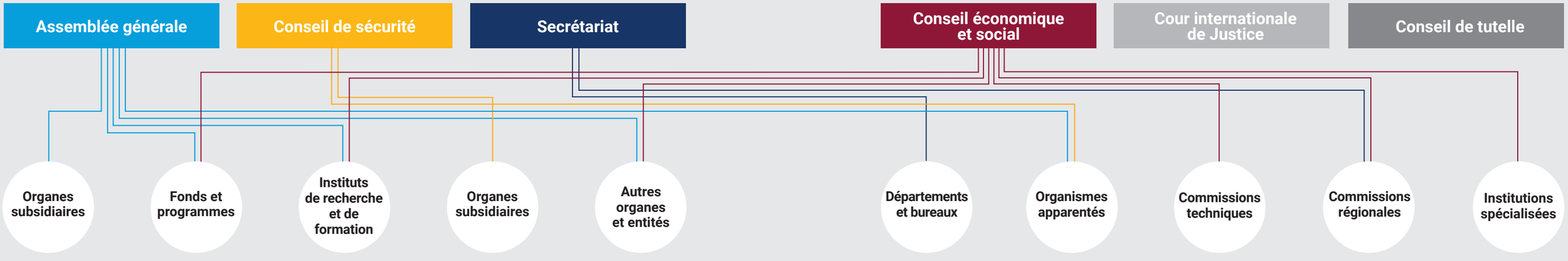
# Le système des Nations Unies : notre action

UN75 2020 ET AU-DELÀ — FAÇONNONS NOTRE AVENIR ENSEMBLE

Le Secrétariat est l'une des six grandes composantes du système des Nations Unies. Celui-ci est constitué de multiples organismes, fonds et programmes, d'organes subsidiaires, de commissions techniques et régionales, d'instituts de formation et de bien d'autres entités.

On trouvera ci-dessous un aperçu des travaux du système des Nations Unies, en particulier de l'action menée par les organismes, fonds et programmes présents sur le terrain.

**PRINCIPAUX ORGANES**




## Action climatique

**Protection,** amélioration et régénération de **344 millions** d'hectares d'habitats terrestres et marins

**Mobilisation** de fonds et appui au développement des énergies renouvelables dans plus de **27** pays en développement

**Appui à 800 000** ménages dirigés par des femmes dans **16** pays pour qu'ils puissent accéder à des énergies propres, abordables et durables

## Sécurité alimentaire

**Apport** d'une aide alimentaire et d'une assistance à **87 millions** de personnes dans **83** pays

**Fourniture d'une aide à 25 millions** de personnes dans **62** pays, prenant la forme de transferts en espèces qui aident la population à se nourrir tout en stimulant l'activité des marchés locaux

## Femmes

**Apport d'une aide** à plus de **337 000** femmes et filles, visant à prévenir les mutilations génitales féminines et à y faire face

**Fourniture d'une aide** à plus de **2 millions** de femmes par mois pour qu'elles puissent surmonter les complications de la grossesse et de l'accouchement

**Apport d'un concours** à **150 000** femmes pour qu'elles puissent bénéficier d'une assistance juridique

**Action** menée en faveur des femmes pour qu'elles puissent jouer un rôle dans la vie économique : **82** lois et politiques ont ainsi été adoptées dans **40** pays

## Droits humains

**Action visant à protéger** les droits humains, à faire connaître les violations de ces droits et à amener les responsables à répondre de leurs actes : organisation de **7 500** missions de suivi de la situation en matière de droits humains

**Apport d'une aide à 40 000** victimes de la torture dans **78** pays

**Partenariats** avec **89** pays visant à faire modifier des lois discriminatoires

## Paix et sécurité

**Déploiement** de plus de **40** missions politiques et opérations de maintien de la paix et de **95 000** membres du personnel de maintien de la paix

**Présence** d'envoyés et de représentants spéciaux du Secrétaire général dans **54** contextes visant à édifier une paix durable

**Assistance** électorale à **60** pays environ

## Enfants

**Distribution** quotidienne de repas scolaires à **16 millions** d'enfants

**Programmes** de transferts en espèces **bénéficiant à 51 millions** d'enfants

**Traitement de 4,1 millions** d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère

**Fourniture** de vaccins à **50 %** des enfants du monde : **3 millions** de vies sont ainsi sauvées chaque année

## Eau potable et assainissement

**Facilitation** de l'accès de **18,3 millions** de personnes à l'eau potable dans des conditions de sécurité

**Apport d'une aide à 15,5 millions** de personnes pour qu'elles aient accès à des services d'assainissement de base

## Prévention des maladies

**Apport d'une aide à 108 millions** de personnes pour qu'elles soient vaccinées contre la fièvre jaune

**Facilitation** de l'acheminement de **21 millions** de doses de vaccin anticholérique oral

**Appui** à la formation de milliers d'agents sanitaires, analyse de **220 000** prélèvements et vaccination de **303 000** personnes en **22 mois** dans le cadre d'une campagne de lutte contre l'épidémie d'Ebola

## Déplacements

**Enregistrement,** dans le Système biométrique de gestion de l'identité, de **9 millions** de réfugiés dans 69 pays

**Fourniture d'une aide** à plus de **81 000** apatrides pour qu'ils puissent acquérir une nationalité ou confirmer leur nationalité

**Apport d'une aide et d'une protection à 82,5 millions** de personnes fuyant la guerre, la famine et la persécution

## Moyens de subsistance

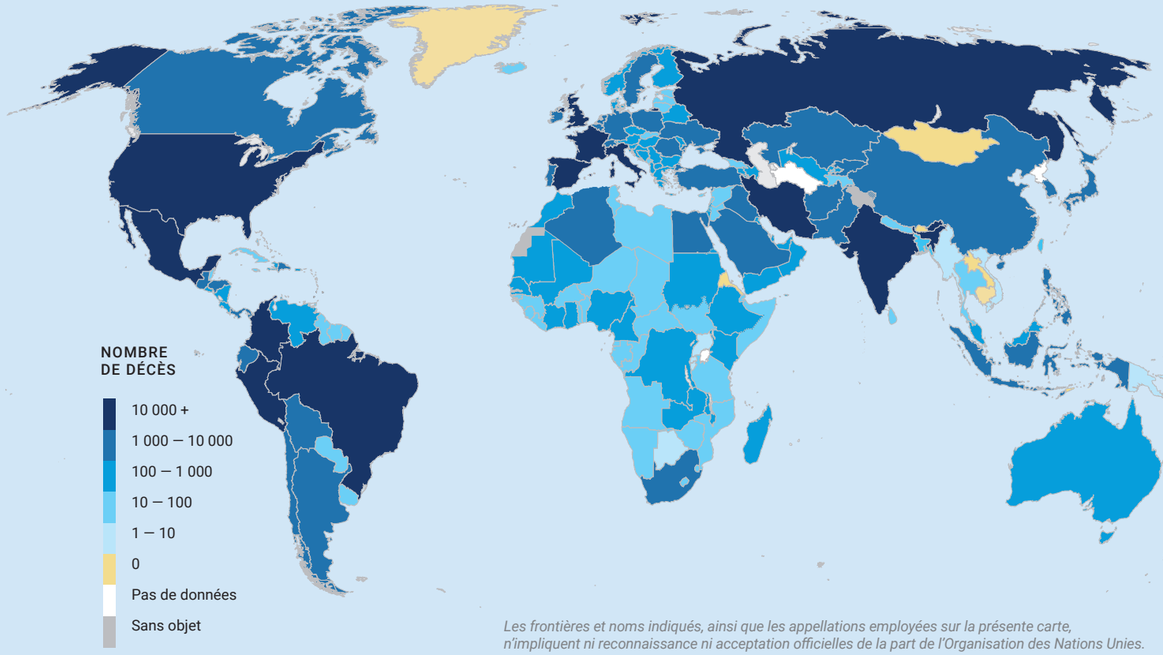
**Fourniture d'une aide à 5 millions** de personnes dans **28** pays touchés par une crise : il s'agissait de les aider à trouver un emploi ou de meilleurs moyens de subsistance

**Apport d'une aide à 24 millions** de personnes dans **22** pays visant à leur donner accès à des services financiers

**Collaboration** avec **30** gouvernements visant à mettre au point des indices de la pauvreté multidimensionnelle de façon à améliorer l'inclusion sociale

# L'action de l'Organisation des Nations Unies face à la COVID-19

La pandémie de COVID-19 a fait des centaines de milliers de morts, infecté des millions de personnes, déréglé la vie économique et perturbé tous les aspects de la vie moderne. Au-delà de la crise sanitaire, c'est une crise économique, une crise humanitaire, une crise de sécurité et une crise des droits humains. La réponse mondiale exige que l'on réinvente les structures des sociétés et les modalités de coopération pour le bien de l'humanité.




*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.*

## UNE TRIPLE RIPOSTE

Notre riposte comprend trois volets : premièrement, une action sanitaire à grande échelle, qui passe par l'accélération des travaux de mise au point d'un vaccin, d'outils diagnostiques et d'un traitement pour toutes et pour tous, en tout point du monde; deuxièmement, des mesures qui viseront à remédier aux aspects dévastateurs de la pandémie tant sur les plans socioéconomique et humanitaire que du point de vue des droits humains; troisièmement, un programme de relèvement qui permette de reconstruire en mieux et qui conduise à l'avènement de sociétés plus égalitaires, plus inclusives, plus résilientes et plus durables, ainsi qu'à un système international capable de protéger et de fournir les biens publics mondiaux essentiels.



## LES INITIATIVES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

**23 JUILLET**
L'impact de la COVID-19 sur la **région arabe**

**30 JUILLET**
L'impact de la COVID-19 sur **l'Asie du Sud-Est**

**9 JUILLET**
L'impact de la COVID-19 sur **l'Amérique latine et les Caraïbes**

**28 JUILLET**
La COVID-19 dans un **monde urbain**

**25 AOÛT**
La COVID-19 et la **transformation du tourisme**

**4 AOÛT**
**L'éducation** en temps de COVID-19 et après

**JUILLET**

**9 JUIN**
L'impact de la COVID-19 sur la **sécurité alimentaire et la nutrition**

**3 JUIN**
La COVID-19 et **les personnes en situation de déplacement**

**25 JUIN**
**Riposte globale** du Système des Nations Unies face à la COVID-19

**19 JUIN**
Le **monde du travail** et la COVID-19

**8 MAI**
Appel à la lutte contre **la haine et la xénophobie**

**6 MAI**
**Inclusion du handicap dans la riposte** à la COVID-19

**1er MAI**
L'impact de la COVID-19 sur les **personnes âgées**

**AOÛT**

**21 MAI**
Lancement de la campagne **« Vérifié »** : des informations factuelles et vérifiées sur la COVID-19

**20 MAI**
L'impact de la COVID-19 sur **l'Afrique**

**13 MAI**
Nécessité de tenir compte de la **santé mentale dans le cadre de la lutte** contre la COVID-19

**JUIN**

**MAI**

**31 MARS**
Appel à la responsabilité partagée et à la solidarité mondiale : répondre aux **impacts socioéconomiques** de la COVID-19

**23 MARS**
Appel en faveur d'un **cessez-le-feu mondial**

**16 AVRIL**
L'impact de la COVID-19 sur les **enfants**

**9 AVRIL**
L'impact de la COVID-19 sur les **femmes**

**5 AVRIL**
Appel contre la **violence fondée sur le genre**

**23 AVRIL**
COVID-19 et **droits humains :** Réagissons ensemble

**17 AVRIL**
**Dette** et COVID-19 : une action mondiale et solidaire

**MARS**

**AVRIL**

## STRATÉGIES D'INTERVENTION OPÉRATIONNELLE COMMUNES AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET AUX PARTENAIRES

### 1 - SANTÉ : PLANS DE RIPOSTE ET DE PRÉPARATION STRATÉGIQUES FACE À LA COVID-19

**Objectifs stratégiques**

1. Mobiliser tous les secteurs et l'ensemble de la population
2. Surveiller les cas sporadiques et les foyers d'infection et prévenir la transmission communautaire
3. Mettre fin à la transmission communautaire
4. Réduire la mortalité
5. Mettre au point des vaccins et des traitements sûrs et efficaces

**Partenaires**

**Plus de 200**
gouvernements, organisations internationales et non gouvernementales, instituts de recherche et entreprises

**Ressources nécessaires**

**1,74 milliard de dollars**
est nécessaire; 1,44 milliard a été reçu (83 %)

### 2 - ACTION HUMANITAIRE : PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE GLOBAL COVID-19

**Objectifs stratégiques**

1. Endiguer la propagation de la pandémie de COVID-19 et réduire la morbidité et la mortalité
2. Atténuer la détérioration des ressources humaines, des droits humains, de la cohésion sociale et des moyens de subsistance
3. Protéger, aider et défendre les réfugiés, les déplacés, les migrants et les communautés vulnérables

**Partenaires**

**Plus de 110**
organisations internationales et non gouvernementales

**Ressources nécessaires**

**10,31 milliards de dollars**
sont nécessaires; 2,475 milliards ont été reçus (24 %)

### 3 - DÉVELOPPEMENT : CADRE D'INTERVENTION SOCIOÉCONOMIQUE DE L'ONU

**Objectifs stratégiques**

1. Protéger les services et les systèmes de santé pendant la crise
2. Protéger les personnes : protection sociale et services de base
3. Protéger les emplois, les petites et moyennes entreprises et le secteur informel
4. Faciliter la riposte macroéconomique et la collaboration multilatérale
5. Soutenir la cohésion sociale et la résilience des populations

**Partenaires**

**Plus de 165**
institutions nationales dans des pays et territoires où des équipes des Nations Unies sont présentes

**Ressources nécessaires**

**1 milliard de dollars**
est nécessaire; 58 millions ont été reçus (6 %)

## AIDE AUX PAYS ET AUX POPULATIONS LES PLUS TOUCHÉS

Depuis le début, je fais campagne pour qu'une attention particulière soit accordée à ceux qui sont les plus durement touchés par la pandémie. Il s'agit notamment des 63 pays déjà aux prises avec une crise humanitaire ou une crise de réfugiés, et des groupes vulnérables : femmes, enfants, personnes âgées, lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI), personnes handicapées, personnes souffrant de troubles mentaux, personnes en situation de déplacement et bien d'autres encore.



Nous ne pouvons laisser quiconque de côté dans l'action que nous menons pour faire face à la pandémie et reconstruire. Soucieux d'aider les dirigeants mondiaux, j'ai publié des notes de synthèse visant à orienter les mesures en faveur des plus démunis. On ne pourra prétendre que la sécurité est assurée tant qu'elle ne le sera pas pour ne serait-ce qu'une personne.

## RÉPONSE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le système des Nations Unies tout entier s'est mobilisé aux côtés de l'Organisation mondiale de la Santé et a aidé celle-ci à distribuer des fournitures médicales, à former des agents sanitaires, à faciliter le dépistage et le traçage, à prévenir la propagation du virus, à diffuser des informations et à soutenir l'exécution des plans nationaux.

En tant que Secrétaire général, j'ai demandé aux dirigeants du monde entier de coopérer pour qu'un vaccin abordable et accessible à tous soit mis au point, de participer au financement et de faciliter l'allègement de la dette. Le 23 mars, j'ai lancé un appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial, qui a été approuvé par près de 180 États Membres, plus de 20 mouvements armés et 800 organisations de la société civile.

Les organismes humanitaires du système des Nations Unies, qui viennent déjà en aide à plus de 100 millions de personnes dans le monde, s'attachent à maintenir leur aide vitale tout en soutenant l'action plus large que le système mène face à la pandémie dans le cadre du Plan de réponse humanitaire global COVID-19.

Par l'intermédiaire du système de développement des Nations Unies, nous apportons notre concours dans cinq domaines : les services de santé essentiels; la protection sociale et les services de base; la protection des emplois et le soutien aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux travailleurs du secteur informel; le financement; la cohésion et la résilience sociales.

Les équipes de pays des Nations Unies se sont mobilisées en faveur d'une action cohérente face à la pandémie et ont collaboré avec les gouvernements, les institutions financières internationales et divers partenaires aux fins de la conduite d'évaluations de l'impact socioéconomique de la pandémie et de la mise en œuvre de solutions rapides en mode « urgence développement ».

Les institutions spécialisées apportent leur concours aux gouvernements et à leurs partenaires, les conseillant sur les mesures à prendre dans les domaines suivants : la santé publique, l'aviation, le transport marchand, le tourisme, la technologie, l'approvisionnement et la sécurité alimentaires, l'agriculture et une multitude d'autres domaines touchés par la pandémie.

Les missions de maintien de la paix ont pris des mesures d'atténuation afin de pouvoir continuer à protéger les populations vulnérables, tout en préservant la sécurité et la santé de tous les membres du personnel des Nations Unies et en assurant la continuité des activités.

La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a formé de jeunes travailleurs sociaux et des militants pour qu'ils apprennent à la population à se protéger de la COVID-19. (Bor, Soudan du Sud, 15 juillet 2020)

## APPUI APPORTÉ SUR LE TERRAIN PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

**COORDINATION DE L'ACTION MÉDICALE**

**174 pays ont coordonné avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)** la préparation et la riposte stratégiques face à la pandémie de COVID-19

**CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MÉDICAL**

**Plus de 452 millions d'équipements** de protection individuelle ont été expédiés ou sont sur le point de l'être

**COORDINATION DE L'ACTION MÉDICALE**

**123 pays ont bénéficié d'une aide** pour formuler des plans sanitaires nationaux et enregistrer leurs besoins financiers sur le portail de l'OMS pour le partenariat stratégique

**CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MÉDICAL**

**29 millions de tests de diagnostic et de kits collectifs** ont été expédiés ou sont sur le point de l'être

**APPUI MÉDICAL**

L'équipe mondiale de gestion des situations d'urgence de l'OMS a fourni **12 000 lits pour renforcer les capacités de soins**

**RIPOSTE FACE À LA CRISE**

**110 gouvernements et organisations non gouvernementales** ont contribué au financement du Plan de réponse humanitaire global

**APPUI À LA POPULATION**

**2,6 milliards de personnes** ont reçu des informations sur les mesures de prévention et l'accès aux services sanitaires

**RIPOSTE FACE À LA CRISE**

**63 pays** ont été rapidement ciblés comme ayant besoin d'une assistance d'urgence prioritaire, à l'aide du cadre de risques INFORM pour la COVID-19

**APPUI À LA POPULATION**

**4,2 millions de personnes** ont bénéficié de 119 cours spécialisés proposés par l'OMS sur la plateforme OpenWHO

**RIPOSTE FACE À LA CRISE**

**22 493 ménages** touchés par la COVID-19 ont reçu des aides pécuniaires plurisecteurs à titre humanitaire pour pouvoir satisfaire à leurs besoins de base

**APPUI À LA POPULATION**

**2,1 millions de travailleurs et travailleuses sanitaires et communautaires** ont été formés au dépistage, à l'aiguillage et à la prise en charge sur le terrain des personnes atteintes par la COVID-19

**RIPOSTE FACE À LA CRISE**

**36 millions de ménages** ont bénéficié d'une assistance sociale nouvelle ou supplémentaire fournie par les autorités de leur pays, avec l'appui du système des Nations Unies

*Au 31 août 2020*

## RECONSTRUIRE EN MIEUX

La pandémie de COVID-19 a fait ressortir des fragilités, qui vont bien au-delà de la santé mondiale. Le relèvement sera l'occasion de s'attaquer aux inégalités, à l'exclusion, aux lacunes des systèmes de protection sociale, à la crise climatique et aux nombreuses autres injustices qui ont été mises en lumière. Au lieu de revenir à des approches non durables, nous devons privilégier les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables, une plus grande égalité des genres, des filets de sécurité sociale plus solides, une couverture médicale universelle et un système international à même de répondre aux attentes.

## POURSUIVRE NOTRE TRAVAIL

L'Organisation des Nations Unies a pu poursuivre son action sans trop de perturbations pendant la pandémie de COVID-19, grâce aux mesures de continuité des activités qui avaient été prises, notamment grâce aux investissements réalisés ces dernières années dans des plateformes informatiques qui ont permis aux membres de son personnel de continuer de travailler et de collaborer alors même que nombre d'entre eux ont dû s'adapter aux modalités de travail à distance du jour au lendemain.

Les réformes engagées depuis janvier 2019 nous ont également aidés à continuer de fonctionner pendant la pandémie. Parmi les changements qu'elles ont rendus possibles figurent l'établissement d'un nouveau système autonome et indépendant chargé de la coordination des activités de développement durable; l'élargissement des pouvoirs délégués aux membres du personnel de direction : ceux-ci peuvent ainsi agir de manière plus adaptée face aux problèmes propres à leur mandat ou au lieu dans lequel ils opèrent; le passage à des modes de gestion de la chaîne d'approvisionnement plus souples : l'achat et la livraison des biens et services nécessaires s'en trouvent accélérés; une répartition plus claire des attributions et des responsabilités dans le domaine des ressources humaines : les politiques ont pu être révisées rapidement, l'appui opérationnel s'est poursuivi sans interruption et les ressources et moyens médicaux qui étaient précédemment dispersés au Siège ont été regroupés dans une structure centralisée mieux à même de coordonner le soutien sanitaire et les modalités d'évacuation sanitaire du personnel des Nations Unies. La COVID-19 a donc permis de confirmer la validité des principes sous-tendant les réformes.

Intervention de membres du personnel médical dans le cadre de l'action menée par le Fonds des Nations Unies pour la population pour faire face à la COVID-19. (Cariacuao, Venezuela, 5 mai 2020)

Membres du personnel dans la « Zone d'action pour les objectifs de développement durable », installée au Siège de l'ONU. La Zone offre une nouvelle occasion d'insuffler un élan inédit aux dialogues du multilatéralisme pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale.
(New York, 20 septembre 2019)

# Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Coopération internationale pour le développement
- Coopération régionale pour le développement

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,6 milliard de dollars

483 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 1,1 milliard au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne, résolution 74/15 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, (Orientations de Samoa), résolution 74/3 de l'Assemblée générale
- Suivi et application des Orientations de Samoa et de la Stratégie de Maurice, résolution 74/217 de l'Assemblée générale
- Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet, résolution 72/279 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable, résolution 74/4 de l'Assemblée générale
- Déclaration de Victoria Falls sur la Décennie d'action et de réalisation des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, ECA/RFSD/2020/16

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires économiques et sociales
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Commissions régionales
- ONU-Habitat
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le Secrétaire général António Guterres s'exprime à l'ouverture du Sommet Action Climat, organisé par l'ONU pour rehausser les ambitions et intensifier l'action vers les objectifs de l'Accord de Paris. (New York, 23 septembre 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

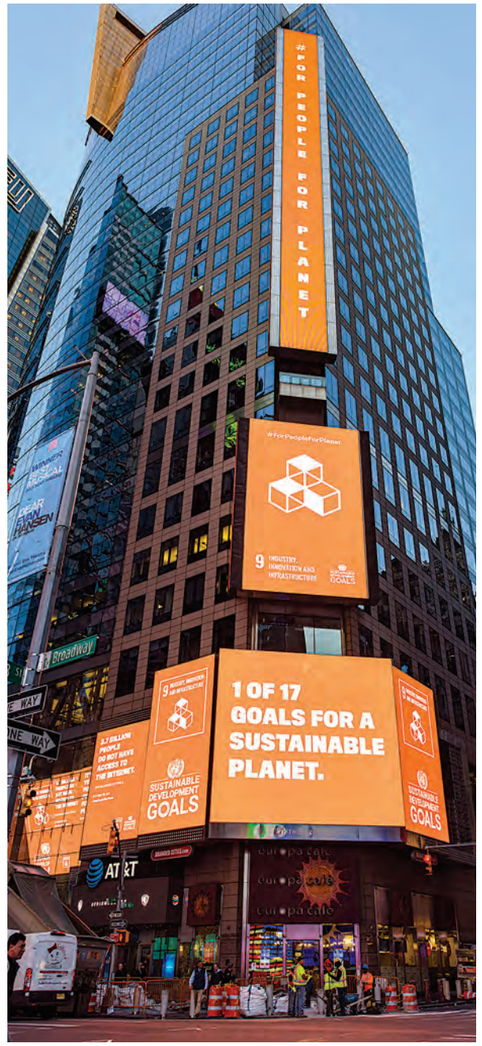
## CONTEXTE

Engagée il y a bientôt cinq ans, l'action menée pour exécuter le Programme 2030 prend de la vitesse, l'engagement qui a été pris de ne laisser personne de côté lui servant de boussole.

En 2019, les États Membres ont réaffirmé leur volonté commune de mettre en œuvre le Programme, et les dirigeants ont appelé de leurs vœux une « décennie d'action » en vue d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. La pandémie de COVID-19 a montré combien il importait d'accélérer le rythme des progrès pour mettre fin aux privations les plus graves, réduire les inégalités et inverser la tendance des changements climatiques et de la perte de biodiversité. Toutes ces aspirations occupent une place centrale dans le Programme 2030.

« Reconstruire en mieux, c'est bâtir des économies plus durables et des sociétés plus résilientes pour préserver l'environnement et ne laisser personne de côté. »

*Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales*




Des panneaux présentant les objectifs de développement durable, affichés à Times Square (New York) avant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. (New York, 19 septembre 2019)

## GRANDS OBJECTIFS

Au niveau international, l'Organisation propose des moyens de favoriser la coopération et les partenariats aux fins du suivi des programmes mondiaux porteurs de transformation, notamment le Programme 2030, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020. L'action menée à l'échelon régional est orchestrée par les commissions régionales et les bureaux régionaux des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe et en Asie occidentale. Sur le terrain, dans 162 pays et territoires, nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents nous aident à réunir les compétences de toutes les entités résidentes et non résidentes du système des Nations Unies pour le développement afin de les mettre au service de l'action menée au niveau national.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### Bilan et accélération de la réalisation des objectifs de développement durable

Cinq ans après leur adoption, les objectifs de développement durable incarnent aujourd'hui la volonté collective de bâtir un avenir meilleur pour l'humanité et pour la planète. L'ONU apporte un appui déterminant à leur réalisation par les États Membres. Depuis 2016, 168 pays ont mis au point des plans pour les atteindre et présenté des examens nationaux volontaires au forum politique de haut niveau pour le développement durable, démontrant ainsi leur volonté d'adapter leurs politiques et leurs institutions.

L'ensemble des 17 objectifs n'est pas en voie d'être atteint d'ici à 2030, malgré les progrès qui ont été accomplis dans la réalisation de certains d'entre eux, comme en témoignent les indicateurs relatifs à la pauvreté, à la faim, à l'emploi des jeunes, à la biodiversité, aux changements climatiques et à l'accès à la justice. C'est pourquoi les dirigeants mondiaux ont tenu en septembre 2019 le premier sommet de l'ONU sur les objectifs de développement durable depuis l'adoption du Programme 2030. À l'issue de cette réunion, les États Membres se sont engagés à accélérer la mise en œuvre du Programme en lançant une décennie d'action. Depuis, j'appelle à l'amplification de la mobilisation, de l'ambition, du financement et des solutions, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, du climat et de l'égalité des sexes.

Pour pouvoir accélérer la réalisation du Programme 2030, il faut disposer de données et de statistiques ventilées de bonne qualité. L'initiative Data for Now favorise l'utilisation durable des données géospatiales, des mégadonnées et d'autres sources d'information non traditionnelles. Dans le cadre de l'Initiative pour des indicateurs fonciers mondiaux, par exemple, plus de 200 experts ont été formés à la collecte et à la publication des données.

**RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : BILAN 2019**

Plus de
**125**
représentants gouvernementaux de haut niveau se sont réunis en 2019 à l'ONU

… avec plus de
**2 000**
représentants de divers secteurs…

… pour examiner les progrès accomplis dans
**47**
pays
(+ 1 en 2018) …

et cet examen aura été accompli pour
**168**
pays d'ici à 2020

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

DÉCENNIE D'ACTION

Des intervenantes et intervenants au forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices de l'Assemblée générale. (New York, 24 septembre 2019)

**« Articulé autour de la nouvelle génération de coordonnatrices et coordonnateurs résidents, le système réformé des Nations Unies pour le développement joue un rôle crucial dans l'action que mène l'ONU pour s'acquitter de ses responsabilités et aider les États Membres à atteindre les objectifs de développement durable. »**

*Robert Piper, Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement*

**« La dimension régionale du développement n'est pas simplement la somme des mesures prises au niveau national. Aussi les problèmes de développement appellent-ils une approche transfrontières. »**

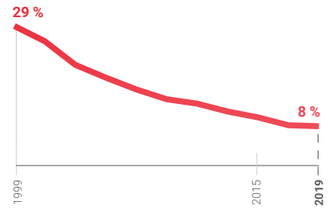
*Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

# LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

APERÇU

### 1 PAS DE PAUVRETÉ

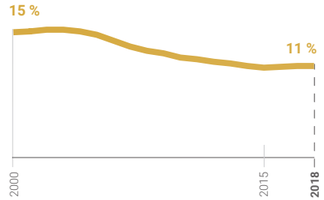
Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, total




En 2019, environ 8 % de la population mondiale vit encore dans l'extrême pauvreté.

### 2 FAIM « ZÉRO »

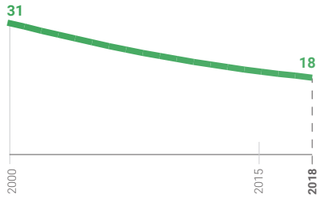
Prévalence de la sous-alimentation




Après une longue période de progrès, le nombre de personnes souffrant de la faim est reparti à la hausse.

### 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

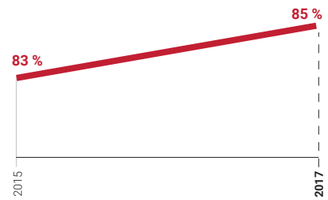
Taux de mortalité néonatale (décès pour 1 000 naissances vivantes)




Le taux de mortalité néonatale a constamment diminué.

### 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

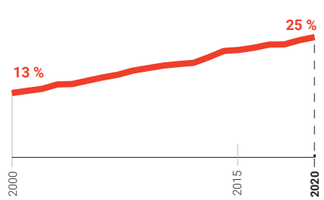
Taux d'achèvement du cycle primaire dans la tranche d'âge concernée




L'accès universel et équitable à l'enseignement primaire n'est pas encore une réalité.

### 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

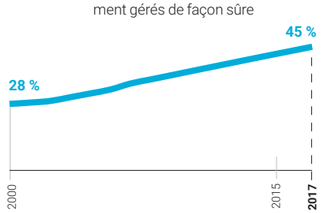
Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux




D'importants progrès ont été réalisés dans la lutte contre la sous-représentation des femmes dans les parlements.

### 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

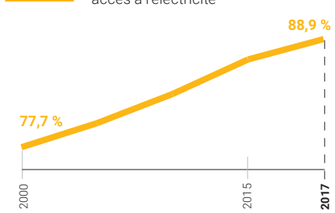
Proportion de la population qui utilise des services d'assainissement gérés de façon sûre




Aujourd'hui, davantage de personnes ont accès à des services d'assainissement gérés de façon sûre.

### 7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

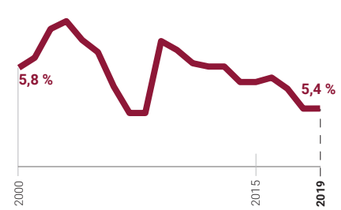
Proportion de la population ayant accès à l'électricité




La grande majorité de la population mondiale a aujourd'hui accès à l'électricité.

### 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

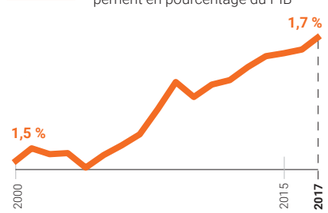
Taux de chômage mondial




Le taux de chômage mondial a reculé par rapport à 2000.

### 9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

Dépenses de recherche-développement en pourcentage du PIB

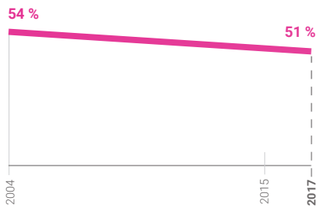



Dans le monde entier, on accorde de plus en plus d'importance à la recherche-développement.



### 10 INÉGALITÉS RÉDUITES

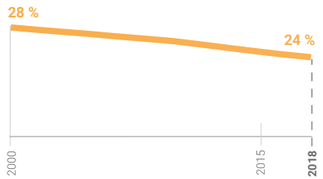
Part des revenus du travail dans le PIB




La part du revenu national qui va au travail a affiché une tendance à la baisse.

### 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

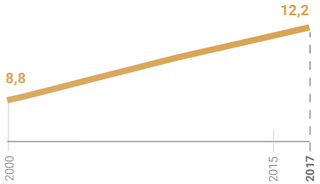
Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis




Le nombre de personnes vivant dans des établissements urbains informels n'a cessé de diminuer.

### 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

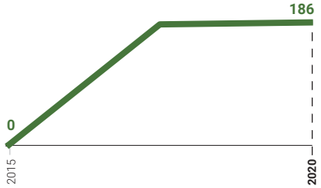
Empreinte matérielle par personne (tonnes)




L'empreinte matérielle mondiale par personne a augmenté.

### 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

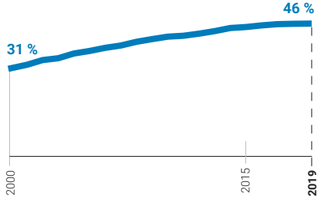
Parties ayant communiqué à l'ONU leur première contribution déterminée au niveau national




186 des 189 signataires de l'Accord de Paris ont communiqué leur première contribution déterminée au niveau national.

### 14 VIE AQUATIQUE

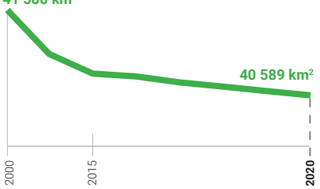
Proportion moyenne des zones marines clefs pour la biodiversité qui sont protégées




Il faut en faire encore plus pour sauvegarder les zones clefs pour la biodiversité.

### 15 VIE TERRESTRE

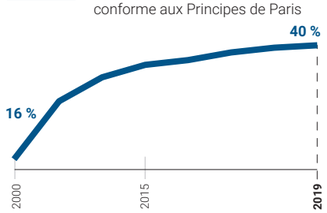
Surface des zones forestières faisant l'objet d'une certification de la gestion des forêts vérifiée indépendamment




Il faut redoubler d'efforts pour conserver et restaurer les forêts du monde entier.

### 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

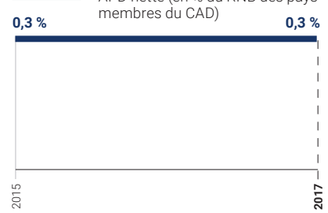
Pays disposant d'une institution nationale des droits humains conforme aux Principes de Paris




Moins de 50 % des pays disposent d'institutions des droits humains conformes aux Principes de Paris.

### 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

APD nette (en % du RNB des pays membres du CAD)




L'objectif collectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) n'a pas été atteint.

### ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS

Cinq ans après leur adoption, les objectifs de développement durable ne sont pas en voie d'être tous atteints d'ici 2030, malgré les avancées dans certains domaines. De plus, la pandémie de COVID-19 a ralenti le rythme des progrès, ayant même entraîné certains reculs. Il est d'autant plus urgent que les États Membres et les autres partenaires contribuent à la Décennie d'action.

Pour un bilan détaillé, voir www.un.org/sustainabledevelopment/progress-report/

## NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

L'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités sont au cœur même du Programme 2030. Les objectifs de développement durable risquent de ne jamais se concrétiser pour 1,3 milliard de personnes qui se trouvent aujourd'hui en situation de pauvreté multidimensionnelle. Aussi l'ONU soutient-elle les initiatives en faveur des pays et des populations vulnérables, suivant le principe consistant à ne laisser personne de côté. Nous avons par exemple contribué à organiser en 2019 la Conférence mondiale sur l'élargissement de l'accès à l'énergie et au financement dans les pays les moins avancés, sachant que l'accès à l'énergie durable est une pièce maîtresse de la réalisation des objectifs. En outre, nous avons aidé à mettre en place la Coalition pour l'accès à l'énergie durable au Sommet sur l'action pour le climat qui a été tenu en 2019, afin de parvenir plus rapidement à l'accès universel dans les zones rurales et vulnérables. L'examen à mi-parcours de l'application des Orientations de Samoa a été l'occasion pour les États Membres de renouveler leur engagement de répondre aux besoins des petits États insulaires en développement.

Dans le cadre de l'action de l'Organisation en faveur de l'urbanisation durable, j'ai publié une note d'orientation sur la terre et les conflits et les Lignes directrices des Nations Unies pour des villes et des établissements humains plus sûrs, ainsi que la publication *Relations villes-campagnes : Principes directeurs et Cadre d'action pour un développement territorial intégré,* afin d'améliorer la sécurité des droits fonciers et de favoriser le règlement des différends fonciers, dans l'intérêt de 1,2 million de personnes vulnérables vivant dans 13 pays.

Dans le domaine du commerce, nous avons soutenu les mesures qui permettent aux femmes de tirer parti des possibilités offertes par le commerce international, par exemple dans le cadre de l'initiative « Borderline », dont l'objectif est d'apprendre à des commerçantes du secteur informel comment officialiser leur activité dans six districts frontaliers du Malawi, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie.

Yetnebersh Nigussie, avocate, militante des droits des personnes handicapées et lauréate du prix Nobel alternatif 2017, fait un point de presse sur la question des femmes handicapées, en marge de la douzième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. (New York, 12 juin 2019)

### LE HANDICAP

Composante essentielle de l'action entreprise pour ne laisser personne de côté, la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap est la toute première stratégie adoptée à l'échelle du système des Nations Unies en faveur des personnes handicapées du monde entier, qui sont au nombre d'un milliard. Lancée en 2019, elle vise à systématiser l'inclusion du handicap à l'échelle du système.

Écolières et écoliers du Centre d'éducation nationale « Saint-Esprit » à Grand Chemin, photographiés lors de la mission du Groupe consultatif ad hoc du Conseil économique et social en Haïti. (Grand Chemin, Haïti, 23 mai 2019)

« L'urbanisation est porteuse de grandes transformations : nous avons l'occasion rarissime aujourd'hui de bien faire les choses. Nous devons rendre nos villes plus équitables, plus résilientes aux changements climatiques et plus accueillantes pour toutes et pour tous, car notre avenir en dépend. »

*Maimunah Mohd Sharif,*
*Directrice exécutive d'ONU-Habitat*

« Nous devons faire le nécessaire pour que les pays les plus vulnérables — les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement — puissent bien se faire entendre et progresser dans l'exécution de leurs programmes de développement durable. »

*Fekitamoeloa 'Utoikamanu, Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement*

## ACTION CLIMATIQUE

Dans un contexte marqué par des émissions mondiales sans précédent, j'ai convoqué en septembre 2019 les dirigeants mondiaux au Sommet sur l'action pour le climat, à l'issue duquel 70 pays se sont engagés à adopter des plans d'action plus ambitieux. Les chefs d'entreprise ont eux aussi répondu à l'appel : certains des principaux gestionnaires d'actifs du monde — qui gèrent des portefeuilles d'un montant total de 2 000 milliards de dollars — ont pris l'engagement de rendre leurs investissements neutres en carbone d'ici à 2050. L'année 2020 marque également la fin de la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique, pendant laquelle 63 États ont pris des engagements dans le cadre de la campagne Océans propres.

La communauté scientifique a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises pour appeler l'attention sur l'urgence climatique et notamment sur l'effondrement de la biodiversité, faisant de 2020 une année déterminante. Plusieurs des événements prévus cette année ont dû être reportés en raison de la pandémie. Les changements climatiques n'en restent pas moins le plus grand péril pour l'humanité à long terme. Il nous faut donc affermir notre ambition et notre action : la pandémie ne fait que nous rendre plus vulnérables encore aux menaces qui pèsent sur la planète.

**« L'enjeu environnemental pourrait changer le cours de l'histoire. C'est à nous de décider si nous voulons changer de cap. »**

***Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement***

En soutien à la grève mondiale pour le climat, des fonctionnaires de l'ONU et leurs familles se sont rassemblés à l'esplanade des visiteurs, au Siège de l'Organisation, quelques jours avant le Sommet sur l'action pour le climat. (New York, 23 septembre 2019)

La militante pour le climat Greta Thunberg (deuxième à partir de la droite) à l'ouverture du Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat. De gauche à droite : Wanjũhĩ Njoroge (militante pour le climat), le Secrétaire général António Guterres, Greta Thunberg et Bruno Rodriguez (militant pour le climat). (New York, 21 septembre 2019)

## LES JEUNES

Le rôle essentiel des jeunes dans la réalisation du Programme 2030 a été mis en évidence dans le rapport mondial sur la jeunesse *(World Youth Report)*. Pour mobiliser les jeunes en faveur du climat, l'ONU a organisé en 2019 le Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat, offrant ainsi un forum à des jeunes leaders issus de 140 pays et territoires.

Après deux semaines de dialogue, la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme s'est conclue par une forte détermination des États Membres à préserver et améliorer l'accès des femmes et des filles aux systèmes de protection sociale, aux services publics et aux infrastructures durables. (New York, 22 mars 2019)

## ÉGALITÉ DES GENRES

L'année 2020 marque également le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Pour préparer la session de 2020 de la Commission de la condition de la femme, les États Membres ont entrepris des examens nationaux des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans l'exécution du Programme d'action. À ce jour, plus de 160 États ont achevé leurs examens, qui ont servi de base à la déclaration politique adoptée à la session. Il y a certes eu du progrès, mais le chemin à parcourir est encore long : 25 ans après l'adoption du Programme d'action, aucun pays n'est parvenu à pleinement concrétiser l'égalité des genres, qui est l'une des priorités de la décennie d'action.



## INITIATIVE SPOTLIGHT

Soutenue par l'Union européenne, l'initiative Spotlight est un programme pluriannuel qui a pour objectif de mettre fin à la violence contre les femmes et les filles d'ici à 2030. Grâce à des programmes complets et fondés sur les droits, elle vise à renforcer la collaboration interinstitutions, sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et en partenariat avec la société civile, pour aider les États à atteindre les objectifs de développement durable.

L'Ambassadrice régionale de bonne volonté d'ONU-Femmes Jaha Dukureh (à gauche) et l'actrice Cecilia Suárez, championne de l'Initiative Spotlight (à droite), tenant le lettrage en relief d'un slogan pendant un événement de l'Initiative Spotlight : « Élimination de la violence contre les femmes et les filles : progrès et perspectives ». (New York, 26 septembre 2019).

**42 MILLIONS**
de personnes ont été sensibilisées aux effets des normes sociales préjudiciables et des stéréotypes de genre

**41**
lois ont été adoptées ou renforcées dans 15 pays

**50 %**
(soit 124 millions de dollars) des fonds consacrés aux programmes ont été alloués à des organisations de la société civile

**38 %**
des pays ciblés ventilent leurs statistiques nationales pour mieux rendre compte des discriminations multiples

Environ
**15 %**
Augmentation du nombre de rescapées de violences qui font appel à des services d'assistance

**10 %**
Augmentation du nombre de cas signalés à la police, par rapport à l'année précédente

Près de
**350 000**
adolescents ont bénéficié de programmes d'éducation

**77**
groupes de défense des droits des femmes ont renforcé leur utilisation des audits citoyens, des rapports parallèles et d'autres mécanismes de responsabilité

Plus de
**500 000**
personnes participent régulièrement à des activités de mobilisation de la population locale

## ACCROÎTRE LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Pour mener à bien le Programme 2030, les pays en développement doivent réussir à combler un déficit de financement d'au moins 2 500 milliards de dollars par an, sans compter les retombées de la pandémie de COVID-19. Dans cette perspective, les États et les autres parties prenantes ont adopté plus de 20 initiatives et engagements en septembre 2019, au premier Dialogue de haut niveau sur le financement du développement tenu par l'Assemblée générale depuis l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba.

En octobre 2019, j'ai également créé l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable avec les dirigeants de 30 entreprises et institutions financières. Au total, les membres de ce groupe gèrent des actifs d'un montant de 16 000 milliards de dollars, pour le compte de 700 millions de clients de plus de 160 pays. Au cours des deux prochaines années, ils remodèleront leurs solutions d'investissement pour dégager plus de fonds à investir dans le développement durable, en particulier dans les pays qui en ont le plus besoin, et ils aligneront leurs pratiques sur le Programme 2030.

**« Nous pouvons faire du commerce et de l'investissement durables des moteurs de croissance : il faut surmonter les problèmes qui y font obstacle et raviver l'esprit du multilatéralisme. »**

*Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*

### FINANCEMENT DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Aligner les politiques économiques, les systèmes financiers et fiscaux et les flux de financement sur le Programme 2030

Améliorer les stratégies de financement durable aux niveaux régional et national

Tirer parti des innovations financières, des nouvelles technologies et de la numérisation pour garantir un accès équitable au financement

## APPUI RÉGIONAL

Plus que jamais, les plus grands enjeux dépassent les frontières nationales. C'est pourquoi nos cinq commissions régionales aident les gouvernements à formuler et à mettre en œuvre des politiques de développement durable. Ainsi, la Commission économique pour l'Afrique a élaboré une stratégie régionale pour la décennie d'action et lancé l'Initiative ODD7, afin d'inciter le secteur privé à financer des projets d'énergie durable en Afrique.

En collaboration avec la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a aidé à organiser des forums politiques régionaux de haut niveau sur le Programme 2030 et formulé des conseils sur les moyens d'accélérer les progrès dans la région, dans une perspective d'autonomisation et d'inclusion.

**« Il faut repenser les moyens de renforcer la coopération pour garantir le développement durable et la connectivité dans la région. »**

*Armida Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique*

La Vice-Secrétaire générale Amina J. Mohammed (troisième à partir de la gauche) rencontre (de gauche à droite) : Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe. (New York, 21 février 2019)

« Nous aspirons à l'avènement d'une région intégrée, stable et pacifique, où toutes et tous puissent vivre dans des sociétés justes, diversifiées et prospères. »

*Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale*

« À dix ans seulement de l'échéance des objectifs de développement durable, il nous faut reconnaître le rôle moteur des villes et des dirigeantes et dirigeants locaux dans la transformation durable. »

*Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe*

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes promeut l'Initiative pour un allègement de la dette en contrepartie de l'adoption de mesures d'adaptation aux changements climatiques, qui a pris de l'ampleur, et a renforcé dans ce cadre le Fonds de résilience des Caraïbes. L'initiative répond aux deux problèmes de développement les plus urgents des Caraïbes : l'endettement et la vulnérabilité aux changements climatiques.

Ensemble, les commissions économiques pour l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe, et l'Asie occidentale ont créé des portails régionaux consacrés aux objectifs de développement durable, qui permettent d'accéder aux données de différents pays, sous-régions et régions. Il s'agit d'une initiative inédite, qui aide les États à évaluer l'état de la réalisation des objectifs et à déterminer les nouveaux investissements nécessaires. On trouve également sur ces portails régionaux des informations sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, ainsi que des outils pour l'élaboration de politiques.

Une habitante de l'établissement informel de Mathare utilise un point d'eau subventionné par l'ONU. (Nairobi, Kenya, mai 2020)

# Réforme du Système des Nations Unies pour le développement

L'année 2019 a été décisive pour le système des Nations Unies pour le développement, qui a repositionné l'action menée à l'appui du Programme 2030 dans le cadre de programmes et de projets d'une enveloppe totale d'environ 36 milliards de dollars par an. Grâce à la réforme de ce système, nous sommes en mesure de mieux coordonner l'utilisation de nos capacités à l'échelle mondiale et régionale et de mieux cibler l'appui apporté sur le terrain aux pays, au moment où nous entamons la décennie d'action.

Pierre angulaire de la réforme, la revitalisation du système des coordonnateurs résidents a permis de renforcer les pouvoirs, les capacités et les outils dont disposent les coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Ceux-ci dirigent 131 équipes de pays des Nations Unies dans 162 pays et territoires. Avec leur soutien, les équipes de pays s'emploient à mieux intégrer la planification et à bien adapter l'action menée aux priorités et aux besoins des pays dans la perspective de la réalisation des objectifs de développement durable, en se concentrant sur les nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. De plus, le Bureau de la coordination des activités de développement a été mis en place pour apporter un appui au système des coordonnateurs résidents, et un pacte de financement a été conclu avec les États Membres pour transformer le financement et la gestion du système.

L'amélioration de la coordination porte ses fruits : 95 % des équipes de pays des Nations Unies déclarent que la nouvelle approche conjointe leur a permis de resserrer leurs liens avec les gouvernements. Les deux tiers des gouvernements partenaires estiment déjà que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents mobilisent plus de capacités au service des priorités nationales de développement, et près de 80 % des gouvernements hôtes jugent que la réforme a rendu le système des Nations Unies pour le développement mieux à même de répondre aux besoins de développement de leur pays. Nous sommes sur la bonne voie et nous continuerons de suivre la mise en œuvre des réformes de très près. Tout en consolidant le nouveau système de coordination que nous avons bâti ensemble, je vais m'attacher à mener à terme les volets de la réforme qui sont restés en suspens, notamment ceux qui ont trait aux bureaux multipays, aux examens régionaux et aux évaluations à l'échelle du système.

**PRINCIPALES RÉALISATIONS**

Nous travaillons avec les gouvernements et les partenaires de

**162**

pays et territoires pour mener à bien le Programme 2030

Les **deux tiers** des gouvernements des pays concernés estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents mobilisent plus de capacités au service des priorités nationales de développement

**72 %**

des plans-cadres de coopération prévoyaient en 2019 des résultats relatifs aux questions de genre

**RENFORCER L'APPUI AU NIVEAU DES PAYS**

En Ouganda, après la tenue du tout premier dialogue entre l'équipe de pays des Nations Unies et le Président, le Gouvernement a nommé une nouvelle personne référente chargée de communiquer avec cette équipe au sujet des questions liées aux objectifs de développement durable.

Au Guatemala, l'équipe de pays des Nations Unies et l'Union européenne ont entrepris un vaste projet visant à harmoniser leurs outils de planification, et la Suède s'est engagée au niveau bilatéral à s'aligner sur le Plan-Cadre de coopération.

Au Bangladesh, les engagements pris par l'équipe de pays des Nations Unies dans la feuille de résultats relative au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes ont été transposés pour la première fois dans un plan-cadre de coopération qui tient compte des questions de genre, à la lumière de l'analyse qui a été faite de ces questions dans le cadre de l'analyse commune de pays.

Avec d'autres femmes autochtones,
la survivante de violences sexuelles commises
pendant le conflit armé, Josefa Sanchez,
Maya Ixil guatémaltèque, réclame justice et réparation,
avec le soutien d'un projet du Fonds pour la consolidation
de la paix mené par le Programme des Nations Unies
pour le développement (PNUD). (Guatemala, 2019)

# Maintien de la paix et de la sécurité internationales

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Prévention, maîtrise et règlement des conflits
- Appui à la consolidation de la paix
- Politiques, évaluation et formation
- Protection des civils
- État de droit et institutions chargées de la sécurité
- Assistance électorale

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

8,1 milliards de dollars

902 millions de dollars au titre du budget ordinaire, 6,8 milliards au titre du budget des opérations de maintien de la paix (2018/19) et 393 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Consolidation et pérennisation de la paix, résolutions 72/276 de l'Assemblée générale et 2282 (2016) du Conseil de sécurité
- Restructuration du pilier Paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/199 et 72/262 C de l'Assemblée générale
- Les femmes et la paix et la sécurité, résolutions 1325 (2000) et 2493 (2019) du Conseil de sécurité
- Les enfants et les conflits armés, résolutions 1612 (2005) et 2427 (2018) du Conseil de sécurité
- Violences sexuelles en période de conflit armé, résolutions 1820 (2008) et 2467 (2019) du Conseil de sécurité
- Les jeunes et la paix et la sécurité, résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018) du Conseil de sécurité
- Étude d'ensemble des missions politiques spéciales, résolution 74/91 de l'Assemblée générale
- Sûreté et sécurité du personnel de maintien de la paix, résolution 2518 (2020) du Conseil de sécurité

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
- Département des opérations de paix
- Missions de maintien de la paix, missions politiques et bureaux des Nations Unies

Au Niger, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été considérablement apaisés par des femmes et des jeunes à qui ont été donnés les moyens d'agir comme artisans de la paix dans les régions sujettes aux conflits. (Niger, 2019)

ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Après 75 ans de travail au service de la paix et de la sécurité internationales, l'ONU se heurte à des difficultés complexes et multiformes, dont beaucoup ont été aggravées par la pandémie de COVID-19. Fin 2019, les conflits avaient fait 79,5 millions de déplacés. Il s'agit là du chiffre le plus élevé jamais enregistré. Dans ces circonstances, nous nous attachons à mieux appuyer la prévention et l'atténuation des conflits.

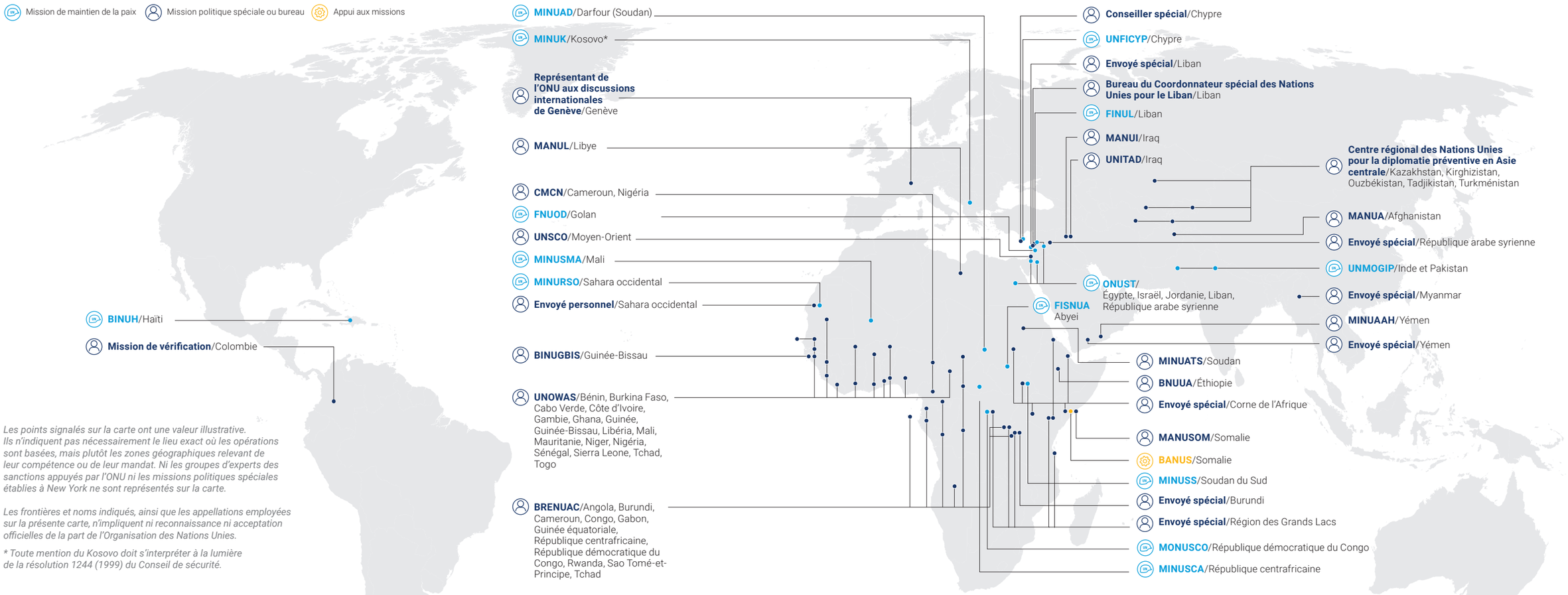
Dans le cadre de mon programme de réforme, l'Organisation a restructuré l'architecture de paix et de sécurité du Secrétariat pour la rendre plus cohérente grâce à une approche holistique. Deux nouveaux départements ont vu le jour en 2019 : le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix — dont fait maintenant partie le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui a été renforcé — et le Département des opérations de paix. Ils disposent de capacités communes et s'appuient sur une même structure régionale pour gérer les opérations et les activités politiques. La réforme donne déjà des résultats évidents, ayant permis de donner une place prioritaire à la prévention, de mieux adapter les activités de maintien de la paix aux besoins, de traiter les transitions selon une approche intégrée, d'élaborer des stratégies régionales, de rapprocher l'action menée de celle du système des Nations Unies pour le développement, de renforcer le partenariat avec la Banque mondiale et d'accroître l'impact du Fonds pour la consolidation de la paix.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les États Membres en menant toute une gamme d'activités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux mandats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Dans le cadre de ses missions politiques et de ses opérations de consolidation et de maintien de la paix, elle les aide à prévenir, à atténuer, à maîtriser et à régler pacifiquement les conflits. Elle met également à leur disposition des moyens spécialisés pour lutter contre les violences envers les enfants et contre les violences sexuelles en période de conflit, pour s'occuper du sort des enfants en temps de conflit armé, pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles et pour prévenir les génocides.

Des femmes leaders de Papouasie-Nouvelle-Guinée discutent de la paix et de la sécurité avec une équipe de l'ONU composée de la Vice-Secrétaire générale, Amina J. Mohammed, de la Directrice exécutive d'ONUSIDA, Winnie Byanyima, et de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake. (Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée, 8 mars 2020)

# OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, MISSIONS POLITIQUES SPÉCIALES ET BUREAUX DES NATIONS UNIES




*Les points signalés sur la carte ont une valeur illustrative. Ils n'indiquent pas nécessairement le lieu exact où les opérations sont basées, mais plutôt les zones géographiques relevant de leur compétence ou de leur mandat. Ni les groupes d'experts des sanctions appuyés par l'ONU ni les missions politiques spéciales établies à New York ne sont représentés sur la carte.*

*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.*

** Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.*

## ACRONYMES

| | |
|---|---|
| **BANUS** | Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie |
| **BINUGBIS** | Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau |
| **BINUH** | Bureau intégré des Nations Unies en Haïti |
| **BNUUA** | Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine |
| **BRENUAC** | Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale |
| **CMCN** | Commission mixte Cameroun-Nigéria |
| **FINUL** | Force intérimaire des Nations Unies au Liban |
| **FISNUA** | Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei |
| **FNUOD** | Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement |
| **MANUA** | Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan |
| **MANUI** | Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq |
| **MANUL** | Mission d'appui des Nations Unies en Libye |
| **MANUSOM** | Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie |
| **MINUAAH** | Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda |
| **MINUAD** | Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour |
| **MINUATS** | Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan |
| **MINUK** | Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo |
| **MINURSO** | Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental |
| **MINUSCA** | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine |
| **MINUSMA** | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali |
| **MINUSS** | Mission des Nations Unies au Soudan du Sud |
| **MONUSCO** | Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo |
| **ONUST** | Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve |
| **UNFICYP** | Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre |
| **UNITAD** | Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes |
| **UNMOGIP** | Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan |
| **UNOWAS** | Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel |
| **UNSCO** | Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient |

*Outre les missions énumérées ici, des envoyés personnels et des conseillers spéciaux du Secrétaire général ont été déployés en Bolivie (État plurinational de), au Mozambique et au Soudan pour appuyer les activités de rétablissement ou de consolidation de la paix.*

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### Prévention, maîtrise et règlement des conflits

La diplomatie au service de la paix conserve un rôle central dans notre activité. Mes envoyés et représentants spéciaux ont accompli un travail diplomatique très approfondi au cours de l'année écoulée pour parvenir à une paix durable dans 54 zones de conflit, notamment en Libye, au Mali, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen. L'appui à la transition au Soudan a été l'une de nos grandes priorités, tout comme le référendum pacifique en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'apaisement des tensions postélectorales au Malawi et la riposte à la crise qui se déroule au Burkina Faso. En Gambie, nos bons offices ont concouru à encourager la recherche d'un consensus, tandis que dans l'État plurinational de Bolivie, mon envoyé personnel a aidé à apaiser les tensions et les violences au lendemain des élections de 2019. En Colombie, la Mission de vérification des Nations Unies continue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable.

Les problèmes les plus complexes ne connaissent pas de frontières. Pour s'y attaquer, il faut adopter des approches transfrontières, comme dans le cadre du Groupe de cinq pays du Sahel ou de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. La stratégie actuelle du Fonds pour la consolidation de la paix a fait une priorité de l'appui transfrontalier et régional, l'objectif étant d'y allouer 20 % du portefeuille du Fonds.

**« Il faut placer la diplomatie et le dialogue au centre de l'action menée pour prévenir et faire cesser les conflits. Seules les solutions politiques peuvent aboutir à une paix durable. »**

*Rosemary A. DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix*

#### APPUYER LA MÉDIATION

L'ONU a procédé à
**116**
déploiements pour appuyer 25 processus de médiation

Elle a élaboré un ensemble d'outils numériques pour la médiation, afin d'optimiser l'utilisation des technologies et de contrer la désinformation et les utilisations malveillantes du cyberespace

Elle a soutenu des organisations régionales, la société civile et les États Membres

Elle a fourni des conseils d'expert au sujet des constitutions, des ressources naturelles, de la médiation locale, de la justice transitionnelle, des dialogues nationaux, des questions de genre et de l'inclusion

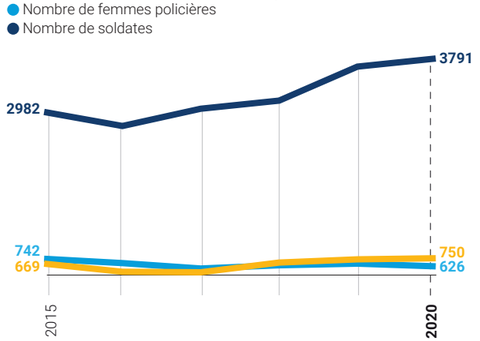


## LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Au moment où la communauté internationale célèbre le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, nous plaçons la protection et la participation des femmes au centre de toutes nos activités de rétablissement et de consolidation de la paix et de prévention des conflits. En République centrafricaine, des femmes ont ainsi participé officiellement aux négociations de paix pour la première fois en 2019. Au Liban, notre soutien a contribué à l'élaboration d'un premier plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, qui a été approuvé par le Gouvernement en 2019.

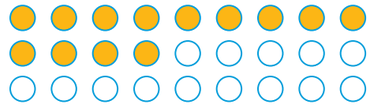
La Commandante Carla Monteiro de Castro Araujo, spécialiste de la sensibilisation aux questions de genre à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), s'entretient avec la population locale. La Commandante a reçu le prix de la personne parmi les militaires des Nations Unies qui s'est le mieux illustrée dans la défense de l'égalité des genres pendant l'année. (Bangui, République centrafricaine, 8 mai 2020)

#### LE PERSONNEL DE MAINTIEN DE LA PAIX COMPTE DE PLUS EN PLUS DE FEMMES




#### ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROCESSUS DE MÉDIATION ET DE PAIX

**100 %** des équipes de médiation de l'ONU comprenaient des femmes



Des femmes faisaient partie de **13 des 27** délégations des parties à des conflits dans quatre processus de paix dirigés ou codirigés par l'ONU

#### CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS DE L'ONU POUR LES QUESTIONS DE GENRE

Le nombre de conseillères et conseillers est passé de 127 en 2018 …

… à **146** en 2019, (**100** femmes et **46** hommes) …

… qui fournissent des **conseils** et un **appui techniques dans le domaine du genre**

… dans **22** missions politiques spéciales

Une équipe intégrée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) s'est rendue dans la région de Mopti pour enquêter sur des attaques armées récentes. (Koulogon, Mali, 21 février 2019)

L'ONU dispose de plus de 40 missions politiques spéciales et opérations de maintien de la paix pour remplir ses mandats de prévention des conflits et de consolidation de la paix sur le terrain. Au total, le personnel civil et en tenue de ces missions compte plus de 95 000 personnes. Le personnel en tenue compte cinq fois plus de femmes qu'il y a 30 ans, et nous travaillons à atteindre la parité absolue grâce à notre stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue.

**« Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies restent un outil indispensable pour favoriser la paix. Nous devons nous employer à en consolider les acquis et à continuer de progresser. »**

*Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix*

### NOS ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Plus de
**120**
pays ont fourni…

… à
**13** missions de maintien de la paix des Nations Unies

… plus de
**95 000**
membres du personnel civil et agents en tenue

… dont plus de
**3 900**
femmes soldates et plus de **1 300** policières …

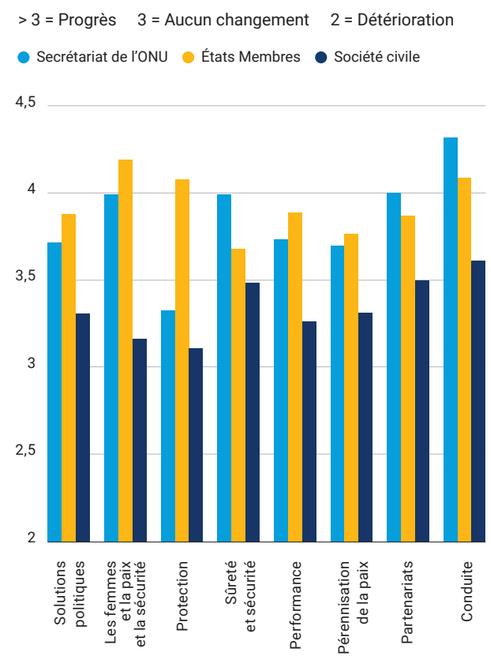
… pour favoriser la paix et la stabilité dans plus de
**15**
pays



Au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et au Darfour, les opérations de maintien de la paix exécutent des mandats complexes, qui portent notamment sur la protection des civils et l'appui aux processus politiques. En République centrafricaine, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a appuyé l'application de l'Accord de paix, ainsi que la préparation des élections, tandis qu'au Mali, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali a contribué aux discussions sur le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes reconstituées et l'accélération du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.

Notre travail dans le domaine du maintien de la paix s'appuie sur l'initiative Action pour le maintien de la paix. Approuvée par 153 États Membres, cette initiative trace une voie à suivre pour renforcer les activités de maintien de la paix dans huit domaines prioritaires grâce à des engagements pris collectivement par toutes les parties prenantes. En 2019, nous avons mené la toute première enquête auprès des partenaires, lesquels ont estimé que des progrès avaient été accomplis, notamment dans les domaines suivants : conduite; sûreté et sécurité; femmes et paix et sécurité.

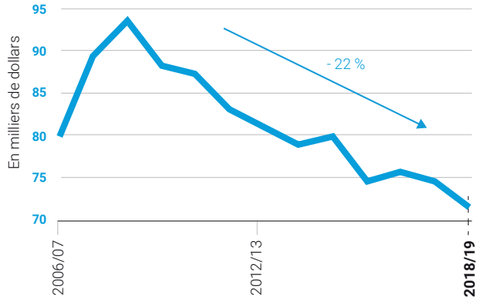
### ACTION POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX : RENFORCER LE MAINTIEN DE LA PAIX DANS HUIT DOMAINES




En août 2019, l'ONU a mené une enquête pour évaluer la perception des progrès accomplis dans l'exécution des engagements pris dans le cadre de cette initiative. Les valeurs indiquées ci-dessus correspondent à la réponse moyenne pour chacun des huit domaines prioritaires.

### NOUS AVONS RÉDUIT DE 22 % LE COÛT UNITAIRE DU PERSONNEL EN TENUE

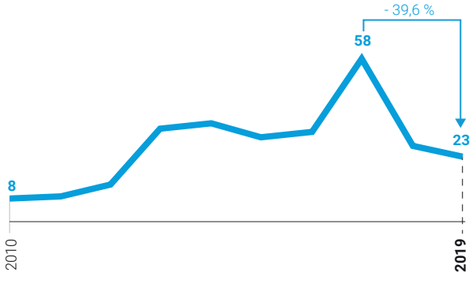
Dépenses par membre du personnel en tenue (corrigées de l'inflation)*




** À l'exclusion du BANUS et de l'AMISOM. Les calculs pour 2018/19 se fondent sur le budget approuvé. Chiffres en milliers de dollars de 2018 (d'après l'inflation moyenne des pays membres de l'OCDE).*

### LE NOMBRE DE CASQUES BLEUS MORTS EN SERVICE A DIMINUÉ EN 2019

Nombre de décès parmi le personnel de maintien de la paix




Amélioration de la performance, de la sûreté et de la sécurité des casques bleus

Une soldate de la paix contemple la salle de l'Assemblée générale lors de la réunion ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix tenue en 2019 sur le thème « Capacités des troupes et unités de police, performance et protection dans les opérations de maintien de la paix ». (New York, 29 mars 2019)

Le Système complet d'évaluation de la performance, qui contribue au respect de l'engagement pris dans le cadre de l'initiative en faveur de la performance et de la responsabilité, aura été utilisé dans 13 missions de maintien de la paix d'ici la fin de 2020. Il nous aide à évaluer l'impact de notre action et à réaliser des analyses afin de mieux exécuter nos mandats.

Notre plan de réforme fait une place importante aux transitions dirigées par les pays, par exemple au Soudan, où nous retirons l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour tout en préparant la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, qui s'emploiera à faciliter la transition politique, à préserver les progrès réalisés au Darfour sur le plan de la stabilité et à appuyer la consolidation de la paix. Une transition a également eu lieu en Haïti, où le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti a été mis en place, tandis que le processus est en cours en Guinée-Bissau, où le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a vu son rôle renforcé.

## Protection des civils

L'année 2019 a marqué le vingtième anniversaire de l'inscription de la protection des civils sur la liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi, ainsi que du premier mandat de protection des civils confié à une opération de maintien de la paix des Nations Unies (en Sierra Leone). Aujourd'hui, 95 % du personnel de maintien de la paix relève de missions qui sont dotées d'un mandat de protection. Au Mali et au Soudan du Sud, par exemple, nos missions aident à recenser les « points chauds » dans les zones à risque. Ailleurs, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Haïti et au Mali, les missions suivent des approches visant à réduire la violence locale et ont recours à des équipes d'intervention rapide.

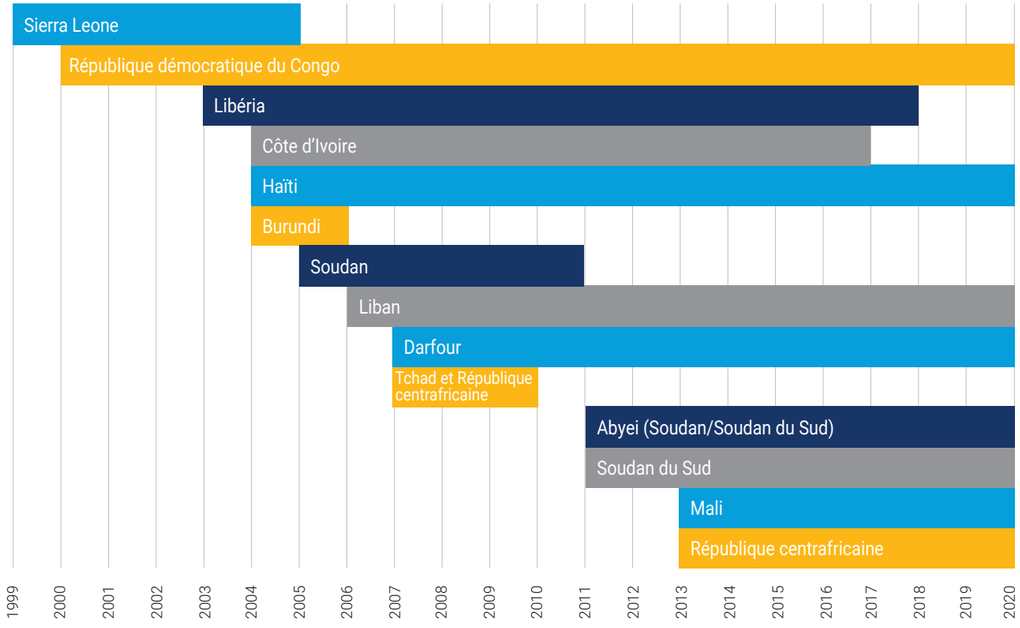
### LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE

Notre mécanisme de sécurité climatique promeut l'analyse et le traitement systématiques des risques de sécurité liés au climat dans l'ensemble de l'Organisation et améliore la coopération et l'échange de connaissances entre les institutions. En 2019 et en 2020, il a apporté un appui à l'analyse des risques en Afrique de l'Ouest et au Sahel, au Moyen-Orient et dans les îles du Pacifique.

Dans le cadre de son projet de réduction et de prévention de la violence de proximité, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) distribue des brochures éducatives à la population locale. (Munigi, République démocratique du Congo, 26 juillet 2019)

### VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DU PREMIER MANDAT DE PROTECTION DES CIVILS

Mandats de protection des civils confiés à des opérations de maintien de la paix
(de l'année de l'attribution du mandat à la fin de la mission)



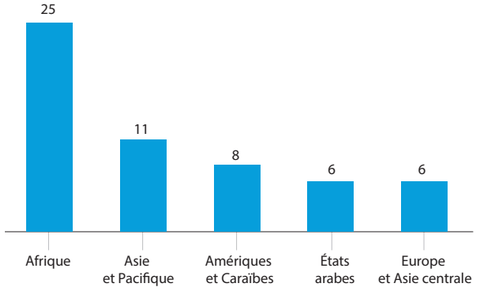
## Appui à la consolidation de la paix

L'Organisation a entrepris le troisième examen de son dispositif de consolidation de la paix en 2019. Nous renforçons notre soutien à la Commission de consolidation de la paix, développons le Fonds pour la consolidation de la paix, encourageons la collaboration entre les piliers de notre action et resserrons nos partenariats avec les institutions financières internationales. Instrument de premier recours de l'Organisation en matière de prévention des conflits, le Fonds a appuyé l'action du système des Nations Unies au Burkina Faso, en collaboration avec la Commission de consolidation de la paix. Il a également apporté son soutien à des pays en phase de transition comme le Soudan. Au total, le Fonds a investi 191 millions de dollars dans 34 pays en 2019, plus encore qu'en 2018 (183 millions de dollars). Pour chaque dollar alloué, les donateurs et les gouvernements mobilisent généralement un investissement supplémentaire de 10 dollars, ce qui illustre bien l'effet catalyseur du Fonds pour la paix.

**« La prévention est un moyen peu coûteux de protéger les acquis du développement, mais le financement suffisant, prévisible et durable de la consolidation de la paix reste un défi qu'il est essentiel de relever. »**

*Oscar Fernández-Taranco, Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix*

### 56 CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT SONT DÉPLOYÉS DANS PLUS DE 70 PAYS*

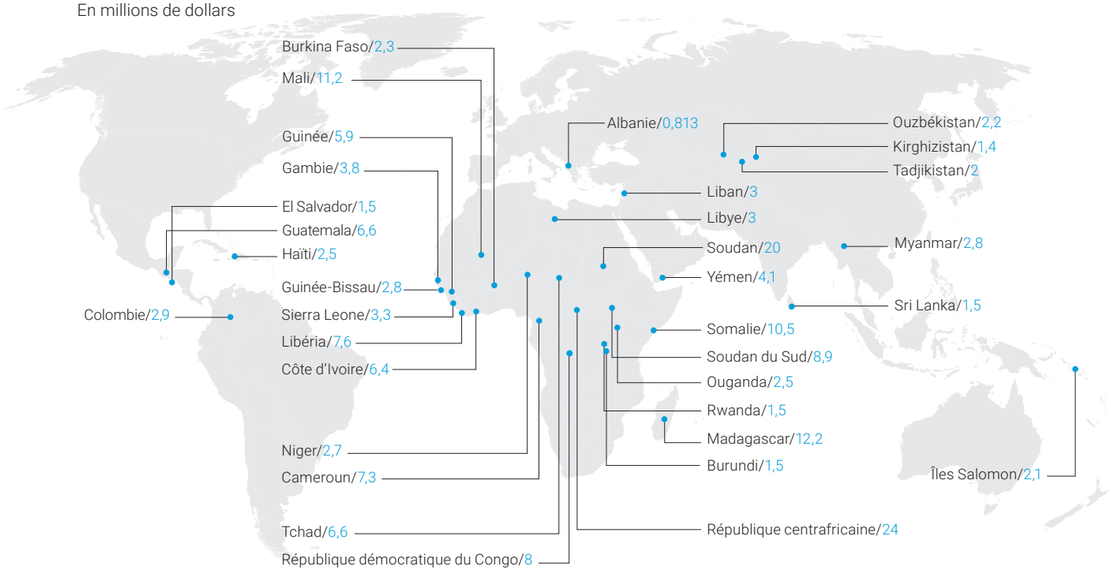



** Au mois de juin 2020*

En Colombie, le Fonds pour la consolidation de la paix a financé des initiatives clés qui ont renforcé la mise en œuvre de l'accord de paix entre le Gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire. (Colombie, 1er février 2020)

### LE FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX A APPROUVÉ UN MONTANT TOTAL DE 191 MILLIONS DE DOLLARS AU TITRE DE 102 PROJETS DANS 34 PAYS EN 2019, AFIN DE SURMONTER LES PRINCIPAUX OBSTACLES À LA PÉRENNISATION DE LA PAIX

En millions de dollars

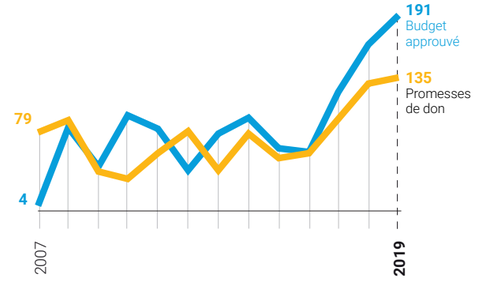



*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.*

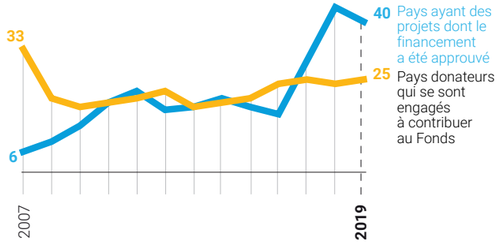
** Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.*

### LE FONDS A APPROUVÉ 191 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES PROJETS ET REÇU DES PROMESSES DE DONS DE 135 MILLIONS DE DOLLARS

En millions de dollars




### LE NOMBRE DE PAYS BÉNÉFICIAIRES DU FONDS S'ACCROÎT ET LE NOMBRE DE DONATEURS RESTE STABLE



Participantes et participants au premier dialogue régional sur les jeunes, la paix et la sécurité. (Oulan-Bator, Mongolie, juin 2019)

## LES JEUNES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

En juin 2019, nous avons coorganisé le premier dialogue régional sur les jeunes et la paix et la sécurité à Oulan-Bator pour que les jeunes puissent jouer un plus grand rôle dans les débats et l'élaboration des politiques. En outre, le Fonds pour la consolidation de la paix a investi un montant de 20 millions de dollars pour promouvoir le leadership chez les jeunes dans le cadre de son action en faveur des jeunes et de l'égalité des sexes, prenant ainsi la plus grande initiative de financement à l'appui du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.



## Assistance électorale

En 2019, nous avons fourni une assistance électorale à 60 États Membres et mené 70 missions électorales auxquelles ont participé 90 experts et membres du personnel, notamment en Côte d'Ivoire, au Honduras, au Libéria et en Ouzbékistan. L'Organisation a directement appuyé 19 élections, qui se sont déroulées de façon pacifique et ordonnée d'après les observateurs nationaux et internationaux. Notre assistance a également contribué à accroître la participation et la représentation des femmes, conformément à l'un des principes cardinaux de notre action. En cinq ans, le nombre moyen de femmes parlementaires a augmenté de plus de 7 % dans les pays bénéficiant de l'assistance électorale de l'ONU.

Un représentant de la Commission électorale nationale de Guinée-Bissau et un membre du personnel du BINUGBIS devant les kits de vote utilisés pour les élections présidentielles de 2019. (Bafatá, Guinée-Bissau, 2019)

### NOS ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ÉLECTORALE

Nous avons aidé
**60**
États Membres à renforcer leurs processus électoraux et leurs institutions …

… et effectué
**70**
évaluations des besoins et missions consultatives …

Nous avons aussi apporté un appui direct à
**19**
élections …

… y compris en Afghanistan, à Madagascar et en Papouasie-Nouvelle-Guinée

et
**30**
États Membres ont bénéficié de formations et d'ateliers électoraux régionaux coorganisés par l'ONU et des organisations régionales

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Ingrid Hayden, visite le bureau de vote installé dans le lycée de jeunes filles Zarghouna du quartier de Qala-e Fathollah, à Kaboul, lors de l'élection présidentielle de septembre 2019. (Kaboul, Afghanistan, 28 septembre 2019)

## État de droit et institutions chargées de la sécurité

L'appui de l'Organisation contribue à renforcer l'état de droit, qui est l'un des piliers de la stabilité. Au Mali, en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud, nous avons contribué à renforcer les services judiciaires et pénitentiaires dans les zones touchées par les conflits, à plus systématiquement traduire en justice les auteurs de crimes graves et à accroître la capacité des organes de surveillance à appliquer le principe de responsabilité.

En République centrafricaine et en République démocratique du Congo, nous avons aidé les autorités compétentes à former et à appuyer les services nationaux de police. Au Mali et en République centrafricaine, la réforme du secteur de la sécurité a été intégrée dans les processus de paix. En Gambie, l'Organisation a soutenu la réforme du secteur de la sécurité menée par le pays, et au Burkina Faso, elle a réalisé une analyse des menaces associées aux acteurs non étatiques armés.

Pour favoriser le désarmement, la démobilisation et la réintégration, nous avons établi des normes mondiales révisées qui servent désormais à orienter nos programmes au Burkina Faso, en Haïti, au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan.

Plan large de la salle du Conseil de sécurité pendant une réunion sur la situation en Haïti. (New York, 3 avril 2019)

## Affaires du Conseil de sécurité

En 2019, le Secrétariat de l'Organisation a aidé le Conseil de sécurité à préparer 258 réunions et cinq missions sur le terrain et à élaborer 52 résolutions et 15 déclarations de la présidence. Il a aussi apporté un appui aux organes subsidiaires du Conseil, notamment aux comités des sanctions et aux groupes de travail.

## Violence contre les enfants, enfants et groupes armés, violences sexuelles en période de conflit et droits des victimes

Dans le cadre de notre lutte contre les violations des droits humains liées aux conflits, nous avons contribué aux pourparlers de paix en République centrafricaine, qui ont abouti à la libération de plus de 600 enfants. À l'échelle mondiale, l'ONU a soutenu l'élaboration d'au moins 14 plans d'action qui ont permis de faire libérer 13 600 enfants de forces et groupes armés.

Des villageoises préparent de la farine de maïs aux alentours de leur village. (Nord du Burkina Faso, 24 mai 2019)

# Développement de l'Afrique

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Coordination de la mobilisation mondiale et de l'appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Coordination régionale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Activités d'information et de sensibilisation à l'appui des initiatives de développement de l'Union africaine
- Coopération régionale au service du développement économique et social en Afrique

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

119 millions de dollars

103 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 16 millions au titre des contributions volontaires (Commission économique pour l'Afrique comprise)

## PRINCIPAUX MANDATS

- Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique, résolution 71/254 de l'Assemblée générale
- Mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique, résolution 66/293 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique, résolution 63/1 de l'Assemblée générale
- Mettre fin aux conflits en Afrique, résolution 2457 (2019) du Conseil de sécurité
- Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, résolution 73/335 de l'Assemblée générale
- Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, résolution 57/7 de l'Assemblée générale
- Application des recommandations sur la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, résolution 73/336 de l'Assemblée générale
- Renforcement de l'Organisation des Nations Unies : un programme pour aller plus loin dans le changement, résolution 57/300 de l'Assemblée générale

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique
- Commission économique pour l'Afrique
- Département de la communication globale

Alors qu'elle se rend avec sa famille à leur ancien domicile, le village de Nanjua, une femme se désaltère à un point d'eau. C'est l'une des 147 familles relogées dans le camp de Taratara après le passage du cyclone Kenneth. (Province de Cabo Delgado, Mozambique, 10 juillet 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

L'action menée à l'appui des priorités des pays africains représente une partie considérable de notre travail. En tout, les entités du système des Nations Unies, y compris le Secrétariat, apportent une assistance à 54 pays du continent. Elles y consacrent plus de 40 % de leurs dépenses, et deux membres sur cinq de leur personnel travaillent sur le continent.

Depuis plusieurs années, les pays africains ont fait des progrès encourageants dans la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Ces progrès demeurent cependant inégaux. La pandémie accentuera encore les vulnérabilités et pèsera sur la croissance économique, qui devrait se contracter de 2,6 % selon les estimations actuelles, ce qui ferait basculer près de 29 millions de personnes dans l'extrême pauvreté et entraînerait la perte de 19 millions d'emplois.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU promeut le développement durable et la paix en Afrique en prenant en considération les dimensions économique, sociale et environnementale du développement et les liens entre la paix, la sécurité, les droits humains et le développement. Elle y promeut également l'intégration régionale et la coopération internationale.

**« Notre approche sera mieux éclairée si nous reconnaissons les liens entre la paix, la sécurité, le développement économique et social, et les droits humains. »**

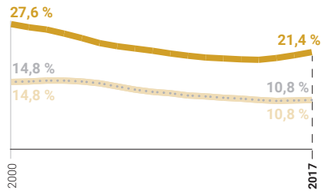
*Bience Gawanas, ancienne Conseillère spéciale pour l'Afrique*

# L'AFRIQUE ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afrique subsaharienne — Afrique du Nord ····· Monde

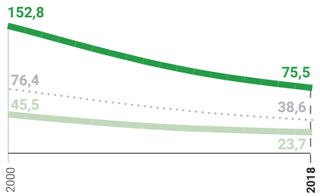
### 2 FAIM « ZÉRO »

Prévalence de la sous-alimentation



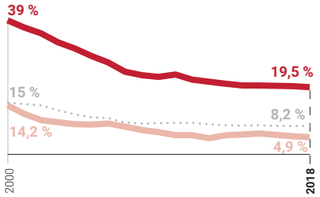

### 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (décès pour 1 000 naissances vivantes)



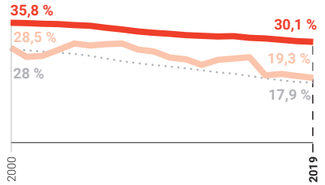

### 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

Enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés



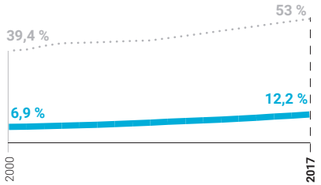

### 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Proportion de travailleuses qui participent à l'activité familiale (estimation de l'OIT)



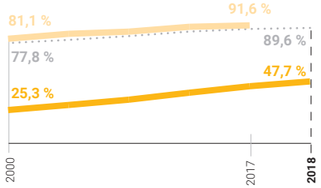

### 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Proportion de la population rurale qui utilise des services d'alimentation en eau potable gérés de façon sûre




### 7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

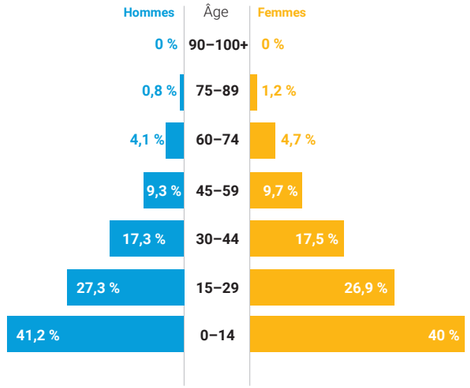
Proportion de la population ayant accès à l'électricité






### TIRER PARTI DU POTENTIEL QUE REPRÉSENTE UNE POPULATION JEUNE ET EN EXPANSION EN AFRIQUE

Population ventilée par tranche d'âge et par sexe




## PRINCIPALES RÉALISATIONS

Le 6 mai 2019, le Président de la Commission de l'Union africaine et moi-même avons convoqué la troisième Conférence annuelle ONU-Union africaine, qui a été l'occasion d'approfondir la collaboration fondée sur le Cadre commun pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité et le Cadre pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous avons aussi coorganisé une session spéciale du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique, qui a réuni plus de 400 décideurs et praticiens.

L'ONU soutient la transition numérique du Sénégal, à l'aide de paiements effectués en ligne et d'appareils électroniques, notamment les téléphones portables. (Sénégal, 8 décembre 2017)

## LE PARTENARIAT ONU-UNION AFRICAINE

### PRINCIPAUX ACCORDS ONU-UA

**2017** Cadre commun ONU-UA pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité

Partenariat ONU-UA pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique **2017-2027**

**2018** Cadre UA-ONU pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Projet de cadre commun UA-ONU pour les droits humains

### PRINCIPALES INITIATIVES DE COLLABORATION ONU-UA EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ

**République centrafricaine :** L'ONU et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ont appuyé le processus de médiation dirigé par l'UA, qui a abouti en février 2019 à l'adoption d'un accord politique puis à son application

**Madagascar :** L'ONU, l'UA et la Communauté de développement de l'Afrique australe ont facilité la tenue d'élections pacifiques et crédibles fin 2018 et une transition pacifique en janvier 2019

**Nigéria et République démocratique du Congo :** Depuis 2017, l'ONU et l'UA organisent chaque année des missions de solidarité de haut niveau du Réseau des femmes d'influence en Afrique pour favoriser l'égalité des genres et l'avancement des femmes

**Somalie :** Les efforts concertés de l'ONU, de l'UA et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement ont aidé le pays à bâtir son système fédéral, à mettre en œuvre sa feuille de route politique et à permettre le transfert progressif des responsabilités en matière de sécurité de la mission de l'UA aux forces de sécurité somaliennes

La Vice-Secrétaire générale de l'ONU Amina J. Mohammed (au centre) rencontre les coordinateurs résidents des Nations Unies en Afrique, au sixième Forum régional africain pour le développement durable, qui avait pour thème « 2020-2030 : une décennie pour assurer l'avènement d'une Afrique transformée et prospère grâce au Programme 2030 et à l'Agenda 2063 ». (Victoria Falls, Zimbabwe, 23 février 2020)

L'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour la jeunesse, Aya Chebbi, prend la parole lors d'une réunion du Conseil de sécurité, tenue au titre du point « Paix et sécurité en Afrique », sur la mobilisation des jeunes en vue de faire taire les armes d'ici 2020. (New York, 2 octobre 2019)

« De très grandes possibilités s'offrent à l'Afrique, qui pourrait s'engager sur la voie d'un développement nouveau et ambitieux en s'appuyant sur les technologies naissantes, le renforcement de l'intégration régionale, le commerce et des partenariats novateurs. »

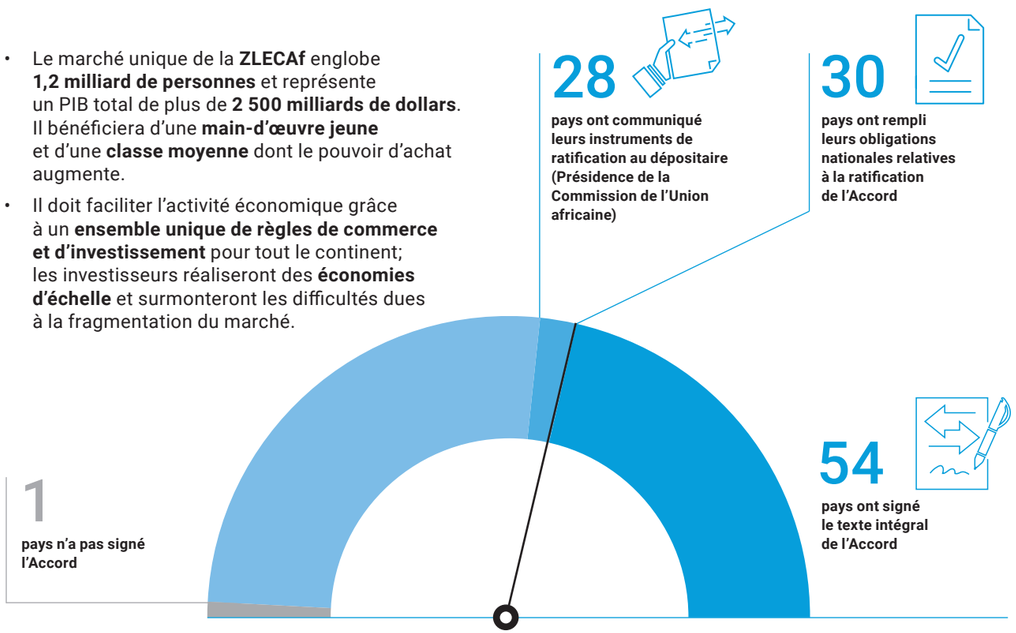
*Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique*

En mai, nous avons organisé ensemble le Cycle de conférences sur l'Afrique de 2020 sur le thème « Faire taire les armes en Afrique au temps de la COVID-19 : difficultés et possibilités ». L'objectif était de mieux promouvoir, au niveau mondial, le Plan directeur de l'Union africaine sur les mesures concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020, la résolution 2457 (2019) du Conseil de sécurité et mon appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial.

L'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine est entré en vigueur en mai 2019, donnant naissance à l'un des plus grands blocs commerciaux au monde, qui comprend plus de 50 pays. En instituant un marché unique des biens et services qui englobe 1,2 milliard de consommateurs, il pourrait faire augmenter le commerce intra-africain de 50 %. L'ONU a organisé des activités d'information dans 34 États Membres pour en promouvoir la ratification et apporté un appui à des stratégies nationales, notamment en faveur de l'inclusion des femmes, qui représentent 70 % des commerçantes transfrontalières du secteur informel.

### ACCORD PORTANT CRÉATION DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)

- Le marché unique de la **ZLECAf** englobe **1,2 milliard de personnes** et représente un PIB total de plus de **2 500 milliards de dollars**. Il bénéficiera d'une **main-d'œuvre jeune** et d'une **classe moyenne** dont le pouvoir d'achat augmente.
- Il doit faciliter l'activité économique grâce à un **ensemble unique de règles de commerce et d'investissement** pour tout le continent; les investisseurs réaliseront des **économies d'échelle** et surmonteront les difficultés dues à la fragmentation du marché.



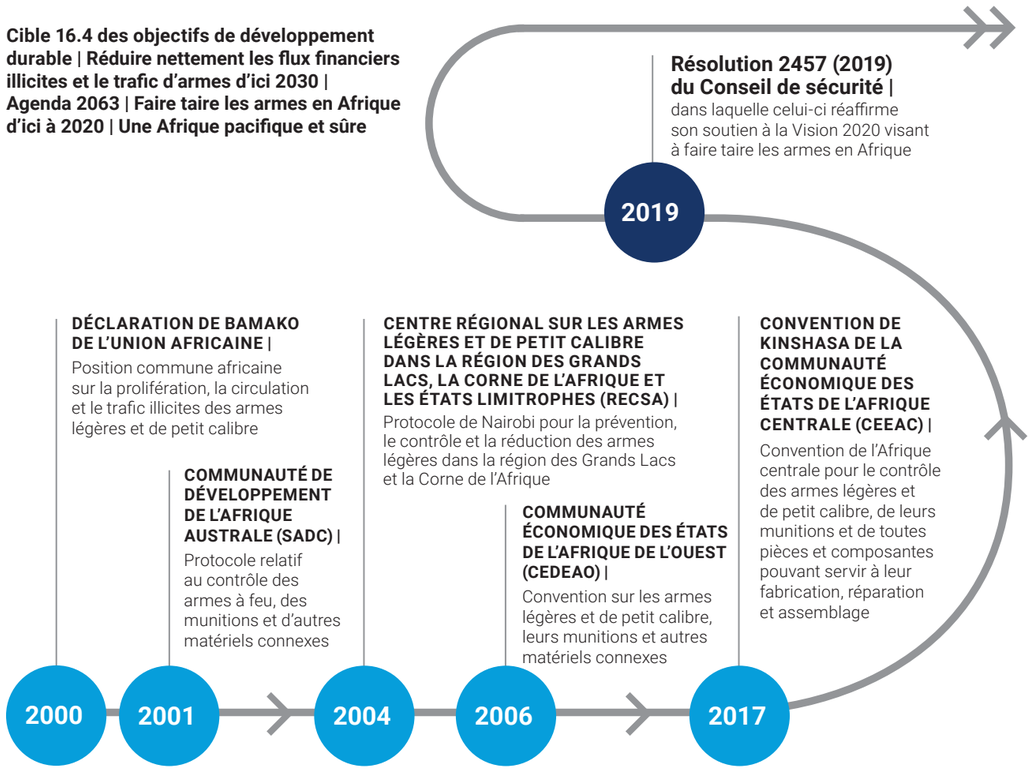

*Au mois de mai 2020*



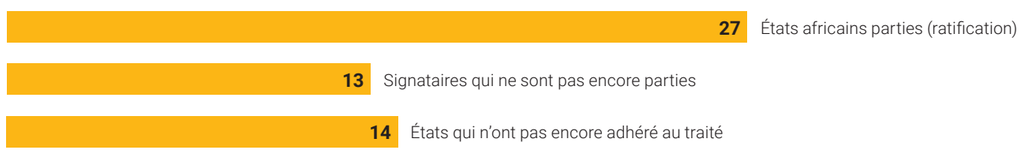
Dans le cadre de ses travaux visant à renforcer l'utilisation des données et des statistiques, l'ONU a aidé les États Membres à numériser leurs méthodes de recensement. Au Kenya, le recensement de 2019 a été réalisé par des moyens numériques, ce qui a permis d'économiser un nombre de jours de travail estimé à 506 et d'accroître la qualité des données. D'autres pays tirent les leçons de l'expérience du Kenya, et 27 États Membres ont entrepris d'évaluer leurs systèmes de registres et de statistiques d'état civil.

### ACCORD PORTANT CRÉATION DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)

**Cible 16.4 des objectifs de développement durable | Réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes d'ici 2030 | Agenda 2063 | Faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020 | Une Afrique pacifique et sûre**




### ÉTAT DU TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES EN AFRIQUE*




** Le Traité sur le commerce des armes régit le commerce international des armes classiques — des armes de petit calibre aux navires de guerre, en passant par les chars et les avions de combat. Il est entré en vigueur le 24 décembre 2014.*

Des élèves de la Public School 22 interprètent « We the Children » avec Charlie Chan lors de la réunion de haut niveau tenue par l'Assemblée générale à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant.
(New York, 20 novembre 2019)

# Promotion et protection des droits humains

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme
- Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires
- Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège
- Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

323 millions de dollars

128 millions de dollars au titre du budget ordinaire, 2 millions de dollars au titre du budget des opérations de maintien de la paix et 193 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Déclaration universelle des droits de l'homme, résolution 217 (III) de l'Assemblée générale
- Déclaration sur le droit au développement, résolution 41/128 de l'Assemblée générale
- Haut-Commissaire chargé de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme, résolution 48/141 de l'Assemblée générale
- Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, résolution 68/268 de l'Assemblée générale
- Conseil des droits de l'homme et Examen périodique universel, résolutions 60/251 et 65/281 de l'Assemblée générale

## PRINCIPALE ENTITÉ

- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

À l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, Henrietta Fore, Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, se recueille devant une installation sur la pelouse du Siège de l'ONU. Les 3 758 sacs à dos représentent chacun la perte d'une jeune vie dans un conflit. (New York, 9 septembre 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Les droits humains sont indissociables de la promotion de sociétés pacifiques et du développement durable. En rassemblant les États, la société civile, les acteurs du secteur privé et d'autres parties prenantes autour de l'engagement universel en faveur de ces droits, nous contribuons à l'édification de sociétés justes et inclusives.

Des jeunes participent à un jeu comportant des questions liées à la Déclaration universelle des droits de l'homme, organisé lors de l'événement spécial « La jeunesse se dresse en faveur des droits de l'homme ». (New York, 10 décembre 2019)

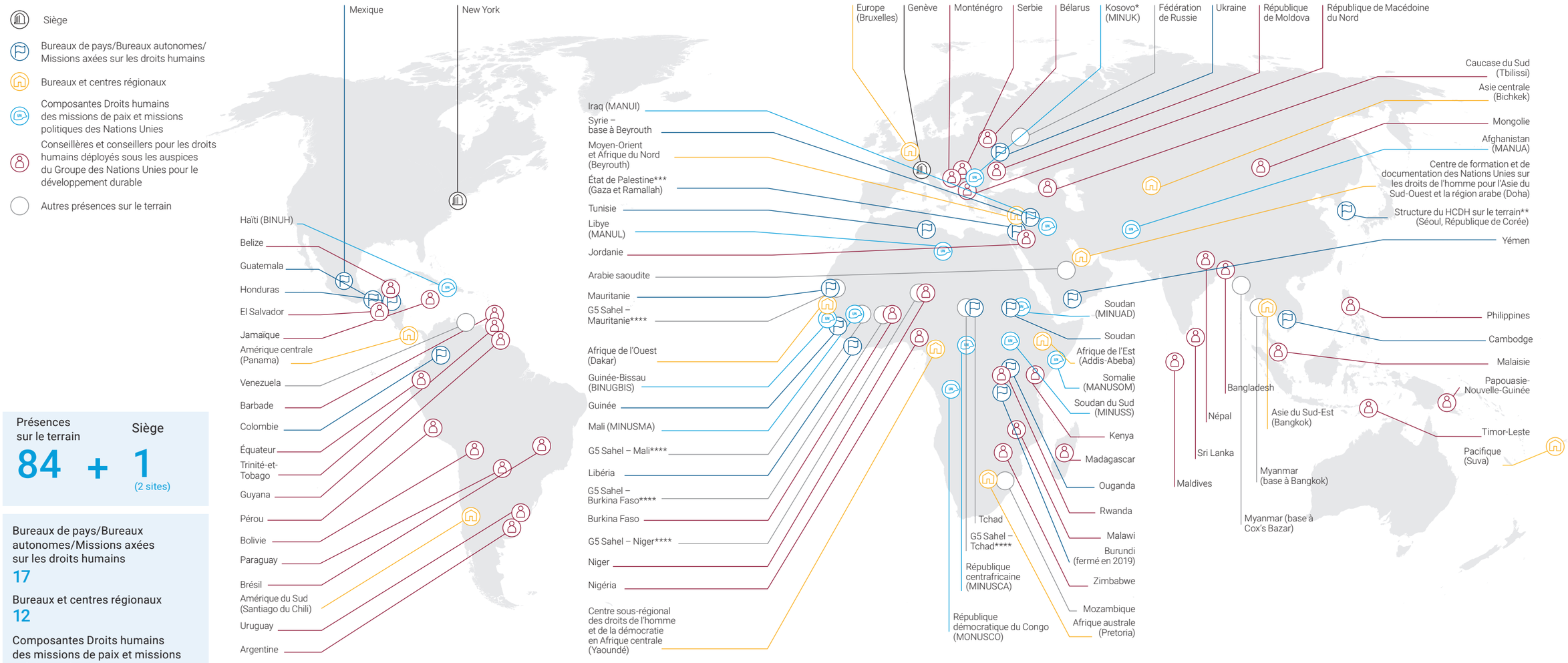
## GRANDS OBJECTIFS

L'action que nous menons pour protéger et promouvoir les droits humains relève des grands domaines thématiques suivants : appui aux mécanismes internationaux des droits humains; intégration des droits humains dans les activités en faveur du développement et de la paix et de la sécurité; et promotion des principes fondamentaux des droits humains que sont la non-discrimination, la participation et la responsabilité. Dans le contexte de la pandémie, l'Organisation s'efforce de placer les droits humains au centre de la riposte, notamment grâce aux 14 recommandations formulées par le Secrétaire général dans sa note de synthèse sur la question.

« Pour l'avenir de l'humanité, il est essentiel d'élever des enfants et des jeunes qui puissent exercer leurs droits en toute sécurité. Trente ans après son adoption, la Convention relative aux droits de l'enfant demeure une référence cardinale à cet égard. »

*Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

# L'ONU ET LES DROITS HUMAINS DANS LE MONDE EN 2019




Présences sur le terrain **84** + Siège **1** (2 sites)

Bureaux de pays/Bureaux autonomes/Missions axées sur les droits humains
**17**

Bureaux et centres régionaux
**12**

Composantes Droits humains des missions de paix et missions politiques des Nations Unies
**12**

Conseillères et conseillers pour les droits humains déployés sous les auspices du Groupe des Nations Unies pour le développement durable
**37**

Autres présences sur le terrain
**6**

** Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.*

*** Mandat énoncé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 25/25.*

**** Toute mention de l'État de Palestine doit s'interpréter à la lumière de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale.*

***** Projet de cadre de conformité de la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).*

*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.*

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### Appui aux mécanismes internationaux des droits humains

Nous avons appuyé les organes conventionnels et les organes intergouvernementaux de défense des droits humains. En 2019, les procédures spéciales et autres mécanismes du Conseil des droits de l'homme ont effectué 84 visites dans 57 États et territoires. Le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels a contribué à renforcer les mécanismes nationaux d'application, d'établissement de rapports et de suivi au Botswana, au Burkina Faso, au Costa Rica, en El Salvador, au Kenya et en Sierra Leone, entre autres pays.

## APPEL À L'ACTION

Le Secrétaire général a lancé un appel à l'action en faveur des droits humains à la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme, en février 2020, afin que toutes et tous puissent jouir des droits humains, peu importe où elles ou ils se trouvent, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Déterminé à employer tous les moyens dont il dispose et à mobiliser toutes les entités des Nations Unies, il y a proposé des principes directeurs fondamentaux dans sept domaines pour réaliser « la plus haute aspiration de l'humanité ».

## EXPERTISE ET APPUI AUX ORGANES CHARGÉS DES DROITS HUMAINS

### ORGANES CONVENTIONNELS

1 Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

2 Comité des droits économiques, sociaux et culturels

3 Comité des droits de l'homme

4 Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

5 Comité contre la torture

6 Comité des droits de l'enfant

7 Comité pour les travailleurs migrants

8 Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

9 Comité des droits des personnes handicapées

10 Comité des disparitions forcées

### ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX

1 Conseil des droits de l'homme

2 Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

## APPUI AU FONCTIONNEMENT DES MÉCANISMES INTERNATIONAUX DES DROITS HUMAINS

**133** rapports d'États parties ont été examinés par les organes conventionnels en 2019

**92** résolutions ont été adoptées par le Conseil des droits de l'homme

**42** États Membres ont examiné l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel

**6** nouveaux mandats ont été établis par le Conseil des droits de l'homme, y compris pour 1 nouveau mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement

**44** mandats thématiques et **12** mandats de procédures spéciales par pays

**41** mécanismes nationaux chargés de l'établissement des rapports et du suivi ont été créés ou renforcés

Le Secrétaire général António Guterres (à la tribune) fait une allocution à l'ouverture de la quarantième session du Conseil des droits de l'homme. (Genève, Suisse, 25 février 2019)

## Rôle des droits humains dans les activités de développement

En 2019, un projet d'instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement a été élaboré, de même qu'un prototype d'outil pour la conception, le suivi et l'évaluation de politiques de développement fondées sur les droits humains. Nous avons accordé une importance particulière à l'intégration des droits humains dans les politiques environnementales et climatiques. En septembre 2019, le Sommet des peuples pour le climat, les droits et la survie de l'humanité a abouti à la signature d'une déclaration par plus de 400 organisations.

## Paix et sécurité

L'intégration des droits humains dans les opérations de paix est un élément clef de mon initiative « Action pour le maintien de la paix ». En 2019, nous avons formé plus de 500 membres du personnel de direction et du personnel policier et militaire des missions et élaboré une nouvelle politique et de nouvelles orientations sur les moyens de prévenir et de combattre la violence sexuelle liée aux conflits. En outre, le personnel chargé des droits humains a mené des enquêtes et établi des rapports dans les situations de conflit.

## Non-discrimination

Dans le cadre de la promotion de l'égalité et de la lutte contre la discrimination, nous avons apporté notre appui à l'adoption de 15 nouvelles lois nationales réprimant la discrimination sous toutes ses formes. Nous avons continué de diffuser nos normes de conduite pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTI, normes que nous avons notamment fait connaître lors d'événements mondiaux du monde des affaires comme le Forum économique mondial de Davos, en Suisse, et qui ont recueilli le soutien de 270 des plus grandes entreprises du monde.

### NOTRE APPUI À LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS MEMBRES

**39** formalités conventionnelles ont été accomplies : **2** signatures, **19** ratifications et **18** adhésions

**57** gouvernements ont accueilli **84** titulaires de mandats au titre de procédures spéciales

**133** rapports d'États parties ont été examinés par les organes conventionnels; 7 États parties ont reçu des visites du Sous-Comité pour la prévention de la torture

**3 174** documents officiels soumis en vue des réunions des mécanismes des droits humains, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

### NOS ACTIVITÉS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

**35 997** victimes de torture ont bénéficié d'une aide à la réadaptation dans **77** pays

**8 594** victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance dans **23** pays

**12** composantes Droits humains au sein des missions de paix (**524** membres du personnel)

**37** conseillères et conseillers pour les droits humains affectés aux équipes de pays des Nations Unies

Une équipe intégrée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a enquêté sur des attaques armées récemment survenues dans le cercle de Bankass, au cours desquelles 16 personnes auraient été tuées, selon des informations préliminaires. (Libé, Mali, 22 février 2019)

## TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Nous avons célébré en 2019 le trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui reconnaît aux enfants des droits non négociables. La Convention protège le droit qu'ont les enfants du monde entier de vivre à l'abri de la discrimination, de la violence et de la négligence.

CDE30 ANS
CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Amaya Pilla Masaquiza prend la parole à la séance commémorative de haut niveau de l'Assemblée générale, tenue à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. (New York, 25 septembre 2019)

**196**
États parties à la Convention

**168**
États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

**176**
États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

**46**
États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications

**196**
États ont présenté au moins un rapport

**1 592**
rapports ont été soumis par des organisations de la société civile entre 2009 et 2019

**327**
enfants ont rencontré les membres du Comité des droits de l'enfant dans le cadre de son groupe de travail de présession entre 2008 et 2019

**63**
communications ont été présentées par des enfants entre 2009 et 2019

**52** États ont pris plus de **200** engagements concernant **24** articles à l'occasion de l'anniversaire de la Convention

La version de la Convention adaptée à un jeune public a été publiée dans les **6** langues officielles de l'ONU

Une petite fille à l'entrée de la salle de l'Assemblée générale, pendant la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale tenue à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. (New York, 20 novembre 2019)

## LUTTE POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LA DISCRIMINATION

Depuis sa création en 1985, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones a facilité la participation de plus de

**2 500**

personnes autochtones aux travaux des mécanismes des droits humains

**15**

lois nationales ont été adoptées pour lutter contre la discrimination sous toutes ses formes

**270**

entreprises ont exprimé publiquement leur appui aux normes mondiales de conduite à l'intention des entreprises contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTI

Un programme de bourses a été lancé pour promouvoir les droits humains des personnes LGBTI

Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a établi **44** lettres d'allégation et appels urgents au nom de plus de

**30 200** victimes

Une instructrice spécialisée travaille avec des enfants en situation de handicap et ayant des besoins spéciaux dans une salle de classe inclusive, au centre « Lire, Écrire, Compter » de Boulaos. (Djibouti, 2018)



### Participation

Nous avons soutenu la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, notamment au moyen d'un programme de bourses. Depuis 2011, ce programme a permis de donner des moyens d'agir à 83 personnes de 32 pays, qui ont ensuite pu jouer un rôle déterminant dans la promotion de la Décennie dans leur pays.

### Responsabilité

Nous avons continué d'aider les États et d'autres parties prenantes à concevoir et à mettre en place des mécanismes de responsabilité et des processus de justice transitionnelle qui soient adaptés au contexte, axés sur les victimes et fondés sur les droits humains. Nous avons collaboré avec les forces de sécurité pour garantir le respect des droits humains dans le cadre de la lutte antiterroriste et continué de présider le Groupe de travail sur la promotion et la protection des droits de l'homme et de l'état de droit dans le contexte de la lutte antiterroriste et de l'appui apporté aux victimes du terrorisme, qui a été créé dans le cadre du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme.

## ACCROÎTRE LA PARTICIPATION ET PROTÉGER L'ESPACE CIVIQUE

**7,6 millions**

d'abonnés aux pages de l'ONU sur les médias sociaux

Plus de **36 900**

visiteurs uniques ont consulté le site de l'Index universel des droits de l'homme

Plus de **85 000**

publications et autres documents imprimés ont été distribués dans **51** pays

**4,89 millions**

de visites pour les publications en ligne

**481**

activités parallèles organisées avec la société civile pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme

Des enfants à l'école « 5 de Junho », à Beira au Mozambique. L'école accueille actuellement environ 5 000 enfants. Pendant les cyclones de mars et d'avril 2019, les fenêtres ont volé en éclats et la plupart des toits en tôle se sont envolés. (Beira, Mozambique, 8 juillet 2019)

# Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence
- Services d'appui d'urgence
- Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire
- Réduction des risques de catastrophe naturelle
- Analyse des politiques

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,9 milliard de dollars

105 millions de dollars au titre du budget ordinaire (y compris pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le HCR et l'UNRWA) et 1,8 milliard de dollars au titre des contributions volontaires (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Fonds central pour les interventions d'urgence et fonds de financement communs compris)

## PRINCIPAUX MANDATS

- Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, résolutions 46/182 et 74/118 de l'Assemblée générale
- Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles, résolution 74/115 de l'Assemblée générale
- Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies, résolution 74/116 de l'Assemblée générale
- Aide et protection en faveur des personnes déplacées, résolution 74/160 de l'Assemblée générale
- Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), résolution 69/283 de l'Assemblée générale
- Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution 70/1 de l'Assemblée générale

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

Rania Abulraheem mène une mission d'évaluation dans le centre collectif pour déplacés internes de Chaab. (Aden, Yémen, 27 juillet 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

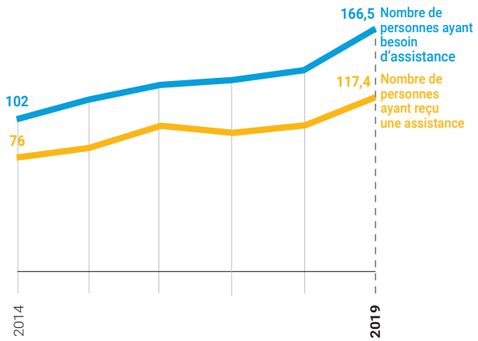
## CONTEXTE

L'année écoulée a été marquée par des défis colossaux. Sous l'effet conjugué des conflits qui se prolongeaient et s'aggravaient, des chocs climatiques et de la pandémie de COVID-19, les besoins humanitaires ont atteint de nouveaux sommets, plus de 166 millions de personnes ayant eu besoin d'assistance. On comptait au total 79,5 millions de personnes déplacées par les conflits, les violences et la persécution. Ce chiffre est sans précédent. Chacune des huit crises alimentaires mondiales les plus graves était liée à des chocs climatiques et à des conflits. L'exposition simultanée à ces différents risques a amoindri la résilience de millions de personnes et accru les risques de crise humanitaire.

Great Abaco, aux Bahamas, après le passage dévastateur de l'ouragan de catégorie 5, Dorian, sur les îles Abacos et Grand Bahama, le 1er septembre 2019. (Marsh Harbor, Bahamas, 11 septembre 2019)

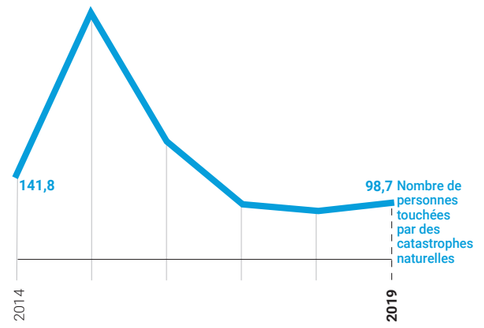
**PLUS DE 166,5 MILLIONS DE PERSONNES ONT EU BESOIN D'AIDE HUMANITAIRE EN 2019**

En millions de personnes




**PLUS DE 98,7 MILLIONS DE PERSONNES ONT ÉTÉ TOUCHÉES PAR DES CATASTROPHES NATURELLES EN 2019**

En millions de personnes




*Source : Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes*

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU s'emploie à faire en sorte que les interventions humanitaires soient cohérentes, coordonnées, efficaces et rapides, afin de sauver des vies et d'alléger les souffrances des populations touchées par une catastrophe naturelle ou une situation d'urgence complexe. Elle défend les principes humanitaires, facilite l'échange d'informations en situation de crise, s'emploie à accélérer l'acheminement de l'aide et élabore des politiques pour rendre les interventions plus cohérentes. En coopération avec toute une série de parties prenantes, elle mobilise des ressources pour la préparation aux crises humanitaires et les interventions. Pour que cette coordination soit efficace, il est indispensable de faciliter une action rapide et précoce, notamment grâce à des stratégies d'anticipation et à la collaboration en matière d'action humanitaire et de développement.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

En collaboration avec nos partenaires, nous avons mobilisé en 2019 des contributions de plus de 18 milliards de dollars — dépassant ainsi le record de 15,8 milliards de dollars établi en 2018 — pour fournir une aide vitale à plus de 117 millions de personnes. Nous contribuons à coordonner l'action de plus de 570 partenaires humanitaires. Ces partenaires ont démontré l'impact qu'ils pouvaient avoir collectivement en aidant plus de 13 millions de personnes chaque mois au Yémen, qui traverse la pire crise humanitaire au monde. En 2020, les besoins ont encore augmenté à l'échelle mondiale en raison de la pandémie de COVID-19, qui nous a amenés à définir un plan d'aide humanitaire pour 63 des pays les plus vulnérables du monde.

**« Les partenaires humanitaires se mobilisent et s'emploient à innover pour sauver des vies. Nous devons renforcer les stratégies d'anticipation et d'intervention rapide plutôt que de laisser les catastrophes s'aggraver avant d'intervenir. »**

*Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence*

### NOTRE APPUI À LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES

**56**
pays ont été touchés
et ont eu besoin d'aide humanitaire

Nous avons aidé à coordonner
**35**
plans d'intervention, plans régionaux
et appels humanitaires …

… déployé des conseillères
et conseillers pour les questions
de genre et de protection dans
**21**
situations d'urgence humanitaire …

… réuni plus de
**570**
partenaires …

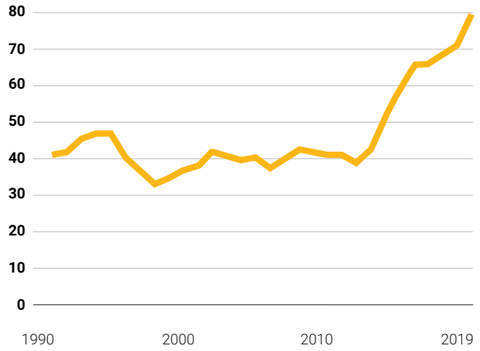
… pour aider
**117,4 millions**
de personnes dans le besoin…

… et mobilisé
**18,1 milliards**
de dollars d'aide humanitaire

Trois jeunes filles dans un camp soutenu par l'ONU à Barsologho, dans le nord du Burkina Faso. (21 mai 2019)

**EN 2019, LE NOMBRE DE PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE DANS LE MONDE A ATTEINT 79,5 MILLIONS, CHIFFRE SANS PRÉCÉDENT, DONT 45,7 MILLIONS DE PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PAYS**

En millions de personnes




**26 millions** Réfugiés

**45,7 millions** Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

**4,2 millions** Demandeurs d'asile

**3,6 millions** Vénézuéliens déplacés à l'étranger

Un écolier regarde par la fenêtre à l'école « 25 de Junho », à Beira au Mozambique. L'école accueille actuellement environ 5 000 enfants âgés de 5 à 14 ans, tandis que le pays se relève du passage des cyclones Idai et Kenneth. (8 juillet 2019)

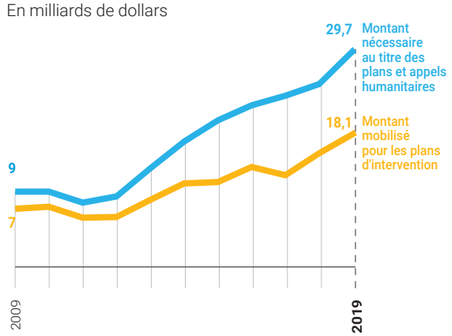
Photographie aérienne de Marsh Harbor, ville de l'île de Great Abaco, aux Bahamas, dévastée par l'ouragan de catégorie 5 Dorian. (Îles Abacos, Bahamas, 14 septembre 2019)

Les fonds humanitaires de financement commun des Nations Unies ont joué un rôle de premier plan, s'agissant d'acheminer les fonds là où ils sont le plus nécessaires. Au total, les fonds de financement commun de pays ont alloué 1,02 milliard de dollars aux organisations humanitaires présentes sur le terrain pour financer plus de 1 600 projets humanitaires bénéficiant à 27,5 millions de personnes dans 18 pays. Environ 25 % de ce montant a été directement versé à des organisations non gouvernementales des pays en question.

En Afrique australe, nous avons déployé à l'avance des experts de la coordination des interventions d'urgence et affecté des ressources du Fonds central pour les interventions d'urgence afin de dispenser rapidement une assistance vitale aux populations touchées par les cyclones Idai et Kenneth. Lorsque l'ouragan Dorian a dévasté les Bahamas, l'ONU a soutenu les mesures prises au niveau national pour réduire les souffrances et sauver des vies.

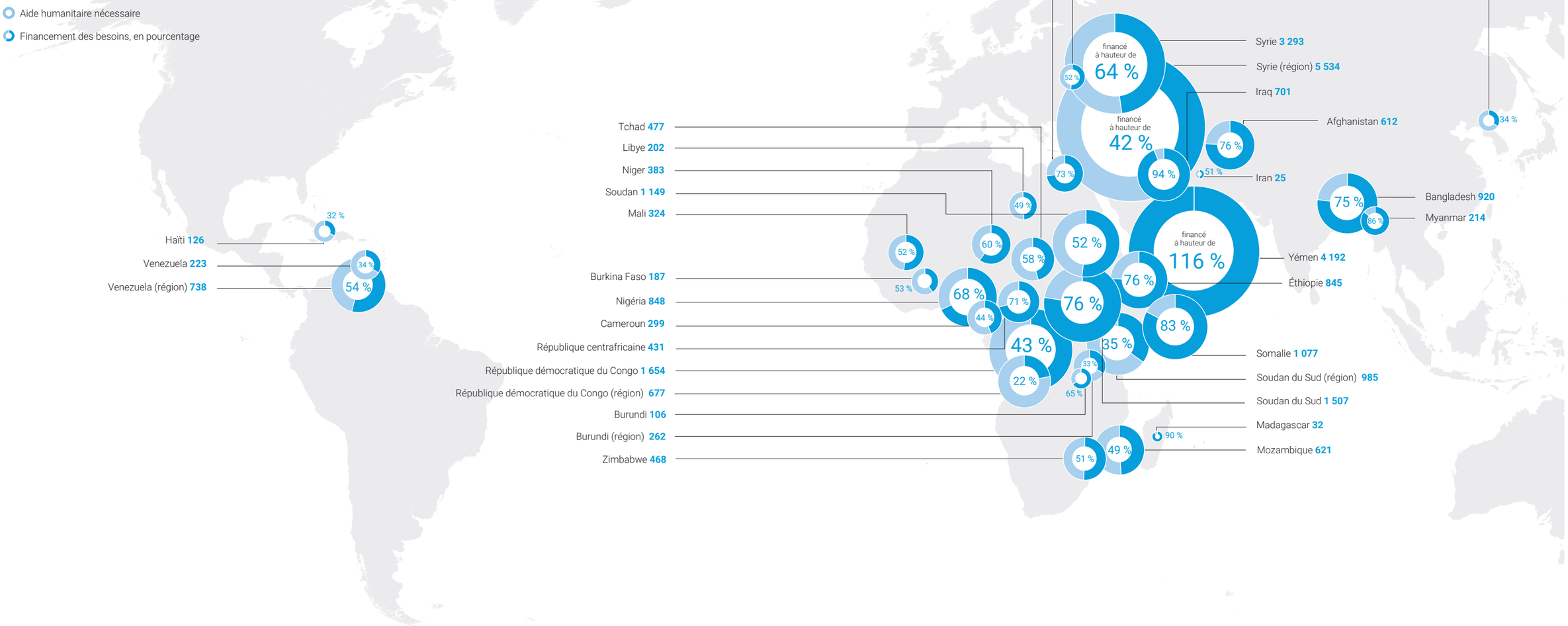
**LES BESOINS DE FINANCEMENT ET LE SOUTIEN DES DONATEURS ONT ATTEINT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT EN 2019**

En milliards de dollars



# DANS LE CADRE DE 35 PLANS D'INTERVENTION ET APPELS HUMANITAIRES, L'ONU A CONTRIBUÉ À MOBILISER 18,1 MILLIARDS DE DOLLARS SUR LES 29 MILLIARDS NÉCESSAIRES POUR AIDER 117,4 MILLIONS DE PERSONNES DANS 56 PAYS ET TERRITOIRES

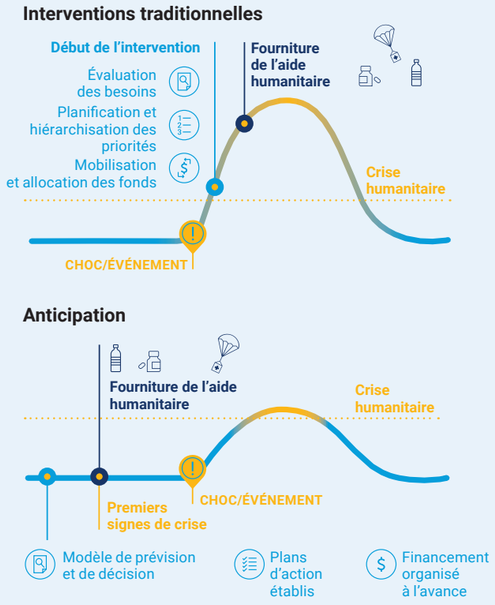
Besoins (en millions de dollars)




*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.*

## INTERVENTIONS TRADITIONNELLES ET ANTICIPATION

En finançant certaines mesures avant la survenue des catastrophes, il est possible de sauver des vies et de réduire les souffrances. En 2019, nous avons continué de soutenir des mesures d'anticipation, par exemple l'utilisation du modèle mondial d'évaluation des risques de choléra, qui permet de signaler un risque d'épidémie jusqu'à quatre semaines à l'avance, et l'élaboration du premier cadre de préparation aux sécheresses en Somalie.



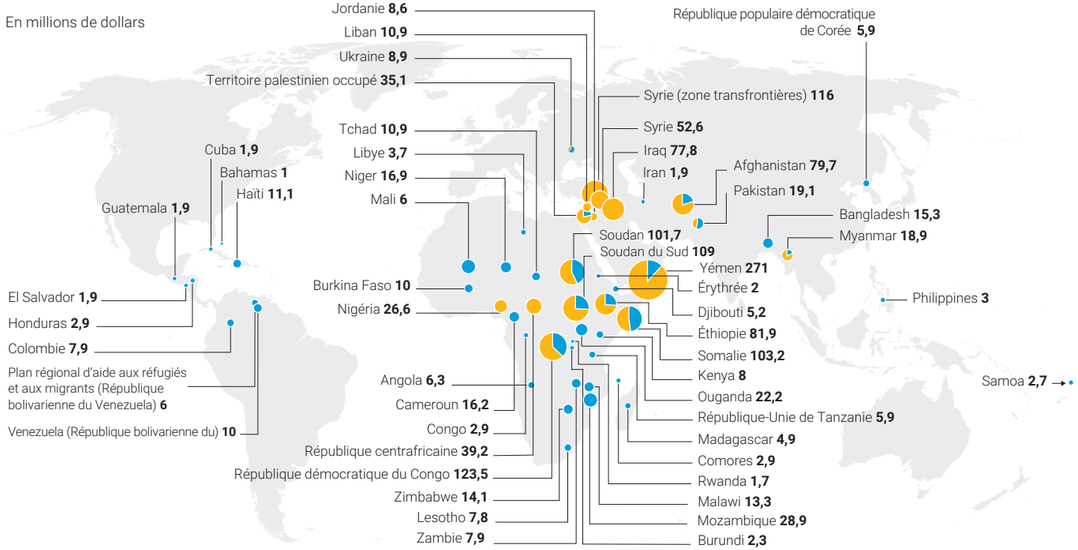
En juillet 2019, les fortes pluies de la mousson ont causé d'immenses inondations au Bangladesh. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) a mené une mission de communication pour mesurer l'impact des projets financés par le Fonds central pour les interventions d'urgence à l'intention des populations sinistrées et recueillir leurs témoignages. (District de Kurigram, Bangladesh, février 2020)



Le Fonds central pour les interventions d'urgence a consacré un montant total de 538,7 millions de dollars à des interventions menées dans 49 pays et territoires dont la population endurait des épreuves qui échappaient largement à l'attention des médias dans le reste du monde. Ainsi, à la suite de plusieurs mauvaises récoltes consécutives, il a versé 45 millions de dollars pour renforcer l'assistance apportée à 1,8 million de personnes touchées par les sécheresses en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Face à l'épidémie d'Ebola, il a alloué 9,8 millions de dollars à l'action menée localement en République démocratique du Congo et 10,5 millions de dollars aux activités de préparation et d'atténuation au Burundi, en Ouganda, au Rwanda et au Soudan du Sud.

Eutur Nafra (à gauche) s'entretient avec des membres du camps de déplacés d'Abnaa Mhin pour les sensibiliser à la COVID-19. (Province d'Edleb, Syrie, 17 avril 2020)

### GRÂCE AUX FONDS D'AIDE HUMANITAIRE DES NATIONS UNIES, UN MONTANT SANS PRÉCÉDENT DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS A ÉTÉ ALLOUÉ À L'ACTION MENÉE DANS 48 PAYS ET TERRITOIRES EN 2019




*- Les fonds de financement commun de pays permettent aux donateurs de rassembler leurs contributions en un seul financement non préaffecté à l'appui des activités humanitaires locales*

*- Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires rassemble les contributions des donateurs pour permettre des interventions rapides et appuyer des interventions qui ne sont pas suffisamment financées*

*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.*

Nous poursuivons également le dialogue avec les décideurs sur des questions humanitaires essentielles. En mai 2019, une conférence de haut niveau sur l'élimination des violences sexuelles et fondées sur le genre en temps de crise humanitaire a débouché sur des promesses de dons totalisant 363 millions de dollars et sur des engagements politiques de la plus haute importance. En octobre, j'ai annoncé la création du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes afin de trouver des solutions durables et de mieux soutenir les personnes déplacées, dont le nombre est supérieur à 50 millions, ainsi que leurs communautés d'accueil. En novembre, nous avons publié des directives sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire.

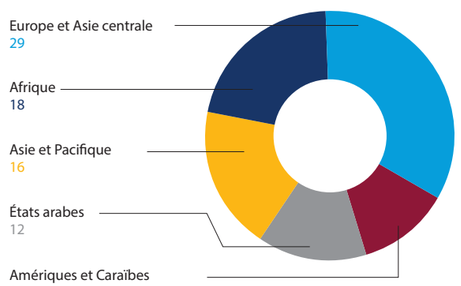
Nous avons également continué d'aider les pays à élaborer des stratégies de réduction des risques de catastrophe fondées sur le Cadre de Sendai. À l'heure actuelle, 131 États Membres utilisent le système de suivi du Cadre de Sendai pour rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des sept cibles et des objectifs de développement durable qui ont trait aux catastrophes.

Kiombwe et Jovial au Centre d'accueil pour enfants de Katwa, à Butembo, au Nord-Kivu. Le Centre prend en charge les enfants dont les parents reçoivent un traitement contre l'Ebola. (Nord-Kivu, République démocratique du Congo, 2019)

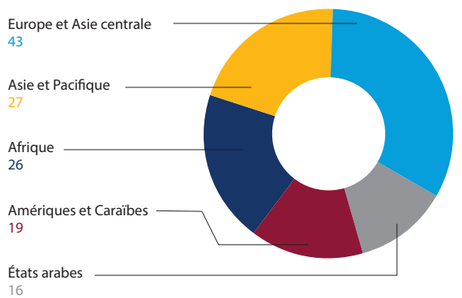
Rokaya (au centre), 26 ans, vit avec ses enfants dans une ancienne école transformée en camp de déplacés. Rokaya et sa famille ont fui Hodeïda en juin 2018. (Dar Saad, Aden, Yémen, 21 mars 2019)

## 85 PAYS DISPOSENT DE STRATÉGIES NATIONALES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

**Au total, 85 pays ont présenté des informations dans le cadre du système de suivi du Cadre de Sendai au sujet de stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe alignées sur le Cadre**




## 131 PAYS UTILISENT LE NOUVEAU SYSTÈME DE SUIVI DU CADRE DE SENDAI




## NOTRE APPUI À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

**4 087**
fonctionnaires et autres acteurs de la réduction des risques de catastrophe (dont **39 % de femmes**) ont reçu une formation

**4 311**
villes ont participé à la campagne « Pour des villes résilientes »

**131**
États Membres et États observateurs utilisent le nouveau système de suivi du Cadre de Sendai

**« La bonne gouvernance est au fondement de la réduction des risques de catastrophe. Pour contrer les effets systémiques et les retombées en cascade des catastrophes, les États doivent investir au niveau local et favoriser les mesures de résilience intersectorielles. »**

***Mami Mizutori, Sous-Secrétaire générale à la réduction des risques de catastrophe et Représentante spéciale du Secrétaire général***

Palais de la Paix,
siège de la Cour internationale
de Justice. (La Haye, Pays-Bas)

# Promotion de la justice internationale et du droit international

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies
- Services juridiques généraux fournis aux organes et aux programmes des Nations Unies
- Autres mécanismes de responsabilité internationaux
- Garde, enregistrement et publication des traités
- Développement progressif et codification du droit international
- Droit de la mer et affaires maritimes
- Commerce international

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

190 millions de dollars

71 millions au titre du budget ordinaire, 3 millions au titre du budget des opérations de maintien de la paix (2018/19), 98 millions au titre des quotes-parts hors budget ordinaire et 18 millions au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Charte des Nations Unies
- Renforcement et promotion du régime conventionnel international, résolutions 23 (I) et 73/210 de l'Assemblée générale
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), résolutions 73/124 et 73/125 de l'Assemblée générale
- Questions internationales, résolutions 57/228 B et 71/248 de l'Assemblée générale, 39/2 du Conseil des droits de l'homme, 1315 (2000) et 1966 (2010) du Conseil de sécurité

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau des affaires juridiques
- Cour internationale de Justice
- Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar
- Mécanisme international, impartial et indépendant pour la République arabe syrienne
- Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens
- Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone
- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Lecture de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965. (La Haye, Pays-Bas, 25 février 2019)

ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Dans la Charte des Nations Unies, le monde s'est engagé « à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ». Cet engagement est au fondement des rapports que les États Membres entretiennent entre eux pour atteindre leurs objectifs communs. Il fait partie intégrante de tous les aspects de notre travail.

**« L'ONU occupe depuis maintenant 75 ans une place centrale dans l'élaboration du droit international. »**

*Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique*

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

Des progrès ont été accomplis dans l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. À la prochaine session, en 2021, un projet d'accord révisé sera examiné.

J'ai pris de nouvelles mesures pour mettre en place le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar afin de recueillir, de regrouper, de préserver et d'analyser les éléments venant prouver que des crimes internationaux et des violations du droit international humanitaire parmi les plus graves ont été commis au Myanmar depuis 2011. Le Mécanisme a présenté son premier rapport au Conseil des droits de l'homme en 2019; depuis, il a pris des mesures pour devenir pleinement opérationnel.

En mars 2019, la Chambre d'appel du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux a condamné à la réclusion à perpétuité Radovan Karadžić pour les crimes qu'il a commis en ex-Yougoslavie — génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois ou coutumes de la guerre. À Paris, les autorités françaises ont arrêté Félicien Kabuga, qui était recherché par le Mécanisme pour le crime de génocide et les crimes contre l'humanité qu'il aurait commis au Rwanda en 1994.

Participantes et participants à la cérémonie de signature de la Convention de Singapour. (7 août 2019)

## CONVENTION DE SINGAPOUR SUR LA MÉDIATION

En août 2019, nous avons tenu la cérémonie de signature de la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (Convention de Singapour sur la médiation), qui facilitera le commerce international en permettant aux parties en litige d'invoquer et de faire appliquer facilement des accords de règlement par-delà les frontières. La Convention, qui devrait entrer en vigueur en 2020, a été signée par 46 pays le jour où elle a été ouverte à la signature, un record pour une convention des Nations Unies sur le commerce.

En juin 2020, la Cour pénale internationale a placé en détention Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, qui était recherché pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre qu'il aurait commis au Darfour en 2003 et en 2004. L'ONU, en particulier la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, a aidé les autorités centrafricaines et la Cour à garantir le bon déroulement de l'arrestation de M. Abd-Al-Rahman et de son transfert à la Cour.

La Cour internationale de Justice a poursuivi l'examen de plusieurs affaires très médiatisées en 2019 et au premier semestre 2020. En janvier 2020, elle a décidé à l'unanimité d'ordonner quatre mesures conservatoires contraignantes à l'endroit du Myanmar dans l'affaire relative à *l'Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie* c. *Myanmar)*.

Réunion du Conseil de sécurité sur le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, qui est chargé de remplir certaines des fonctions essentielles autrefois remplies par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). (New York, 28 février 2020)

Entrée publique du Siège de l'ONU à New York, où se trouve la sculpture « Non-Violence » du célèbre artiste suédois Carl Fredrik Reuterswärd, offerte par le Gouvernement luxembourgeois à l'ONU. Elle représente une grande réplique d'un revolver dont le canon est noué, symbolisant la paix et la non-violence.

# Désarmement

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Négociations et délibérations multilatérales
- Armes de destruction massive
- Armes classiques
- Information et sensibilisation
- Désarmement régional

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

30 millions de dollars

14 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 16 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Désarmement, résolution S-10/2 de l'Assemblée générale
- Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, résolution 74/60 de l'Assemblée générale
- Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, résolution 74/35 de l'Assemblée générale
- Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements, résolution 73/46 de l'Assemblée générale
- Désarmement régional, résolution 74/37 de l'Assemblée générale
- Étude sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, résolution 73/59 de l'Assemblée générale
- Jeunes, désarmement et non-prolifération, résolution 74/64 de l'Assemblée générale
- Traité sur le commerce des armes, résolution 74/49 de l'Assemblée générale

## PRINCIPALE ENTITÉ

- Bureau des affaires de désarmement

Ali, 6 ans, dans les décombres de ce qui fut sa maison, complètement détruite lorsqu'un missile a frappé la maison attenante. (Quartier de Bayt Mayad à Sanaa, Yémen, 7 juillet 2015)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Dans un monde où les dépenses militaires augmentent, où les conditions de sécurité se dégradent et où la maîtrise des armements s'affaiblit, le désarmement conserve toute son importance. En 2019, les dépenses militaires ont atteint 1 900 milliards de dollars, soit leur montant le plus élevé depuis la fin de la guerre froide.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les négociations et les efforts multilatéraux visant à concrétiser l'objectif d'un désarmement général et complet, en mettant l'accent sur l'élimination des armes nucléaires, en faisant respecter l'interdiction d'autres armes de destruction massive, en réglementant l'utilisation des armes classiques et en promouvant les initiatives régionales de désarmement et les campagnes de sensibilisation du public.

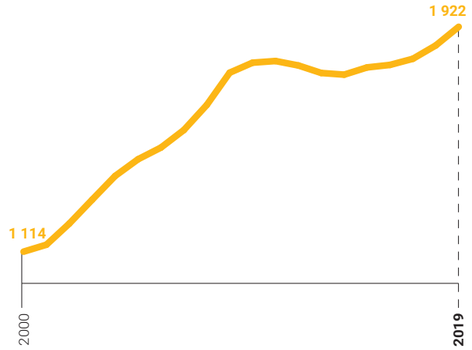
## PRINCIPALES RÉALISATIONS

En 2019, l'Organisation a mis en œuvre des éléments clefs du Programme de désarmement, dans lequel j'ai proposé d'adopter et de suivre 40 mesures concrètes pour faire progresser le désarmement dans cinq domaines. Déjà, ce programme nous aide à repenser le désarmement à la lumière de l'évolution des technologies, des menaces et des acteurs à prendre en compte. Une attention particulière y est prêtée au problème de l'emploi d'armes explosives dans les zones habitées et au soutien à apporter aux États Membres pour les aider à élaborer une déclaration politique.

Déterminés à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, nous avons apporté notre concours aux préparatifs de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous avons également soutenu les travaux sur les systèmes d'armes létales autonomes, qui ont abouti à l'adoption de principes directeurs et fait avancer l'élaboration de recommandations sur le cadre normatif et opérationnel applicable à ces systèmes.

**LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES AUGMENTENT**

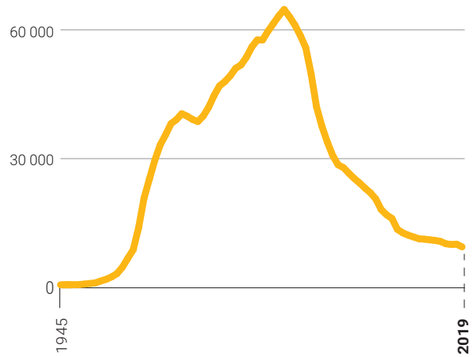
En milliards de dollars
(prix et taux de change constants de 2018)




*Source : Institut international de recherches pour la paix de Stockholm.*

**DES MILLIERS D'ARMES NUCLÉAIRES SONT ENCORE STOCKÉES DANS LE MONDE**

Stocks mondiaux d'armes nucléaires




*Source : Bulletin of Atomic Scientists.*
*Notes : Compte non tenu de la République populaire démocratique de Corée.*
*Le* Bulletin *n'ayant pas fait état des chiffres du Royaume-Uni et d'Israël pour 2018 et 2019, les chiffres de 2017 ont été utilisés pour ces pays.*

**« Dans le domaine du désarmement, aucun acteur ne peut parvenir aux résultats voulus en agissant seul. Pour progresser, nous devons travailler ensemble. »**

*Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement*

Sous les auspices de l'Organisation, deux groupes intergouvernementaux ont progressé dans leurs travaux sur les nouvelles technologies dans l'optique de la sécurité internationale, notamment en menant des concertations avec des organisations régionales et des acteurs du secteur privé, de la société civile et des milieux universitaires. Dans le domaine de la sécurité de l'espace extra-atmosphérique, nous avons facilité des discussions qui ont abouti à un accord sur les nouvelles Lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales.

Afin de faire respecter les normes qui interdisent l'utilisation d'autres armes de destruction massive, nous avons amélioré l'état de préparation du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines, conformément aux mandats établis, notamment en formant des experts.

Dans le cadre de ses travaux sur la réglementation et la limitation des armes classiques, un groupe d'experts gouvernementaux a recommandé en 2019 d'élargir l'objet du Registre des armes classiques en encourageant les États à signaler les transferts internationaux d'armes légères et de petit calibre. En 2020, un nouveau groupe d'experts gouvernementaux a commencé à étudier les moyens concrets de s'attaquer aux problèmes de sûreté et de sécurité liés aux munitions, à savoir en particulier les explosions accidentelles et le détournement vers le marché illicite.

### NOS ACTIVITÉS DE DÉSARMEMENT

Nous avons facilité
**182**
réunions et processus de délibération multilatéraux

**46 %**
Augmentation du nombre de participants au débat de haut niveau de la Conférence du désarmement

Depuis 2008
**124**
États Membres ont contribué au Registre des armes classiques de l'ONU

**8**
publications approfondies sur le désarmement

**22**
projets à l'appui du désarmement régional

### UTILISATION D'ARMES EXPLOSIVES DANS DES ZONES HABITÉES

**66 %** des personnes tuées ou blessées par des armes explosives étaient des civils

Total des décès et blessures signalés : 29 499
Nombre total de civils tués ou blessés : 19 407

**Zones habitées**

**91 %** des personnes tuées ou blessées par des armes explosives dans des zones habitées étaient des civils

**Zones non habitées**

**15 %** des personnes tuées ou blessées par des armes explosives dans des zones non habitées étaient des civils

**Civils tués ou blessés, selon la méthode de lancement**

**49 %** des cas sont imputables aux engins explosifs improvisés

**29 %** des cas sont imputables aux frappes aériennes

**20 %** des cas sont imputables aux explosifs lancés depuis le sol

Les civils sont les principales victimes des armes explosives utilisées dans des zones habitées.

Dans le Programme de désarmement, le Secrétaire général a accordé une attention particulière à l'utilisation d'armes explosives dans les zones habitées et s'est engagé à aider les États Membres à élaborer une déclaration politique et à définir des mesures de limitation, des normes communes et des politiques opérationnelles conformes au droit international humanitaire.

Le Secrétaire général prend la parole à la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui s'est tenue du 18 au 22 novembre 2019 à New York. De gauche à droite : M. Tijjani Muhammad-Bande, Président de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, M^me^ Sima Bahous, Présidente de la première session de la Conférence, et M^me^ Izumi Nakamitsu, Haute-Représentante de l'ONU pour les affaires de désarmement.

## LE DÉSARMEMENT

La première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive a été tenue en 2019. Elle a débouché sur l'adoption d'une déclaration politique, dans laquelle les États participants ont confirmé qu'ils s'engageaient à poursuivre la création d'une telle zone d'une manière ouverte et inclusive.

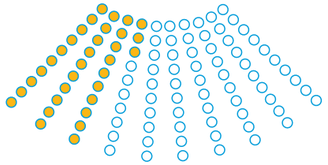
## REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES TRAVAUX SUR LE DÉSARMEMENT EN 2019

L'une des priorités du Secrétaire général est de garantir la participation égale, pleine et effective des femmes à l'action en faveur du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.

Malgré l'attention de plus en plus grande accordée à la question, cependant, la participation des femmes aux réunions multilatérales sur le désarmement n'a pas réellement augmenté en 2019.

### Première Commission de l'Assemblée générale

**33 %** des membres de délégation étaient des femmes



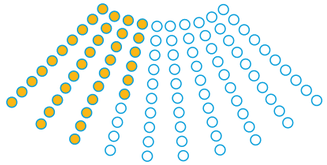
**32 %** des chefs de délégation étaient des femmes

**45** délégations ne comptaient aucune femme et 10 ne comptaient aucun homme

**1 déclaration sur 4** a été prononcée par une femme, de même que 7 % des 67 interventions au titre du droit de réponse

### Conférence du désarmement

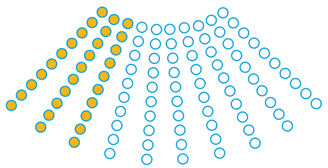
**36 %** des membres de délégation étaient des femmes



**23 %** des chefs de délégation étaient des femmes

### Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020

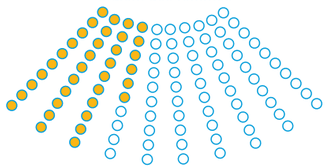
**30 %** des membres de délégation étaient des femmes



**25 %** des chefs de délégation étaient des femmes

### Réunion des États parties à la Convention sur les armes biologiques

**36 %** des membres de délégation étaient des femmes



**20 %** des chefs de délégation étaient des femmes

Des participants à la manifestation de l'initiative #Youth4Disarmament, intitulée « 74 Years of Nuclear Disarmament and the Contribution of Youth beyond 2020 » (74 ans de désarmement nucléaire et la contribution de la jeunesse au-delà de 2020). (New York, 24 janvier 2020)

### LES JEUNES ET LE DÉSARMEMENT

À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, nous avons lancé l'initiative « Youth for Disarmament » (#Youth4Disarmament), afin de donner aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires pour changer les choses. Dans le cadre de cette initiative, 75 jeunes ont passé une journée avec des fonctionnaires de l'ONU, des diplomates et des représentants de la société civile pendant la session de la Première Commission.

Des agricultrices traitent les produits de leur première récolte, commencée fin 2019, dans le cadre d'un programme de développement de l'agriculture alternative dans la coopérative de Vanmai. (Province de Houaphanh, République démocratique populaire lao)

# Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Lutte contre le problème mondial de la drogue
- Lutte contre la criminalité transnationale organisée
- Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent
- Lutte contre la corruption
- Justice
- Étude, analyse des tendances et criminalistique
- Appui en matière de politiques
- Assistance technique

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

402 millions de dollars

27 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 375 millions au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, résolution 72/284 de l'Assemblée générale
- Renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, résolution 71/291 de l'Assemblée générale
- Convention des Nations Unies contre la corruption
- Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et Protocoles s'y rapportant
- Coopération internationale pour aborder et combattre le problème mondial de la drogue, résolution 74/178 de l'Assemblée générale
- Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique, résolution 74/177 de l'Assemblée générale

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
- Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT)

Cette Nigériane compte parmi les survivantes et survivants qui ont partagé leur expérience durant l'exposition « Survivre au terrorisme : Le pouvoir de la résilience ». Ayant elle-même été capturée par un groupe d'insurgés, elle participe à un réseau de soutien pour les femmes ayant survécu à la captivité, qui lui a permis de trouver paix et compassion, et anime à présent des groupes de soutien pour d'autres femmes. (New York, 21 août 2019)

ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Comme les années précédentes, la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme ont fait peser de graves menaces sur le monde entier. La primauté du droit est compromise par la cybercriminalité, la traite des personnes, le trafic de migrants et la criminalité environnementale, problèmes qui prospèrent sur la fragilisation de l'État, et des millions de personnes sont mises en danger par les drogues illicites.

Les terroristes continuent de semer la destruction aux quatre coins du monde, et leurs tactiques sont adoptées par de nouveaux groupes extrémistes violents qui s'en prennent tout particulièrement à des groupes minoritaires, d'où des préoccupations de plus en plus vives. Les angoisses suscitées par la crise de la COVID-19 sont instrumentalisées pour propager la haine, répandre des théories du complot et attiser la défiance à l'égard des gouvernements, de façon à provoquer des attentats.

## GRANDS OBJECTIFS

L'Organisation aide les États Membres à lutter contre la drogue, la criminalité et le terrorisme afin de permettre à toutes et à tous de vivre en paix et en sécurité. Il s'agit notamment de faire progresser le droit international et d'appliquer les normes et les principes énoncés dans des instruments tels que la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant, les conventions et protocoles relatifs à la lutte contre le terrorisme, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité, ainsi que les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

**« Pour faire progresser la justice et faire advenir des sociétés pacifiques, nous devons édifier un monde plus inclusif où règne l'état de droit. »**

*Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime*

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### Prévention de la criminalité et lutte contre la criminalité transnationale organisée

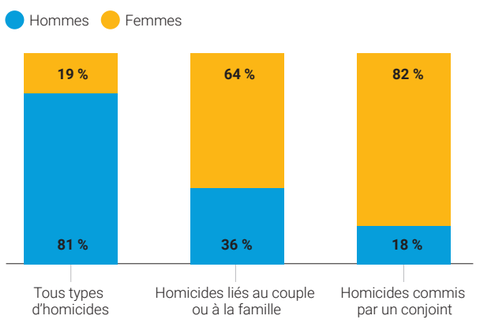
L'Organisation continue de soutenir les réseaux régionaux compétents pour prévenir les flux financiers illicites issus du trafic de drogues et de la criminalité, ainsi que pour faciliter la coopération dans la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme. Par exemple, le Réseau interinstitutionnel d'Afrique australe pour le recouvrement d'avoirs a saisi des actifs d'un montant total supérieur à un milliard de dollars entre 2016 et 2019 et aidé ses États membres à ouvrir des enquêtes et à émettre des ordonnances de confiscation.

En 2020, nous avons publié une mise à jour majeure de notre logiciel de lutte contre le blanchiment d'argent, goAML, qui est notre plus grand projet de ce type. Aujourd'hui utilisé par les cellules de renseignement financier de 53 pays et comptant au total 100 000 utilisateurs, ce logiciel a aidé à signaler des transactions suspectes portant sur un montant total de plus d'un demi-milliard de dollars.

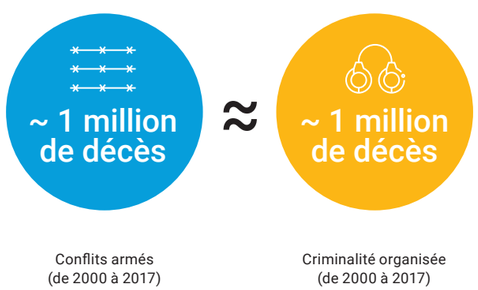
En Asie centrale, nous avons soutenu l'élaboration et l'adoption de 20 textes juridiques, ainsi que la mise en œuvre de plans d'action locaux de prévention de la criminalité. À Bichkek, par exemple, 10 comités de femmes ont été créés et dotés des moyens nécessaires pour travailler à la prévention de la criminalité et de la violence de genre.

En marge de la huitième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, l'équipe de la société civile de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en partenariat avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, a organisé un événement au cours duquel un groupe composé exclusivement de conférencières a présenté des idées et des bonnes pratiques pour la mise en œuvre de la Convention contre la corruption en Europe du Sud-Est. (Abou Dhabi, Émirats arabes unis, décembre 2019)

**LA PLUPART DES VICTIMES D'HOMICIDES LIÉS AU COUPLE OU À LA FAMILLE SONT DES FEMMES OU DES FILLES**




**LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE FAIT AUTANT DE MORTS QUE TOUS LES CONFLITS ARMÉS RÉUNIS**






**NOTRE APPUI À LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ, À LA LUTTE ANTIDROGUE ET À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Nous avons aidé à identifier et à sauver
**33**
enfants victimes de la traite et à saisir **6,5 tonnes** de médicaments frauduleux en renforçant la coopération transfrontières ...

... donné à
**95 000**
enfants et parents de **18** pays des moyens de prévenir et de combattre la consommation de drogues, la violence chez les jeunes et la maltraitance des enfants ...

... accru la place des produits de développement alternatif sur les marchés grâce à l'exportation de
**71**
tonnes de café équitable certifié au niveau international, afin de réduire la culture de plantes illicites ...

... et assuré des services consultatifs pour aider plus de
**12 000**
praticiens de la lutte contre la corruption de plus de **70** pays à élaborer des projets de loi et des politiques

### Lutte contre le problème mondial de la drogue

En 2019, nous avons contribué à améliorer le traitement, les soins et les services de réadaptation offerts dans 22 pays à quelque 39 000 personnes ayant des troubles liés à l'usage de drogues. En Afghanistan et dans les pays voisins, par exemple, des services améliorés ont été dispensés à environ 12 000 enfants exposés à la drogue. En République islamique d'Iran, le programme « Familles solides » a amélioré l'état de santé et les conditions de développement d'enfants vivant dans des contextes familiaux difficiles.

Dans le cadre de la riposte mondiale à la crise des opioïdes, l'Organisation a fourni 2 698 étalons de référence de drogues et de précurseurs à 115 laboratoires dans 51 pays et soutenu un réseau de 289 laboratoires de criminalistique et de toxicologie dans 90 pays. Elle a appuyé les services de répression en leur fournissant plus de 1 400 trousses d'identification de drogues et de précurseurs et en leur offrant des formations spéciales sur l'identification et l'analyse des drogues et des précurseurs.

Un participant étudie la brochure d'une événement spécial consacré à la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues. (New York, 31 mai 2019)

Dans les environs de Fallah à Téhéran, des citoyennes participent à une séance du programme « Familles solides » mis en œuvre par l'ONG Society for Recovery Support afin d'améliorer la santé et le développement d'enfants dont la situation familiale est difficile. (Téhéran, Iran, 2019)

## Prévention du terrorisme

L'ONU s'emploie à titre prioritaire à renforcer la coopération internationale contre le terrorisme et à promouvoir des partenariats qui mobilisent l'ensemble de la société. En 2019, nous avons apporté un appui à sept conférences régionales de haut niveau sur des questions de lutte antiterroriste et organisé la Semaine de la lutte contre le terrorisme, qui s'est tenue en ligne en raison de la pandémie de COVID-19. La nouvelle Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme facilite l'échange d'informations et la collaboration entre les 193 États Membres.

Nous avons également renforcé l'assistance technique que nous prêtons aux États Membres dans le cadre du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme, qui permet à 43 entités d'unir leurs efforts pour planifier les activités, mobiliser des ressources et agir. Cette assistance a notamment bénéficié à plusieurs initiatives phares visant à atteindre les objectifs suivants : lutter contre la radicalisation et le financement du terrorisme et empêcher les terroristes de se déplacer et d'accéder à des armes; aider les victimes du terrorisme; et remédier à la situation précaire des femmes et des enfants associés aux groupes terroristes inscrits sur les listes de l'ONU, notamment grâce à des stratégies de rapatriement, de poursuites, de réadaptation et de réintégration.

« Ce n'est qu'en investissant dans le multilatéralisme que nous pourrons bâtir des sociétés capables de faire face à l'évolution des menaces terroristes. »

*Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme*

### NOS ACTIVITÉS DE LUTTE ANTITERRORISTE

Plus de
**170**
États Membres ont bénéficié de nos activités de sensibilisation et de renforcement des capacités dans le domaine de la lutte antiterroriste

Plus de
**7 300**
personnes ont participé à nos activités de sensibilisation et de renforcement des capacités

Nous avons exécuté
**71**
programmes et projets de renforcement des capacités représentant un budget total de 60,4 millions de dollars dans le cadre de notre stratégie antiterroriste mondiale

**43**
partenaires ont adhéré au Pacte mondial de coordination contre le terrorisme

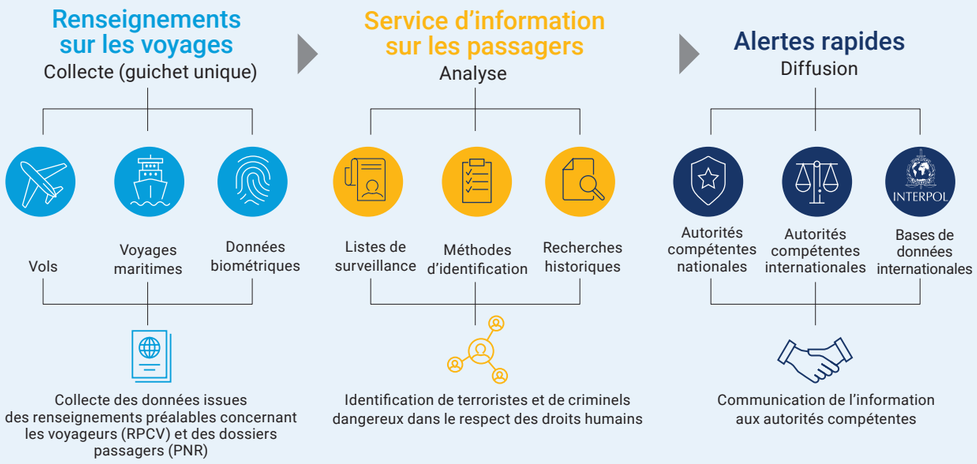
Nous avons organisé
**7**
conférences régionales de haut niveau sur la lutte antiterroriste, auxquelles ont participé plus de 3 200 personnes

Adela Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, prend la parole à la réunion de lancement du Groupe des Amis des victimes du terrorisme. (New York, 25 juin 2019)

## LUTTE ANTITERRORISTE

Créé en 2019, le Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes aide les États Membres à développer leur capacité d'analyser les informations sur les passagers pour déceler et empêcher les déplacements de terroristes, en application de la résolution 2396 (2017) du Conseil de sécurité. Au mois de juillet 2020, 36 États Membres y participaient.

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES DE LUTTE CONTRE LES DÉPLACEMENTS DES TERRORISTES***




** Programme commun ONU-INTERPOL*

Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme, rencontre cinq jeunes leaders activement engagés dans la prévention de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme et dans l'action contre ce phénomène dans leurs communautés locales. (New York, 18 juillet 2019)

Vue de la toiture végétalisée installée à côté de nouveaux panneaux solaires offerts par l'Inde, au Siège de l'ONU. (New York, 21 septembre 2019)

# Bon fonctionnement de l'Organisation

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences
- Communication globale
- Contrôle interne
- Stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Bureaux hors Siège
- Appui opérationnel
- Sûreté et sécurité

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,6 milliard de dollars

1,2 milliard de dollars au titre du budget ordinaire, 333 millions de dollars au titre du budget des opérations de maintien de la paix (2018/19) et 60 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/266, 72/266 B et 73/281 de l'Assemblée générale
- Élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, résolution 73/289 de l'Assemblée générale
- Gestion des ressources humaines, résolution 72/254 de l'Assemblée générale
- Achats, résolution 69/273 de l'Assemblée générale
- Multilinguisme, résolution 71/328 de l'Assemblée générale
- Plan des conférences, résolution 73/270 de l'Assemblée générale
- Questions relatives au projet de budget-programme pour 2020, résolution 74/262 de l'Assemblée générale
- Progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, résolution 74/271 de l'Assemblée générale

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- Département de la communication globale
- Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Département de l'appui opérationnel
- Département de la sûreté et de la sécurité
- Bureau des services de contrôle interne
- Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne

Une visiteuse admire une exposition au Siège de l'ONU à New York, qui est ouvert au grand public depuis novembre 1952. (New York, 30 décembre 2019)

## GRANDS AXES DE TRAVAIL

Composé de plus de 36 000 personnes réparties dans 461 lieux d'affectation, le personnel du Secrétariat assure le bon fonctionnement de l'Organisation, qui repose sur les domaines d'activité suivants : finances, ressources humaines, informatique et communications, gestion des chaînes d'approvisionnement, gestion des installations, gestion des services de conférence et sécurité et sûreté. Il mène en outre une action de communication pour faire connaître les activités de l'ONU dans le monde entier.

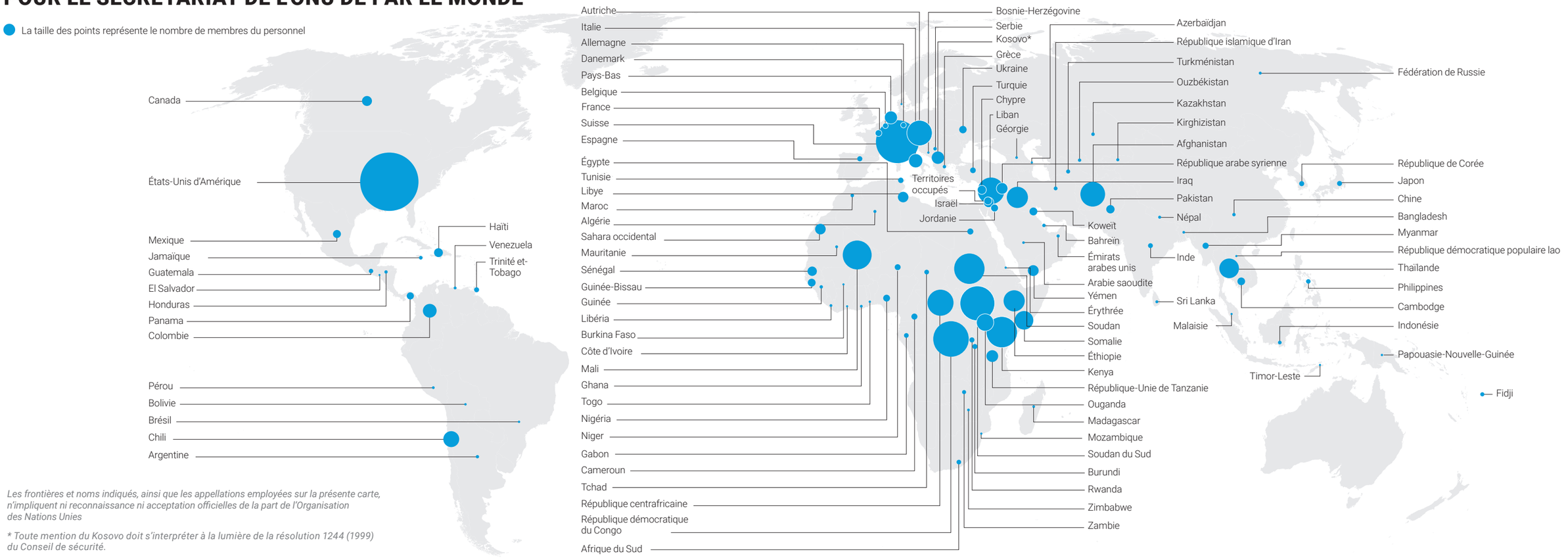
## PRINCIPALES RÉALISATIONS

Clef de voûte de ma réforme de la gestion, la décentralisation du Secrétariat se fonde sur un nouveau système de délégation de pouvoirs qui est entré en vigueur en janvier 2019. La nouvelle approche accroît notre efficacité car elle rapproche la prise de décisions du point d'exécution du mandat. À l'appui de ce nouveau modèle, nous avons mis en place une structure organisationnelle plus solide, dirigée par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel.

Une interprète de l'ONU au travail, le jour de l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale. (New York, 24 septembre 2019)

# EN 2019, PLUS DE 36 000 PERSONNES TRAVAILLAIENT POUR LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DE PAR LE MONDE

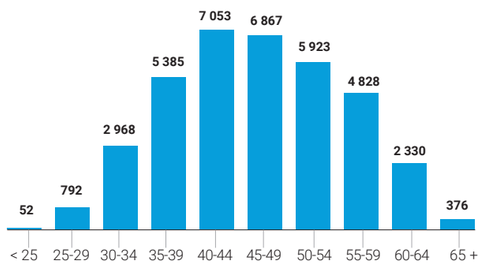
La taille des points représente le nombre de membres du personnel



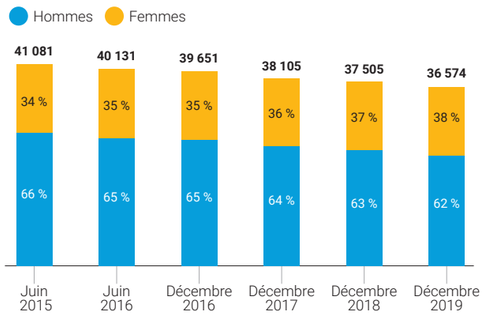

*Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies*

** Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.*

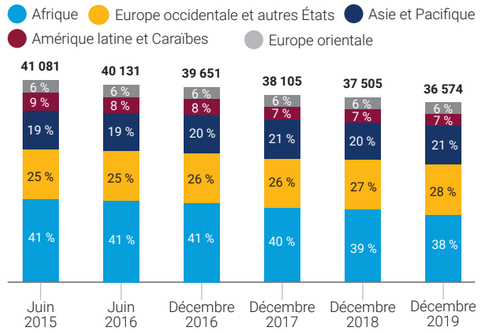
## RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU EN 2019




## LES FEMMES REPRÉSENTENT UNE PROPORTION DE PLUS EN PLUS GRANDE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU



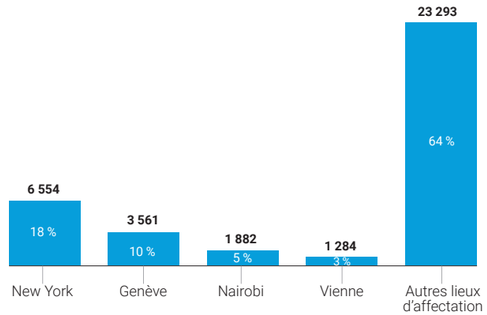

## RÉPARTITION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU PAR GROUPE RÉGIONAL*




** Les cinq groupes régionaux ont été créés pour favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU.*

*Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments.*

## PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU PAR LIEU D'AFFECTATION (DÉCEMBRE 2019)



**UN FONCTIONNEMENT EFFICACE**

Des services de conférence ont été fournis à plus de
**36 900**
réunions et conférences intergouvernementales

Plus de
**245 millions**
de mots ont été traduits

Plus de
**257 000**
personnes ont participé aux visites guidées du Siège de l'Organisation, à New York

Plus de
**436 900**
personnes ont participé aux visites guidées des quatre principaux lieux d'affectation (New York, Genève, Nairobi et Vienne)

**57,8 millions**
de visiteurs ont consulté le site un.org et quelque **24,7 millions** ont consulté le site Web consacré aux objectifs de développement durable

« Pour travailler dans des environnements difficiles, il faut faire preuve de réactivité et de souplesse. Nous avançons à grand pas vers l'objectif consistant à trouver systématiquement et rapidement des solutions adaptées, efficaces et efficientes. »

*Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel*

« Le but essentiel de nos efforts est de rendre l'Organisation plus souple, plus innovante, plus transparente et plus inclusive. »

*Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité*

« Indispensable à un système multilatéral solide, l'innovation est au cœur de notre vision tournée vers l'avenir. »

*Movses Abelian, Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences*

« Nous devons montrer l'exemple en matière de bonne gestion des ressources, d'intégrité et de respect des règles, ainsi que de compétence professionnelle. »

*Fatoumata Ndiaye, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne*

Grâce au nouveau système de gestion de la délégation de pouvoirs que nous avons conçu, je suis en mesure de céder mon autorité aux dirigeants d'entités et de les habiliter à gérer les ressources nécessaires à l'exécution de leurs mandats. Nous avons simplifié la procédure de délégation, qui est désormais administrée au moyen d'un portail électronique.

La nouvelle structure de soutien à plusieurs niveaux aide les membres du personnel de direction à exercer leur pouvoir de décision. Le Département de l'appui opérationnel leur apporte un appui consultatif spécialisé, tandis que le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité s'assure que les cadres réglementaires et les politiques répondent aux besoins de l'Organisation. Le nouveau Comité des clients des services de gestion donne un retour d'information essentiel sur la performance.

Pour plus de responsabilité et de transparence, les capacités d'analyse ont été renforcées. Les données issues des différents progiciels comme Umoja sont désormais regroupées, ce qui permet de disposer de données opérationnelles vérifiées et accessibles au même endroit. Ces données servent de base à un cadre de performance normalisé, qui aide l'Organisation à superviser ses opérations à l'échelle mondiale et à recenser les problèmes. Nous mettons également en place une nouvelle approche de la gestion des risques et un cadre d'autoévaluation afin de fournir davantage d'informations sur l'exécution des programmes dans le nouveau budget annuel.

Le nouveau format annuel du budget-programme, qui en est à son deuxième exercice, représente un pas important dans le sens d'une budgétisation plus réaliste et donne davantage d'importance aux résultats. Les ressources nécessaires étant estimées avec une plus grande exactitude, ce format permet au Secrétariat de s'adapter plus rapidement à l'évolution des mandats et d'ajuster sa planification en fonction des résultats effectifs des programmes. Il est ainsi plus facile d'établir les responsabilités au regard des résultats. Grâce au nouveau cycle annuel, le Secrétariat a pu tenir compte des changements de programme imposés par la pandémie dans le budget pour 2021.

## RÉFORME DE LA GESTION

Nous avons beaucoup progressé dans la mise en place d'un nouveau modèle de gestion, étant notamment parvenus aux réalisations suivantes :

**Renforcement de la délégation de pouvoirs,** l'objectif étant d'accroître l'efficacité et de renforcer la responsabilité par rapport aux résultats obtenus sur le terrain

**Rationalisation du budget annuel** visant à accélérer les processus de budgétisation, à améliorer la planification et à accroître la capacité de réagir aux nouveaux besoins des États Membres

**Une structure de conseil à plusieurs niveaux,** qui permet au Siège de mieux aider le personnel de direction sur le terrain à exercer ses pouvoirs, qui ont été élargis

**Amélioration de la gestion des ressources humaines** grâce à la simplification des politiques et des procédures

**Gestion intégrée des chaînes d'approvisionnement** permettant de planifier et de gérer l'approvisionnement de bout en bout

**Amélioration de l'appui apporté aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police** grâce à la nouvelle Division de l'appui au personnel en tenue

**Regroupement de diverses fonctions informatiques** en une plateforme unique

**Échange d'informations continu avec le personnel de direction** grâce au nouveau Comité des clients des services de gestion, composé de représentants, siégeant à tour de rôle, des clients internes

**Accroissement de la responsabilité et de la transparence** grâce à l'amélioration des moyens d'analyse et à la création d'un dispositif d'application du principe de responsabilité à la prise de décision

**« Pour se concrétiser et se manifester dans notre travail, les valeurs fondamentales de l'Organisation — intégrité, professionnalisme et respect de la diversité — nécessitent une culture institutionnelle fondée sur le respect de la déontologie. »**

*Elia Yi Armstrong, Directrice du Bureau de la déontologie*

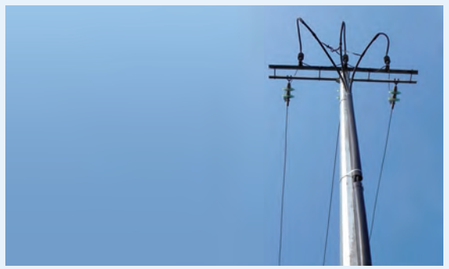
La réforme a également donné le coup d'envoi de la simplification des politiques et des processus. Dans le domaine des ressources humaines, par exemple, nous avons rationalisé la procédure de recrutement et nous nous efforçons d'améliorer l'entrée en fonctions. Plus largement, nous avons entrepris de revoir les politiques relatives aux ressources humaines et nous avons aboli en 2019 certaines d'entre elles, qui étaient obsolètes.

La parité femmes-hommes et la diversité géographique du personnel sont pour moi des priorités absolues. Ayant déjà atteint la parité aux échelons hiérarchiques supérieurs, j'ai fixé l'objectif d'y parvenir à l'échelle du système d'ici à 2028. La Stratégie en faveur de la diversité géographique, qui a été lancée en mars 2020, vise à faire en sorte que le personnel soit diversifié et largement représentatif.

L'Allemande Helin Argav, guide touristique de l'ONU, décrit aux visiteurs les illustrations des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme, réalisées par l'artiste brésilien Otavio Roth. (New York, 23 janvier 2019)

Des fonctionnaires de conférence à leur bureau pendant la Réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle. (New York, 23 septembre 2019)

## PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE : CONNEXION À UN RÉSEAU D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



L'une de nos priorités est de mettre en œuvre la stratégie environnementale pour les opérations de paix. Il s'agit d'utiliser les ressources naturelles avec la plus grande efficience, de réduire les risques au minimum pour les personnes et les écosystèmes et de laisser une empreinte positive.

La mission de paix en République démocratique du Congo, la MONUSCO, utilisait principalement des groupes électrogènes diesel pour alimenter ses différents sites, en l'absence d'un réseau électrique national fiable. Le pays a cependant considérablement développé et amélioré ses centrales hydroélectriques, et la MONUSCO a pu relier de plus en plus de sites à cette source d'énergie renouvelable, réduisant ainsi sa consommation de combustibles d'environ 750 000 litres par an. L'hydroélectricité lui permet maintenant de subvenir à 30 % de ses besoins énergétiques.

Nous avons publié le guide pratique intitulé « Ensemble pour le respect », pour faciliter l'application de ma circulaire intitulée « Lutte contre la discrimination, le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et l'abus d'autorité » (ST/SGB/2019/8). On y trouve des informations sur les moyens de préserver un environnement de travail digne et respectueux pour toutes et pour tous, ainsi que des conseils destinés aux personnes concernées par un comportement prohibé. Nous élaborons un plan d'action en vue de mener une campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation d'une durée d'un an sur la question du racisme au sein de l'Organisation.

En 2019, l'ONU a diffusé des produits d'information en 106 langues, ainsi qu'en braille, afin de mieux faire connaître ses activités, notamment les grands événements de l'année, comme le Sommet sur l'action pour le climat et le Sommet sur les objectifs de développement durable. Nos services de conférence ont permis la tenue de plus de 36 000 réunions et conférences multilatérales en 2019. Grâce à nos agents de sécurité, plus de 36 000 membres du personnel et représentants et plus de 1 000 chefs d'État et de gouvernement ont pu accéder à nos locaux en toute sécurité, de même que plus de 3 millions de visiteurs.

La Capitaine Charlene Wilson (à gauche) décore l'une des nouvelles agentes responsables de la sécurité à l'ONU lors d'une cérémonie de remise de diplômes aux nouvelles recrues. Le groupe est composé de treize agentes. (New York, 20 janvier 2020)

**MENER UNE ACTION DE COMMUNICATION DANS LE MONDE ENTIER**

Des supports de communication ont été publiés en
**108**
langues

Un appui à la communication a été assuré dans
**180**
pays

**57,8 millions**
de visiteurs ont consulté le site de l'ONU

**2,2 millions**
de personnes ont participé à la campagne en ligne pour le climat #Agissons

La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a enregistré
**2 millions**
d'utilisateurs

Plus de
**2 000**
réunions et activités de l'ONU ont été diffusées en direct

**« Dans un environnement opérationnel de plus en plus complexe, nous devons nous engager à évoluer, à progresser et à innover pour faire preuve de leadership et définir des solutions de sécurité fiables. »**

*Gilles Michaud, Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité*

**« Nos objectifs ambitieux resteront hors de portée si nous ne parvenons pas à susciter l'intérêt et à faire en sorte que les gens se sentent concernés. »**

*Melissa Fleming, Secrétaire générale adjointe à la communication globale*

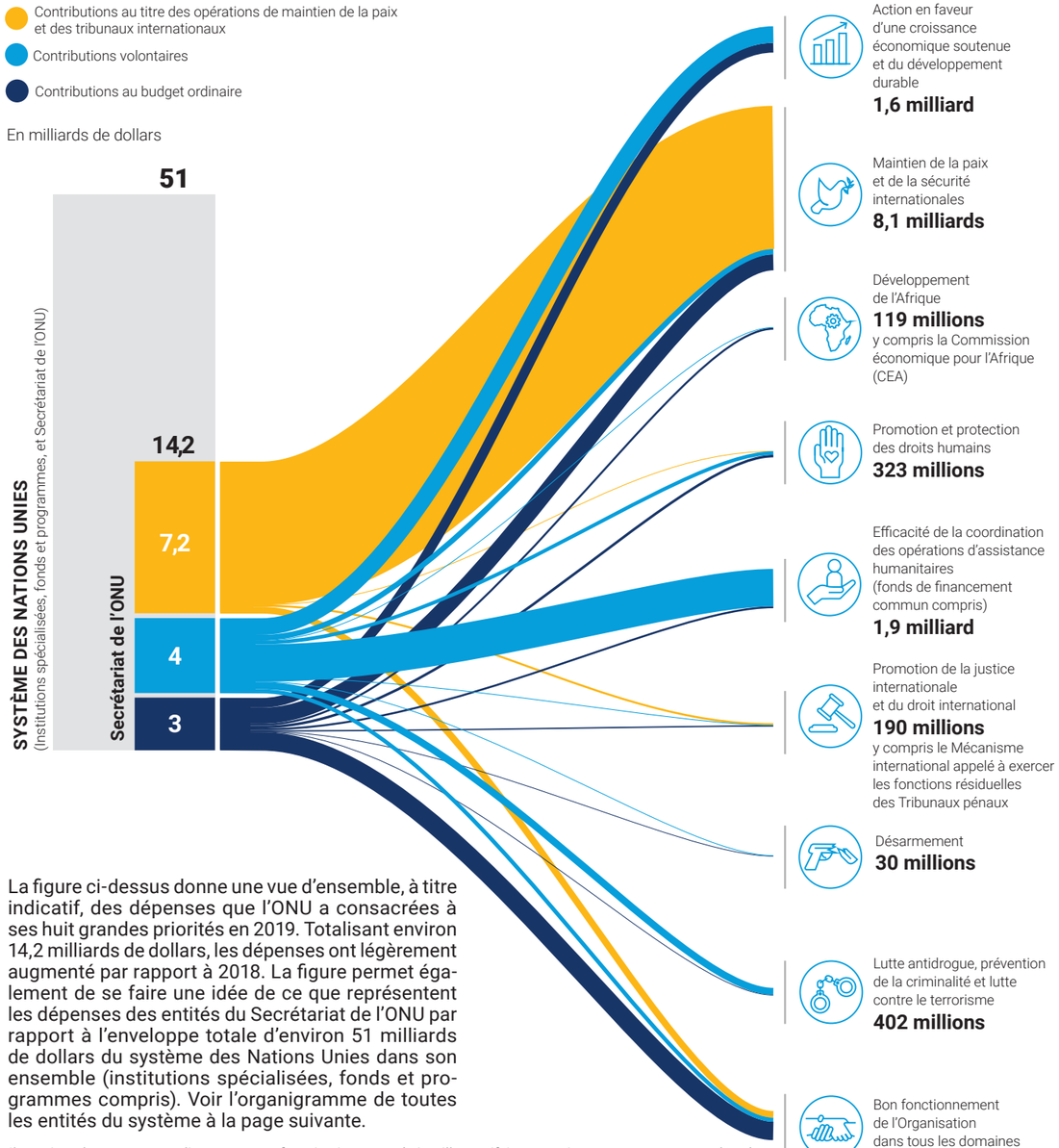
Un fonctionnaire du Service de la gestion des installations de l'ONU ajuste l'horloge de la salle du Conseil de sécurité, l'heure d'été ayant pris fin le dimanche 3 novembre. (New York, 4 novembre 2019)

Malgré les gains d'efficacité réalisés, le déficit de trésorerie n'a pas été comblé — pire, il s'est encore creusé, entravant notre action en 2019. Malgré la série de mesures que nous avons prises pour conserver nos liquidités, le solde de trésorerie au titre du budget ordinaire a atteint un montant négatif de 520 millions de dollars, dépassant le record de l'année précédente. Sans ces mesures, les réunions tenues par l'Assemblée générale en septembre 2019 auraient été perturbées. En outre, les contributions non acquittées s'élevaient à 711 millions de dollars à la fin de l'année, montant le plus élevé depuis près d'une décennie. L'aggravation des problèmes de trésorerie n'est pas de bon augure pour l'exécution des mandats en 2020. À la fin de l'exercice, les contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix représentaient au total 1,7 milliard de dollars. Les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont subi les conséquences du manque de liquidités, les sommes restant à leur rembourser ayant atteint le montant record de 631 millions de dollars.

Ces problèmes de trésorerie persistants compromettent la capacité de l'Organisation à s'acquitter de ses mandats et à exécuter son programme de travail approuvé. Je continue de demander aux gouvernements de remplir leurs obligations financières à l'égard de l'ONU et d'approuver les changements structurels que je propose pour donner à l'Organisation des bases financières solides et durables.

Un microphone dans l'espace de presse du Conseil de sécurité. (New York, 18 février 2020)

# RÉPARTITION DES RESSOURCES DU SECRÉTARIAT DE L'ONU ENTRE LES GRANDES PRIORITÉS




La figure ci-dessus donne une vue d'ensemble, à titre indicatif, des dépenses que l'ONU a consacrées à ses huit grandes priorités en 2019. Totalisant environ 14,2 milliards de dollars, les dépenses ont légèrement augmenté par rapport à 2018. La figure permet également de se faire une idée de ce que représentent les dépenses des entités du Secrétariat de l'ONU par rapport à l'enveloppe totale d'environ 51 milliards de dollars du système des Nations Unies dans son ensemble (institutions spécialisées, fonds et programmes compris). Voir l'organigramme de toutes les entités du système à la page suivante.

*Il convient de noter que ce diagramme est fourni uniquement à titre illustratif. Les exercices ne courent pas sur la même période pour le budget ordinaire (2019) et les opérations de maintien de la paix (2018/19). La répartition des ressources correspond au budget-programme de 2021. Les données relatives au système des Nations Unies sont tirées des informations communiquées au secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat. Pour plus de détails, on pourra se reporter aux états financiers audités.*

# LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

## ORGANES PRINCIPAUX

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### Organes subsidiaires

- Comités permanents et organes ad hoc
- Commission du désarmement
- Commission du droit international
- Conseil des droits de l'homme
- Corps commun d'inspection (CCI)
- Grandes commissions et autres comités de session

#### Fonds et programmes[1]

**FNUAP** Fonds des Nations Unies pour la population
**ONU-Habitat**[8] Programme des Nations Unies pour les établissements humains
**PAM** Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
**PNUD** Programme des Nations Unies pour le développement
- **FENU** Fonds d'équipement des Nations Unies
- **VNU** Volontaires des Nations Unies

**PNUE**[8] Programme des Nations Unies pour l'environnement
**UNICEF** Fonds des Nations Unies pour l'enfance

#### Recherche et formation

**UNIDIR** Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
**UNITAR** Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
**UNSSC** École des cadres du système des Nations Unies
**UNU** Université des Nations Unies

#### Autres organismes

**CNUCED**[1,8] Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
**HCR**[1] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
**ITC** Centre du commerce international (CNUCED/OMC)
**ONU-Femmes**[1] Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
**UNOPS**[1] Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
**UNRWA**[1] Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

#### Organisations apparentées

**AIEA**[1,3] Agence internationale de l'énergie atomique
**AIFM** Autorité internationale des fonds marins
**Commission préparatoire de l'OTICE** Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
**CPI** Cour pénale internationale
**OIAC**[3] Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
**OIM**[1] Organisation internationale pour les migrations
**OMC**[1,4] Organisation mondiale du commerce
Tribunal international du droit de la mer

#### Commission de consolidation de la paix

#### Forum politique de haut niveau pour le développement durable

### CONSEIL DE SÉCURITÉ

#### Organes subsidiaires

- Comité contre le terrorisme
- Comités des sanctions (ad hoc)
- Comité d'état-major
- Comités permanents et organes ad hoc
- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux
- Opérations de maintien de la paix et missions politiques

### CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

#### Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

#### Commissions régionales[8]

**CEA** Commission économique pour l'Afrique
**CEE** Commission économique pour l'Europe
**CEPALC** Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
**CESAO** Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
**CESAP** Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

#### Autres organes[10]

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comité d'experts de l'administration publique
- Instance permanente sur les questions autochtones

**GENUNG** Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques
**ONUSIDA** Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
**UNGGIM** Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

#### Recherche et formation

**UNICRI** Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
**UNRISD** Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

### SECRÉTARIAT

#### Départements et bureaux[9]

**EOSG** Cabinet du Secrétaire général
**BCAD** Bureau de la coordination des activités de développement
**BLT** Bureau de lutte contre le terrorisme
**BSCI** Bureau des services de contrôle interne
Bureau des affaires de désarmement
Bureau des Nations Unies pour les partenariats[2]
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence contre les enfants
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé
**DCG** Département de la communication globale
**DESA** Département des affaires économiques et sociales
**DGACM** Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
**DMSPC** Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
**DOS** Département de l'appui opérationnel
**DPO** Département des opérations de paix
**DPPA** Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
**DSS** Département de la sûreté et de la sécurité
**HCDH** Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
**OCHA** Bureau de la coordination des affaires humanitaires
**OLA** Bureau des affaires juridiques
**ONUDC** Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
**ONUG** Office des Nations Unies à Genève
**ONUN** Office des Nations Unies à Nairobi
**ONUV** Office des Nations Unies à Vienne
**UNDRR** Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

### COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

### CONSEIL DE TUTELLE[6]

#### Institutions spécialisées[1,5]

**FAO** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
**FIDA** Fonds international de développement agricole
**FMI** Fonds monétaire international
**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**[7]
- **BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **IDA** Association internationale de développement
- **SFI** Société financière internationale

**OACI** Organisation de l'aviation civile internationale
**OIT** Organisation internationale du Travail
**OMI** Organisation maritime internationale
**OMM** Organisation météorologique mondiale
**OMPI** Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
**OMS** Organisation mondiale de la Santé
**OMT** Organisation mondiale du tourisme
**ONUDI** Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
**UIT** Union internationale des télécommunications
**UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
**UPU** Union postale universelle

**Notes :**

1 Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
2 Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
3 L'AIEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
4 L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
5 Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
6 Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1er novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1er octobre 1994.
7 Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
8 Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat des Nations Unies.
9 Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et le Bureau de l'administration de la justice.
10 Consultez la liste complète des organes subsidiaires de l'ECOSOC à cette adresse : www.un.org/ecosoc/fr.

**Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.**

© Nations Unies, 2019 Tous droits réservés

Publié par les Nations Unies Département de la communication globale 19-00073 — Juillet 2019